

## Commune de Dinéault

### *Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU)*

## Evaluation environnementale

### Coordonnées de la personne publique responsable :

**M. Horellou Maire de Dinéault**

3 rue La Tour d'Auvergne

29150 DINÉAULT

02 98 26 00 55

mairie-dineault@wanadoo.fr

Signature de la personne publique responsable	
Date :	Nom et PRENOM :
Lieu :	Signature



1. CADRE REGLEMENTAIRE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE .....	5
2. CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET DE PLU .....	6
3. L'ETAT INITIAL ET LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX .....	14
4 - COMPATIBILITE AVEC LA LOI LITTORAL.....	15
5 - COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRACOMMUNAUX.....	21
5.1 - Compatibilité avec LE SDAGE LOIRE-BRETAGNE et le SAGE Aulne .....	21
5.2 - Compatibilité avec le SCoT du Pays de Châteaulin et du Porzay .....	24
5.3 - Prise en compte du SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE).....	28
5.4 - Prise en compte de la charte et de la TVB du PNRA .....	30
5.5 - Prise en compte du PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL.....	32
6- ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET .....	33
6-1 - climat.....	33
6.2- les sols - le relief .....	33
6.3- l'eau et les milieux aquatiques.....	33
6-4 - Les ressources naturelles .....	43
6.5- La biodiversité, la faune et la flore.....	45
6.6 - La qualité de l'air et de l'atmosphère, le changement climatique et les énergies.....	69
6.7 - La prévention des pollutions, des risques et des nuisances .....	71
6.8 - Les incidences spécifiques du PLU sur le paysage.....	73
7 - LES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX .....	75
8 - CONCLUSION .....	76
9 – RESUME NON TECHNIQUE .....	77

9.1 – Le contexte communal et les enjeux issus du diagnostic.....	77
9.2 – Le diagnostic territorial.....	79
9.2.1– Les caractéristiques écologiques et paysagères du territoire.....	79
9.2.2 – Territoire et population.....	91
9.3 – Le Projet d’Aménagement et de Développement Durables de Dinéault (PADD).....	92
9.4 - La traduction réglementaire du PADD dans le PLU.....	94
9.5 - Articulation avec les autres documents d'urbanisme et de planification.....	96
9.6 - Incidences sur l'environnement .....	97



## 1. CADRE REGLEMENTAIRE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La directive européenne n° 2001/42 du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a été transposée dans le droit français par l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004. Le décret n° 2005-608 du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement en précise les conditions de réalisation par le maître d'ouvrage et de validation par le Préfet de département.

Les objectifs de l'évaluation environnementale sont :

- s'assurer de la pertinence des choix effectués en mesurant les impacts et en vérifiant régulièrement la cohérence,
- informer les citoyens sur les enjeux et les résultats des politiques mises en œuvre.

La commune de Dinéault est directement concernée par le réseau NATURA 2000 :

- la zone spéciale de conservation (ZSC) "Complexe du Menez Hom"
- la zone de protection spéciale (ZPS) "Rade de Brest, baie de Daoulas, anse du Poulmic".

En outre, Dinéault est une commune considérée comme "littorale" (400 m de façade littorale sur l'estuaire de l'Aulne). Par conséquent, l'élaboration du PLU est soumise aux dispositions des articles L.414-4 du code de l'Environnement et R.121-14 du code de l'Urbanisme et doit à ce titre faire l'objet **d'une évaluation environnementale**.

Le souci de concilier développement et respect de l'environnement reste une préoccupation permanente de la collectivité. Le Plan Local d'Urbanisme a donc été conçu dans ce souci.

La présente évaluation vise à montrer les incidences possibles du projet sur l'environnement, et les mesures qui ont été prises pour éviter, réduire et éventuellement compenser ses impacts.

L'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du projet, aux effets de sa mise en œuvre, ainsi qu'aux enjeux de la zone considérée. Elle doit permettre d'analyser les effets du projet sur l'environnement et de prévenir les éventuelles conséquences dommageables sur l'environnement. Cette analyse comporte un état des lieux de l'environnement, une analyse des impacts prévisibles, une justification des choix, les mesures pour éviter, réduire voire compenser les incidences sur l'environnement et un résumé non technique.

## 2. CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET DE PLU

Dinéault est actuellement soumis au règlement National d'Urbanisme (RNU) et appartient au SCoT du Pays de Châteaulin et du Porzay approuvé le 8 juin 2016. Un PLUi est en cours d'élaboration par la Communauté de Communes de Pleyben Châteaulin Porzay.

### Objectifs et contexte de l'élaboration du PLU

Par délibération du 10 décembre 2015, le conseil municipal de Dinéault a prescrit l'élaboration de son PLU.

La commune de Dinéault souhaite se doter d'un plan local d'urbanisme (PLU) lui permettant de définir son développement au travers d'un projet de territoire.

Le PLU est établi dans un but d'intérêt général, ceci dans le respect de trois principes fondamentaux du droit de l'urbanisme :

- L'équilibre entre le développement urbain et rural
- Les diversités des fonctions urbaines et mixité sociale de l'habitat
- Le respect de l'environnement.

Le PLU doit répondre aux évolutions législatives et réglementaires (Grenelle, Lois ALUR, LAAAF, ELAN) qui ont notamment renforcé les obligations des documents d'urbanisme en matière de développement durable.

Il s'agit, notamment, aujourd'hui de :

- permettre à Dinéault de se développer durablement, de poursuivre les actions en faveur de la densification, la mixité sociale, de limiter la consommation foncière des espaces naturels et agricoles, de préserver les paysages
- mettre le PLU en adéquation avec le SCoT et le PLH

### Les grandes orientations d'aménagement (cf. PADD)

*Les orientations du PADD sont issues d'un travail de concertation mené lors du diagnostic territorial, des ateliers participatifs (AEU) et des différentes réunions thématiques de la commission communale en charge du dossier.*

*Un inventaire des atouts et faiblesses du territoire communal a permis d'élaborer une liste de « premières orientations ». Ces orientations ont été reprises, complétées, modifiées par les élus puis mises en forme par le bureau d'études pour balayer tous les thèmes du développement durable.*

La collectivité souhaite ainsi définir une stratégie **d'aménagement permettant d'affirmer l'identité rurale de la commune et de soutenir son attractivité** en poursuivant 7 axes prioritaires :

### ***ORIENTATION 1 - ACCUEILLIR UNE POPULATION NOUVELLE TOUT EN LIMITANT LA CONSOMMATION FONCIÈRE***

Objectif 1 : Attirer une population nouvelle résidente

Objectif 2 : Affirmer la place prépondérante du bourg et améliorer le cadre de vie des habitants

Objectif 3 : Offrir une offre alternative à l'installation dans le bourg

### ***ORIENTATION 2 – PERMETTRE LE MAINTIEN ET LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DU TERRITOIRE***

Objectif 1 : Assurer la continuité et permettre la diversification de l'activité agricole

Objectif 2 : Maintenir et mettre en valeur les commerces et les services

Objectif 3 : Valoriser les activités de tourisme et de loisirs de nature

Objectif 4 : Favoriser le maintien, voire l'accueil, des activités artisanales sur le territoire communal

Objectif 5 : Assurer un bon niveau d'équipement numérique

### ***ORIENTATION 3 - PRÉSERVER ET METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE NATUREL ET BÂTI ET LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES***

Objectif 1 : Préserver et mettre en valeur les espaces naturels remarquables

Objectif 2 : Préserver le patrimoine naturel "ordinaire"

Objectif 3 : Préserver le petit patrimoine "ordinaire"

### ***ORIENTATION 4 – AMÉLIORER LA QUALITÉ DES ESPACES PUBLICS ET LA SÉCURITÉ DES DÉPLACEMENTS***

Objectif 1 : Poursuivre l'aménagement du bourg

Objectif 2 : Développer les liaisons douces

### ***ORIENTATION 5 – PROTÉGER LA RESSOURCE EN EAU***

Objectif 1 : Préserver les zones humides et les cours d'eau

Objectif 2 : Préserver l'eau potable

Objectif 3 : Gérer les eaux pluviales

## ORIENTATION 6 – RÉDUIRE L'EXPOSITION DE LA POPULATION AUX RISQUES

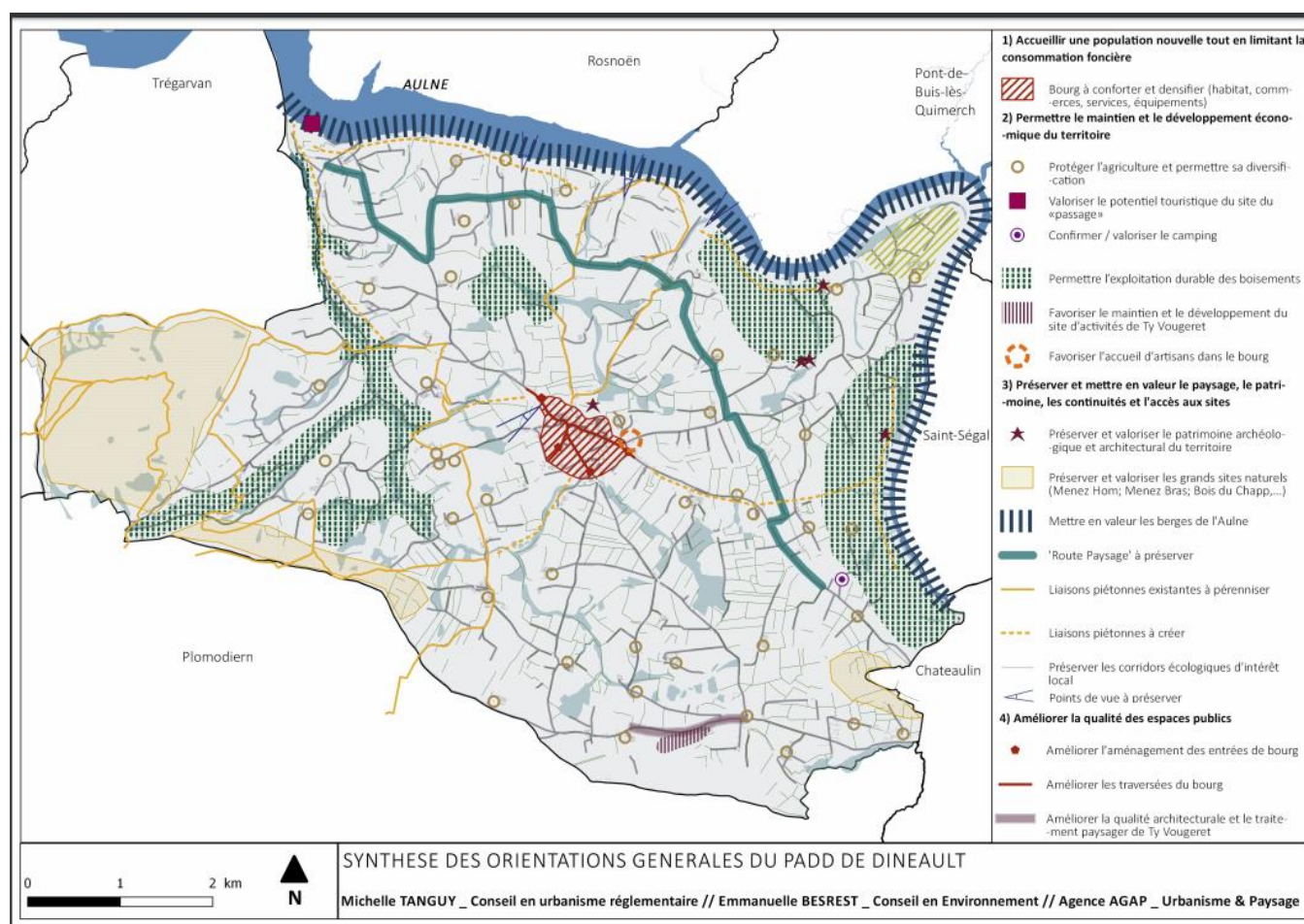
## ORIENTATION 7 – ACCOMPAGNER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Objectif 1 : Promouvoir des formes urbaines prenant en compte les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables

Objectif 2 : Favoriser le développement des énergies renouvelables

Objectif 3 : Limiter les déplacements automobiles

Le PADD a été débattu en conseil municipal le 9 mai 2019 et en conseil communautaire le 25 juin 2019.



### La justification du scénario démographique

Les perspectives démographiques sont difficiles à estimer sur Dinéault car les effectifs de l'école de gendarmerie sont pris en compte par l'INSEE. Les perspectives ont donc été réalisées en s'affranchissant des données INSEE mais en tenant néanmoins compte de l'évolution de l'école de Ty Vougeret qui devrait accueillir de plus en plus de personnels civils.

Le fort dynamisme démographique (+1,4% par an depuis les années 1999) n'est qu'apparent puisque influencé par l'intégration à la population communale des effectifs de l'école de gendarmerie localisée à Ty Vougeret. Ce dynamisme démographique ne génère pas de besoins proportionnels en logements puisque ces effectifs sont majoritairement logés au sein même de l'école.

Les perspectives de développement ont été établies à partir des chiffres de population hors effectif de gendarmerie. C'est ainsi que de source communale, la population serait en 2017 de 1450 habitants soit une croissance démographique annuelle de +0,23% par an pour la période 1999-2017. Le contexte économique joue en faveur de la commune, proche des axes de communication desservant les pôles d'emplois.

Le nombre de logements à produire tient compte de l'arrivée de nouveaux ménages sur le territoire mais aussi du phénomène de desserrement des ménages (demande en logements alors que le nombre de personnes reste le même).

L'estimation des besoins en logements tient également compte de l'évolution du parc des résidences secondaires et logements vacants : 13,5% des logements sont des résidences secondaires ; le taux de logements vacants est de près de 10% (à noter un doublement inexplicé du taux entre 2011 et 2017). Le vieillissement de la population et l'évolution des comportements de cohabitation impliquent que cette donnée soit intégrée dans la prospective démographique. Dans le cas de Dinéault, le nombre de personnes par logement varie de 2,2 enregistré en 2017 à 2,1 en 2029.

Le PLU, calibré pour une croissance démographique annuelle de 0,45% par an, est près du double de celui estimé pour la période 1999-2017 hors effectif de la gendarmerie mais prend notamment en compte l'évolution de l'école de gendarmerie qui emploie de plus en plus de personnels civils dont l'installation sur le territoire est prévisible.

Le PLU permettrait ainsi la réalisation d'environ 60 logements sur 10 ans, soit 6 logements par an (dont 2 n'ayant pas d'effet démographique, c'est-à-dire répondant aux besoins des ménages déjà installés sur la commune).

En application des densités fixées par le SCoT de 15 logements/ha (densité brute) en extension, les besoins en foncier sont estimés au minimum à 4 ha pour 60 logements. Les besoins estimés de 4 ha correspondent à une diminution de la consommation foncière pour l'habitat de 40% par rapport à la période 2000-2015. A noter que les extensions d'urbanisation rentrent potentiellement en concurrence avec la remise sur le marché de logements vacants, risquant ainsi d'accentuer la vacance communale.

Si on considère une base de 2,2 habitants par logements et de 15 logements par hectare, la réalisation de 60 logements en zone AUh, 45 en zone UH et 14 via les changements de destination, l'augmentation de la population est estimée à +135 personnes en 10 ans.



## La consommation d'espace

### Le recentrage de l'urbanisation dans le bourg

L'objectif premier du PADD d'affirmer la place prépondérante du bourg se traduit directement dans le PLU : les seules zones destinées à l'habitat urbanisées UH et à urbaniser AUh sont localisées dans le bourg.

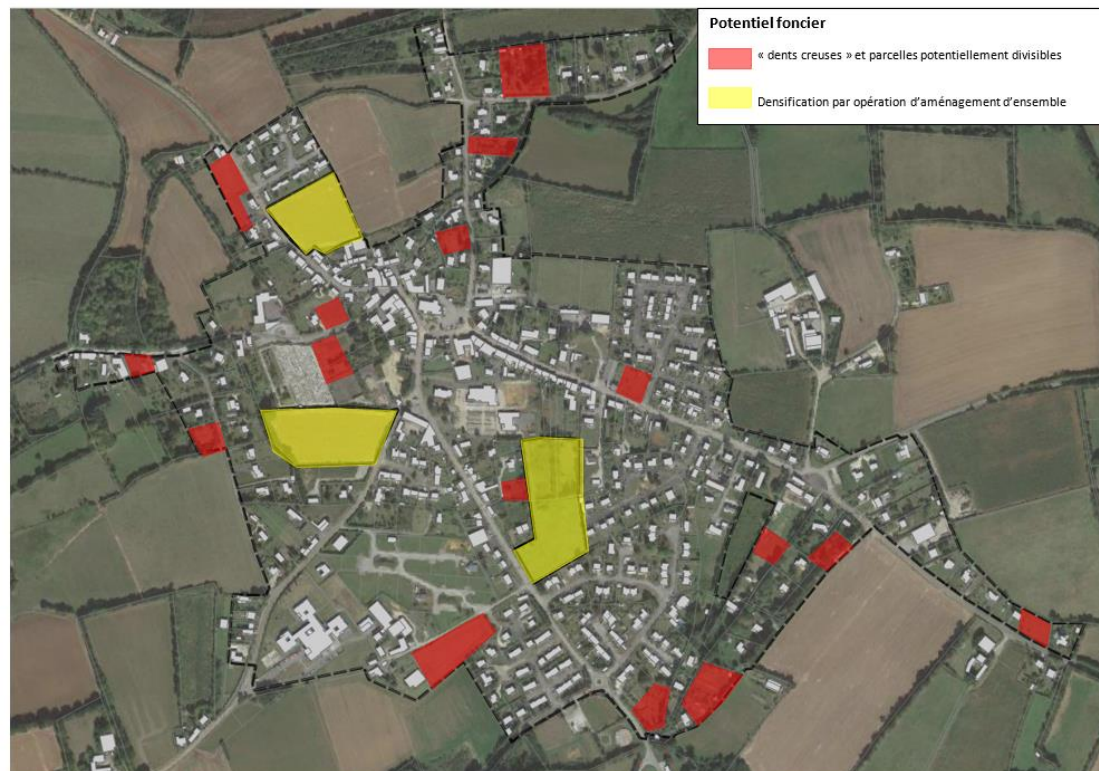
L'agglomération présente la particularité de contenir de grands secteurs non urbanisés à ce jour. Le potentiel foncier est estimé à près de 3,2 ha en "dents creuses ou divisions foncières" et 3,6 ha en densification par opération d'aménagement d'ensemble au sein de l'agglomération du bourg. Ce résultat brut de 7,5 ha de potentiel foncier ne peut être comptabilisé dans sa totalité et ce pour plusieurs raisons :

- la dureté foncière
- l'intérêt du gisement (typologie, localisation, configuration)
- la faisabilité technique (ex : il est plus aisé de construire sur une parcelle non bâtie avec un accès direct depuis la route que de construire en fond de parcelles de parcelles déjà construites)

Bien que le potentiel foncier théorique soit supérieur aux besoins estimés à 10 ans (durée du PLU), les surfaces disponibles se situent au sein même de l'espace urbanisé.

Les plus grandes dents creuses du tissu urbain du bourg de Dinéault (0,9 ha, 1,4 ha et 1,3 ha) sont identifiées comme les futures zones urbanisables zones 1AUh, à vocation d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat en extension du bourg (il n'y a pas de zone 2AUh compte tenu de la localisation des futures zones urbaines dans le bourg). Elles sont au nombre de trois. Elles sont concernées par des orientations d'aménagement et de programmation générales afin d'assurer une cohérence dans l'urbanisation et d'optimiser l'occupation des sols en application des dispositions du SCoT en matière de densité. En outre, une attention a été portée à la promotion de la construction durable dans le règlement écrit du PLU et dans l'élaboration des orientations d'aménagement et de programmation.

Il en découle une gestion économe du territoire au travers d'une urbanisation raisonnée

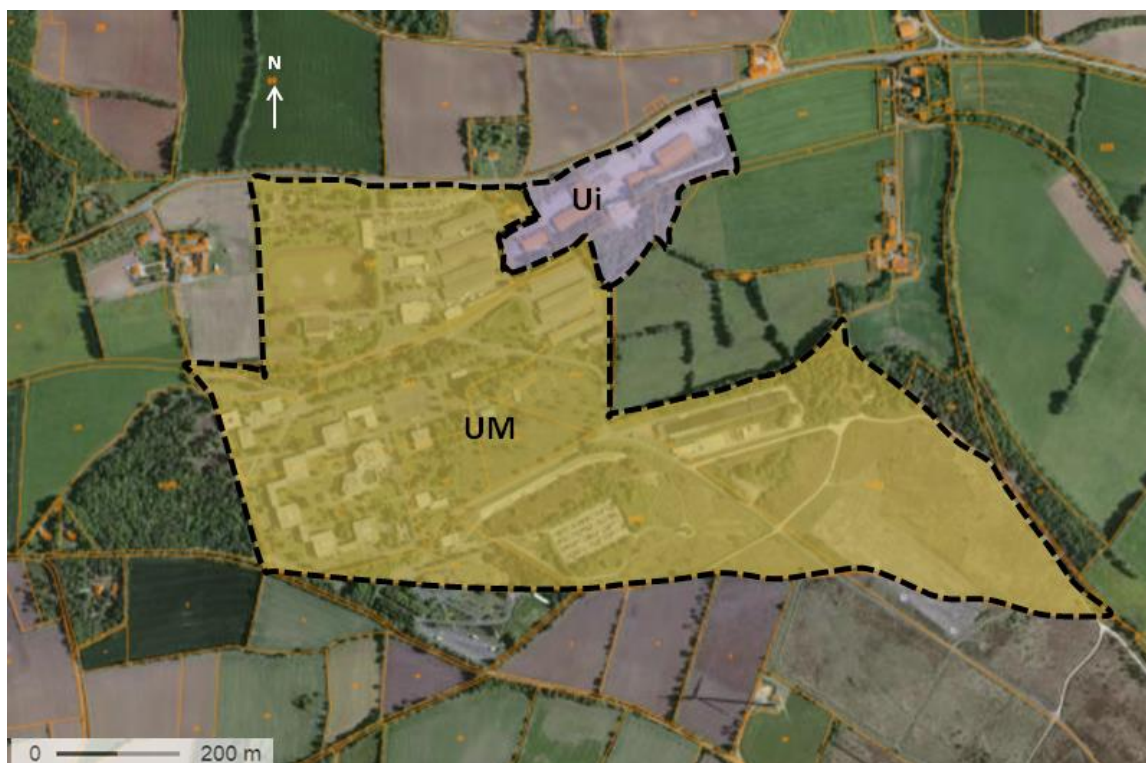


### **L'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales**

Un classement UM est proposé sur l'école de gendarmerie (58,3 ha). L'occupation du sol, bien que n'étant pas matérialisée sur le cadastre pour cause de secret militaire, la population résidente, les activités et services existants ont amené la commune à qualifier le site de Ty Vougeret d'agglomération au sens de la loi littoral.

Bien que le site de l'école de gendarmerie n'ait pas été identifié par le SCoT comme étant une agglomération, la qualification de l'école de gendarmerie d'agglomération au sens de la loi littoral se justifie au regard de la densité des constructions et installations, de la diversité des fonctions (logements, équipements, services), du nombre de personnes sur le site : près de 1000 personnes y travaillent et nombre d'entre eux y logent.

La zone artisanale de Ty Vougeret est classée en zone Ui (5,4 ha). Elle porte sur les bâtiments existants et est légèrement étendue au sud sur des terrains incultes et remblayés. Située dans le prolongement de l'agglomération de l'école de gendarmerie, elle peut-être étendue tel que prévu au plan de zonage



***Ty Vougeret***



Le projet de PLU prévoit en outre une zone 1AU<sub>i</sub> pour accueillir des artisans en extension du bourg. Cette zone à vocation d'activités artisanales de 0,74 ha est compatible avec le SCoT qui autorise la création de zone d'activité de 1 ha maximum en continuité des agglomérations. Ce secteur s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la mixité fonctionnelle et est compris dans l'enveloppe maximale de consommation d'espace fixée par ailleurs dans le SCOT pour le résidentiel.

### ***Le bourg***

④ secteur 1AU<sub>i</sub>





### **Les Espaces agricoles** (cf. Diagnostic agricole)

Le projet de PLU permet de préserver l'espace agricole du mitage et de la pression foncière en concentrant l'urbanisation dans le bourg. Il permet en outre de maintenir les conditions d'exploitation autour des sièges (périmètres sanitaires).

### **Les Espaces forestiers**

Les boisements couvrent environ 14 % de la surface communale. Seront classés en Espaces Boisés Classés (EBC) les boisements de feuillus dominants des versants de la vallée de l'Aulne et ses affluents (rôles hydrauliques, anti-érosif).

Les bois de plus de 25 ha (bois du Chap, de Rozarnou, Trevoazec...) soumis à Plan Simple de Gestion sont exclus des EBC, puisque étant l'objet d'une programmation des travaux et des coupes nécessaires pour chaque parcelle.

Les boisements du Menez Hom, à l'exception des bois d'intérêt communautaire, sont exclus des EBC du fait de l'existence d'un plan de gestion au titre des Espaces Naturels Sensibles du Département ; dans ce document, le boisement (souvent pinèdes) n'est pas forcément l'état de conservation souhaité (restauration des landes, lutte contre les incendies...).

Sont également exclus des EBC les landes, broussailles, fourrés, saulaies résultant de la déprise agricole (sauf exception) dont le déboisement doit être possible pour améliorer la biodiversité et ouvrir le paysage.

### **La protection des milieux naturels et des paysages et la gestion économe de l'espace**

Le PLU prend en compte les besoins de la collectivité en matière d'habitat et les besoins en terme d'activités : agriculture, activités artisanales. Il propose un équilibre entre développement démographique et respect du patrimoine écologique et paysager.

Il assure la protection des milieux naturels et des paysages en zones N, ainsi que la préservation de la biodiversité, en protégeant 1 902 ha (41,38 % du territoire communal) de la commune dont 450,5 ha de zones humides.

Le PLU compte en outre 2 575,56 ha (56 %) de zones à vocation agricole. Il permet en outre de maintenir les conditions d'exploitation autour des sièges (périmètres sanitaires).

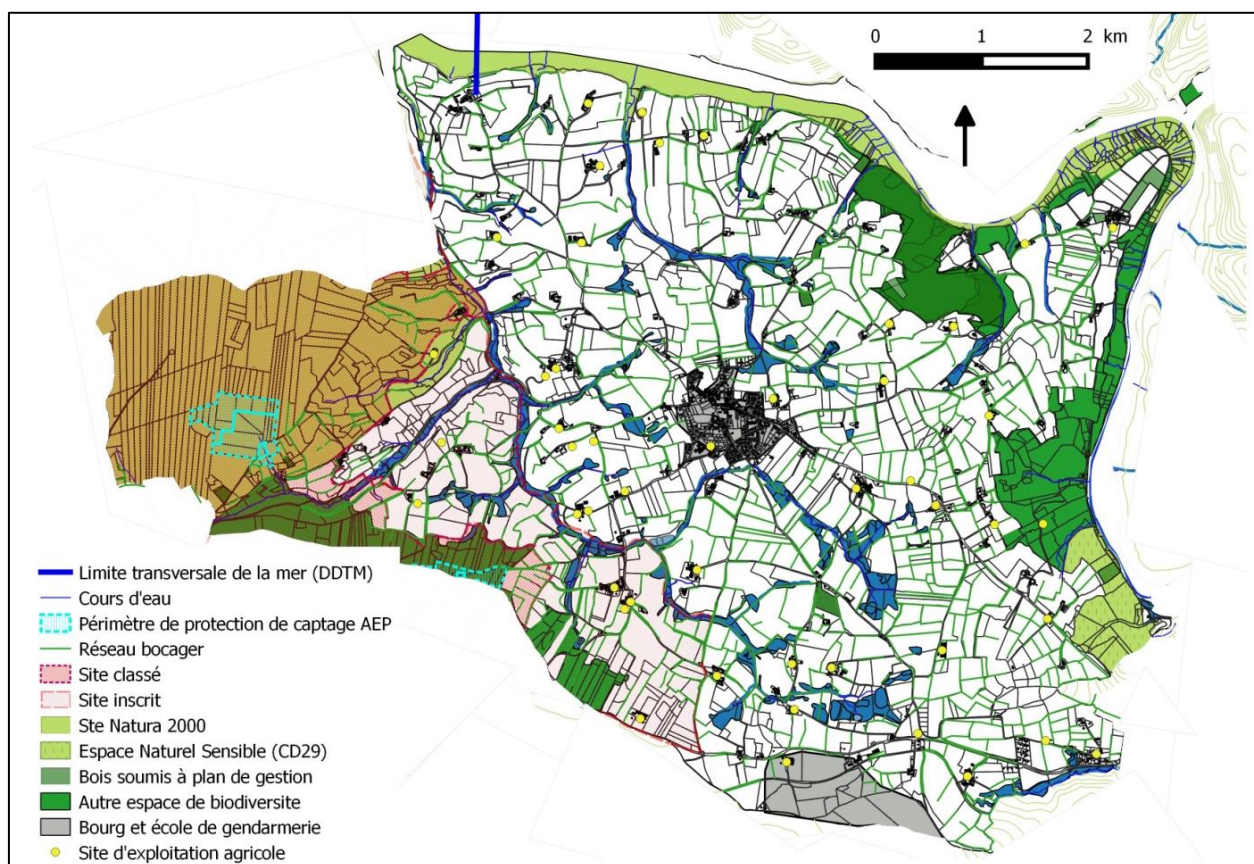
**La prise en compte des risques** : le PLU intègre la prévention des risques naturels et des nuisances prévisibles : aucun terrain constructible (en U et AU) n'est situé dans le périmètre de submersion marine ou en zone inondable.

### 3. L'ETAT INITIAL ET LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Le diagnostic et la concertation avec les élus lors de l'élaboration du PLU constituent une bonne base pour un état initial de qualité, indispensable à toute évaluation. Le diagnostic du rapport de présentation du PLU correspond à l'image de l'état actuel du territoire mais aussi de son fonctionnement.

Au regard des effets attendus du fait de sa mise en œuvre et des sensibilités environnementales du territoire, les enjeux prioritaires environnementaux du PLU sont :

- ✓ la conjugaison du développement de la commune avec une véritable maîtrise de l'urbanisation, une sobriété foncière et la préservation des terres agricoles ;
- ✓ la préservation de l'environnement naturel et paysager de la commune ;
- ✓ la gestion des flux inhérents à l'augmentation de la population et au développement de l'activité économique sur le territoire (flux de déplacements, flux des eaux usées et des eaux pluviales, préservation de la ressource en eau potable) ainsi que les effets induits (pollution, nuisances...).



*Les principaux enjeux environnementaux*

## 4 - COMPATIBILITE AVEC LA LOI LITTORAL

Le PLU doit être conforme aux dispositions de la Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 dite "loi Littoral", relatives à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral.

Les principales dispositions de la loi, reprises par le Code de l'Urbanisme (cf. ci-après), ont pour objet de déterminer les conditions d'utilisation des espaces terrestres et maritimes, de renforcer la protection des milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques et écologiques, de préserver les sites et paysages, d'assurer le maintien et le développement des activités économiques liées à la présence de l'eau.

En matière d'urbanisme et d'aménagement, le Plan Local d'Urbanisme prend en compte les dispositions concernant :

- **l'article L121-22 - la préservation des coupures d'urbanisation**

Le PLU préserve, par un classement en zones Ns et Nzh, la coupure d'urbanisation identifiée dans le SCoT (cf. schéma ci-contre).



*Coupures d'urbanisation identifiées dans le SCoT*

- **l'article L121-7 - l'organisation et la préservation du libre accès du public au rivage**

La servitude de passage des piétons sur le littoral (servitude de droit) s'applique sur les 400 m de façade littorale de Dinéault même si aucun sentier n'est à ce jour aménagé sur son emprise.

- **l'article L121-21 - détermination de la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser**

"La définition de la capacité d'accueil du territoire doit tenir compte de la préservation des espaces et milieux mentionnés à l'article L. 146-6 ; de la protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes ; des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés."

Le Plan Local d'Urbanisme s'appuie sur un diagnostic socio-démographique et une analyse de l'état initial de l'environnement pour déterminer la capacité d'accueil du territoire. Pour estimer la capacité d'accueil du territoire, la commune s'est donc appuyée sur l'hypothèse d'une augmentation de 0,45% par an du niveau de la population au cours des 10 prochaines années. Cette approche à long terme permet d'assurer une meilleure maîtrise de la stratégie foncière à appliquer par la collectivité.

Le projet a défini, en fonction du niveau de population et d'équipement recherché par la commune, un accueil de population correspondant à un maximum de 135 personnes supplémentaires à l'échéance de 10 ans (cf. calcul p.18). Compte-tenu des impacts du développement sur les milieux naturels, ce chiffre est défini de manière à concilier développement équilibré du territoire et préservation des espaces naturels, et de l'identité de la commune.

La logique d'économie d'espace et de gestion environnementale préconisées par le PLU permettra de ralentir la consommation des espaces naturels, qui sont en outre strictement protégés et même confortés dans leur préservation. Les espaces réservés à l'urbanisation (renouvellement urbain + constructions neuves) sont donc contraints à proximité immédiate ou dans l'enveloppe urbaine existante. Les surfaces ainsi ouvertes à l'urbanisation permettent de répondre aux besoins de développement de la commune sans entamer le patrimoine environnemental.

L'Etat a fixé les critères permettant d'apprécier la capacité d'accueil du territoire. Les objectifs fixés par la commune se trouvent en deçà de cette limite, au regard des critères suivants :

- ✓ la ressource en eau potable (cf. chapitre 6.3 de la présente évaluation environnementale, p.34) : l'urbanisation étant essentiellement située en contact direct du bourg, le développement est pensé de manière à limiter les besoins nouveaux en linéaire de canalisations en eau potable.
- ✓ Les traitements des eaux usées et pluviales (cf. chapitre 6.3, p. 35 à 42 de la présente évaluation environnementale)
- ✓ Le fonctionnement des écosystèmes (cf. chapitre 6.5 de la présente évaluation environnementale)
- ✓ Les besoins en terme d'agriculture et d'activités liés à la présence de l'eau : le PLU limite les extensions d'urbanisation au bourg en continuité immédiate de l'enveloppe urbaine existante, afin de limiter l'impact de l'urbanisation sur les surfaces agricoles.
- ✓ La fragilité des espaces naturels et leur fréquentation par le public : seul le site du Menez Hom est un lieu hautement touristique avec des pics de fréquentation estivales ;

Par ailleurs, les choix du PLU en matière d'urbanisation vise à augmenter la part des résidents permanents (l'enjeu "résidences secondaires" est insignifiant sur Dinéault).

Il n'est pas prévu de développer d'équipements touristiques. La capacité du camping est maintenue. Le Département envisage la création d'une Véloroute au sud de la commune mais le tracé n'est pas encore arrêté (février 2021). Cet aménagement canalise cependant la fréquentation. Le PLU aura donc peu d'impact sur la gestion de la fréquentation touristique.

- ✓ L'incidence des risques naturels : la commune est faiblement impactée par des risques de submersion marine qui concernent uniquement des zones inconstructibles

- ✓ La gestion des déchets : la collecte des ordures ménagères et des emballages recyclables est assurée par les services de la Communauté de communes. Le PADD affiche la volonté de lutter contre les espèces invasives et indésirables et une palette végétale annexée au règlement écrit proscrit leur introduction sur le territoire, notamment dans le but de limiter les déchets verts.
- ✓ La capacité des équipements collectifs : l'augmentation très modérée et lissée dans le temps de la population envisagée dans le projet de PLU permet de supposer que les équipements existants sont globalement adaptés au projet.

- **l'article L121-8 - des extensions de l'urbanisation uniquement en continuité des agglomérations**

L'extension de l'urbanisation doit se réaliser en continuité avec les agglomérations.

Le bourg est caractérisé par sa mixité fonctionnelle. Il regroupe de l'habitat, des services, et les équipements de la commune. Il s'organise autour d'une centralité constituée par la place de l'église et de la mairie. Le PLU prévoit de limiter les extensions d'urbanisation au bourg dans ou en limite immédiate de l'enveloppe urbaine existante, afin de limiter l'impact de l'urbanisation sur les surfaces agricoles et naturelles.

- **l'article L121-13 - la gestion des espaces proches du rivage**

«II - L'extension limitée de l'urbanisation des espaces proches du rivage ou des rives des plans d'eau intérieurs désignés à l'article 2 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 précitée doit être justifiée et motivée, dans le plan local d'urbanisme, selon des critères liés à la configuration des lieux ou à l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau».

Les Espaces Proches du Rivage (EPR) se définissent selon les critères suivants :

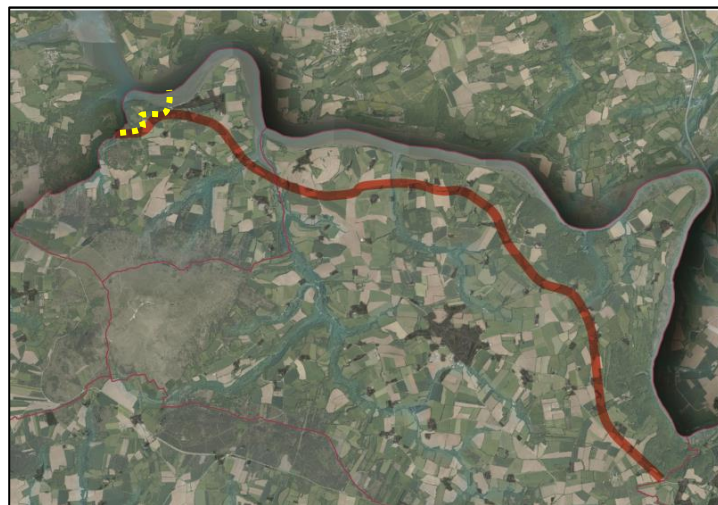
- la co-visibilité avec les espaces maritimes,
- la proximité du rivage,
- l'existence d'une coupure physique (bois, route, vallée...)
- la nature de l'occupation des terrains entre les espaces prévus pour l'urbanisation et le littoral.

La délimitation des espaces proches du rivage est matérialisée sur le document graphique mais diffère de celle figurant au SCoT. La délimitation proposée se limite à la partie maritime (limite transversale de la mer). Cette délimitation des espaces proches a été faite sur la base du fascicule 2 du "Référentiel Loi Littoral" élaboré par la DREAL et les 4 DDTM Bretonnes.

A Dinéault, à partir de la délimitation des EPR dans le SCoT, l'appréciation de la covisibilité a été étudiée sur le terrain, au regard de la topographie. Elle s'appuie notamment sur les lignes de crête offrant des perspectives plus ou moins profondes sur le rivage. Ont également été pris en compte l'importance de la végétation, de la densité et de la forme urbaine des espaces urbanisés séparant le site de l'estuaire de l'Aulne.

La loi littoral s'applique à tout le territoire communal, que l'on soit en espaces proches ou pas. En application de l'article L121-8 du code de l'urbanisme, l'extension de l'urbanisation ne peut se faire qu'en continuité des villages ou des agglomérations.

Les nouvelles constructions autorisées par le PLU dans le bourg constituent des extensions de l'urbanisation en continuité de l'urbanisation existante et auront une densité similaire aux urbanisations environnantes. L'urbanisation aura donc nécessairement un caractère limité.



**Espaces proches du rivage**

- identifiés dans le SCoT
- - - identifiés dans le PLU

L'extension (mesurée) de la zone d'activités de Ty Vougeret se situe en continuité de l'école de gendarmerie qui a été identifiée comme une agglomération dans le PLU.

- **l'article L.121-16 - l'inconstructibilité de la bande des 100 mètres hors espaces urbanisés**

"En dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites sur une bande littorale de cent mètres à compter de la limite haute du rivage ou des plus hautes eaux pour les plans d'eau intérieurs désignés à l'article 2 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 précitée."

Le PLU prévoit l'interdiction de conforter toute forme de mitage. Cette orientation s'applique donc a fortiori à la bande des 100 mètres à compter de la limite haute du rivage. Seules les extensions des constructions existantes sont autorisées. Afin de ne pas entraver le développement des activités économiques qui s'inscrivent sur le littoral, les équipements nécessitant la proximité immédiate de l'eau pourront toutefois être autorisés dans cette bande des 100 mètres, tels que les activités portuaires du Passage.



- **l'article L.121-9 - camping**

"L'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes en dehors des espaces urbanisés sont subordonnés à la délimitation de secteurs prévus à cet effet par le plan local d'urbanisme".

"Ils respectent les dispositions du présent chapitre relatives à l'extension de l'urbanisation et ne peuvent, en tout état de cause, être installés dans la bande littorale définie à l'article L. 121-16".

Le camping de Ty Provost à l'Est de Dinéault a été autorisé par arrêté préfectoral. Il est classé en zone NL réservée aux activités touristiques ou de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle. Le périmètre autorisé n'a pas été étendu.

- **L'article L121-23 - espaces naturels remarquables**

"Les documents et décisions relatifs à la vocation des zones ou à l'occupation et à l'utilisation des sols préservent les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques. Un décret fixe la liste des espaces et milieux à préserver, comportant notamment, en fonction de l'intérêt écologique qu'ils présentent, les dunes et les landes côtières, les plages et lidos, les forêts et zones boisées côtières, les îlots inhabités, les parties naturelles des estuaires, des rias ou abers et des caps, les marais, les vasières, les zones humides et milieux temporairement immergés ainsi que les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignée par la directive européenne n° 79-409 du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et, dans les départements d'outre-mer, les récifs coralliens, les lagons et les mangroves..."

Le développement urbain envisagé dans le projet ne s'étend pas sur les milieux naturels et sur les milieux boisés les plus fragiles du territoire. Il préserve les paysages et les cônes de vue de la commune. Il se localise dans ou en limite immédiate de l'enveloppe urbaine du bourg, afin de limiter l'impact de l'urbanisation sur les surfaces agricoles et naturelles existantes.

Par ailleurs, le PLU identifie et protège les éléments qui constituent la trame verte et bleue du territoire, garantissant le maintien des continuités et des corridors biologiques.

Les espaces littoraux ont fait l'objet d'une expertise dans le cadre du SCoT. Ces expertises ont conduit à délimiter les Espaces Remarquables du littoral, sur des critères fondés tant sur la qualité écologique que paysagère des sites. Le PLU inscrit ainsi les zones Ns dans le PLU, cadre de protection efficace grâce à un dispositif réglementaire strict n'autorisant que les aménagements légers prévus par l'article.

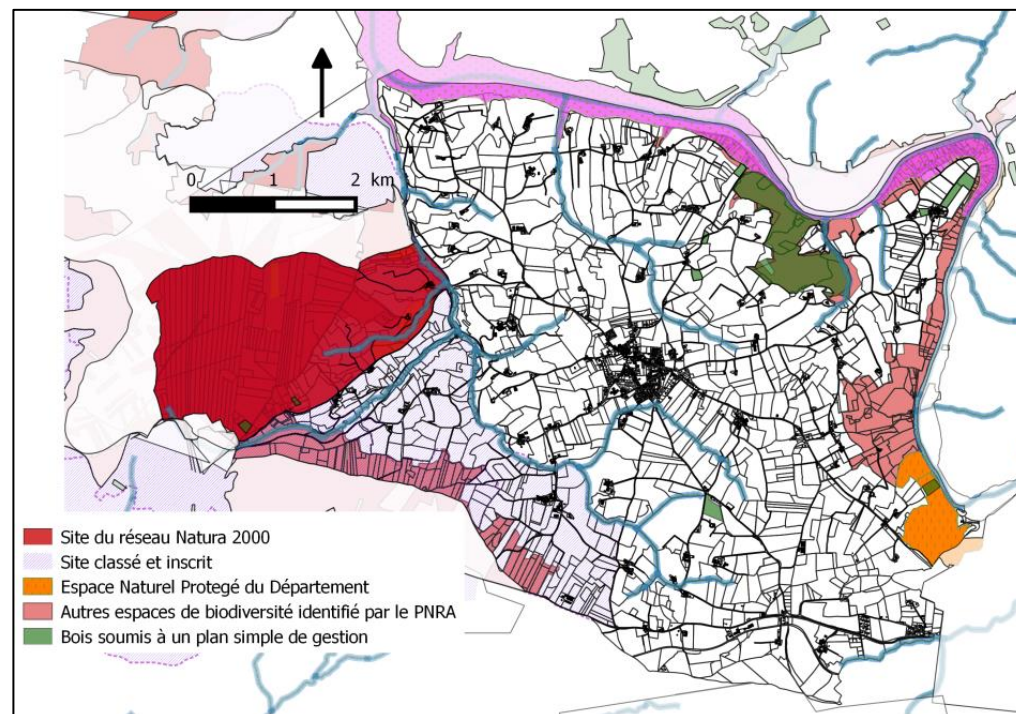
Le Plan Local d'Urbanisme reprend très largement cette délimitation. L'élaboration du PLU a été l'occasion de mettre à jour les périmètres des espaces remarquables du SCoT. Des compléments à la zone Ns relative à la protection et la sauvegarde de ces sites et paysages ont été ajoutés au PLU à cet effet. La zone Ns est étendue à l'ensemble des habitats naturels du site Natura 2000 et du site classé et inscrit du Menez Hom (et des "runs" en continuité de celui-ci en limite sud de la commune).

Le PLU protège environ 561 hectares d'espaces terrestres écologiquement sensibles en zone Ns, soit plus de 12 % de la superficie de la commune. Au sein de ces secteurs, sont seuls admis les aménagements légers définis par l'article R. 121-5 du Code de l'urbanisme.



**La délimitation des espaces remarquables de Dinéault dans le PLU**

**La délimitation des espaces remarquables de Dinéault dans le SCoT de la CCPCP**



Les espaces remarquables

- l'article L121-6 - nouvelles routes

La réalisation de nouvelles routes est organisée par les dispositions du présent article.

Il n'est pas prévu dans le PLU de réalisation de voies nouvelles de transit, ni de voies sur les espaces remarquables littoraux.

Le PLU est donc conforme à l'article L. 121-6 du Code de l'urbanisme.



## 5 - COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRACOMMUNAUX

### 5.1 - COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE LOIRE-BRETAGNE ET LE SAGE AULNE

Au regard de la Loi sur l'eau, les orientations du SDAGE Loire-Bretagne (arrêté en date du 18/11/2015) s'imposent sur le territoire. Ce document définit les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin Loire-Bretagne pour la période 2016/2021. Il représente l'outil principal de mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), qui fixe un principe de non-détérioration de l'état des eaux et des objectifs ambitieux pour leur restauration, en définissant un cadre, une méthode de travail et des échéances précises. Ses objectifs sont décrits dans la partie diagnostic du rapport de présentation.

La commune adhère à l'EPAGA (Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion du bassin versant de l'Aulne) constitué par le bassin versant de l'Aulne, avec une superficie de 1892 km<sup>2</sup> répartie sur les territoires de 61 communes finistériennes, 26 communes costarmoricaines et 3 communes morbihannaises, soit un total de 90 communes.

Le SAGE Aulne a été promulgué le 1er décembre 2014. Son Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) définit de grandes orientations dont les suivantes ont un lien direct ou indirect avec les documents d'urbanisme.

#### ♦ Dispositions du SAGE Aulne à prendre en compte dans le PLU

Il s'agit des dispositions suivantes :

##### *Disposition 28 : Restaurer / créer un maillage bocager pour réduire les phénomènes de ruissellement et d'érosion*

Les collectivités territoriales et leurs groupements sont incités à s'inscrire dans le programme régional de restauration et d'entretien du maillage bocager. Les actions d'entretien, d'implantation et de renouvellement des éléments bocagers se font sur les territoires définis comme prioritaires par le diagnostic du 1er volet du programme bocager, dans un objectif de lutte contre l'érosion des sols et de protection et/ou restauration de la qualité de l'eau.

##### *Disposition 29 : Protéger les éléments bocagers dans le cadre des documents d'urbanisme*

Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT), les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et les Cartes communales sont compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif de préservation des éléments bocagers. Ils intègrent, lors de leur élaboration ou de leur révision, l'inventaire des éléments bocagers préalablement réalisé en s'appuyant sur les programmes pluriannuels mis en place (cf. Disposition 28) dans le cadre de leur état initial de l'environnement, de leurs documents graphiques et de leurs zonages. Selon les possibilités de chaque document, des orientations voire des prescriptions adaptées sont prises afin d'assurer une réelle protection face aux projets de restructuration foncière ou d'aménagements divers.

*Le règlement graphique du PLU de Dinéault fait figurer les éléments du bocage comme éléments du paysage à préserver en application de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme.*

*Disposition 58 : Réaliser l'inventaire des cours d'eau*

A défaut d'inventaire existant, les collectivités territoriales et leurs groupements assurent dans un délai de 3 ans après la publication de l'arrêté d'approbation du SAGE, la réalisation de l'inventaire des cours d'eau conformément à la méthodologie Inter-SAGE validée par la Commission Locale de l'Eau. Une convention est établie avec l'IGN afin de permettre l'intégration des résultats de ces inventaires au sein des cartes produites par l'IGN et notamment de la BD Topo.

*Un inventaire des cours d'eau a été réalisé sur les communes du Finistère entre 2007 et 2011. Cet inventaire s'est conclu par l'arrêté préfectoral n°2011-1057 du 18 juillet 2011 modifié le 25 juin 2014 recensant les cours d'eau du département du Finistère*

*L'inventaire communal des cours d'eau de Dinéault a été approuvé en 2017.*

*Disposition 59 : Intégrer l'inventaire des cours d'eau dans les documents d'urbanisme pour mieux les préserver*

Les SCoT, les PLU et les cartes communales qui couvrent le périmètre du SAGE sont compatibles ou mis en compatibilité avec l'objectif de préservation de la morphologie des cours d'eau. Lors de leur élaboration ou de leur révision, ils intègrent à minima l'inventaire des cours d'eau dans le cadre de leur état initial de l'environnement et de leurs documents graphiques. Du fait de la non exhaustivité des inventaires, d'autres cours d'eau peuvent être ajoutés au cas par cas.

*Le règlement graphique du PLU de Dinéault intègre les cours d'eau issu de l'inventaire départemental en zone naturelle protégée Nzh ou Na.*

*Disposition 64 : Finaliser l'inventaire des zones humides du territoire*

Les collectivités territoriales et leurs groupements réalisent, dans un délai de 3 ans à compter de la publication de l'arrêté d'approbation du SAGE, l'inventaire précis des zones humides de leur territoire dans le cadre de l'état initial de l'environnement de leur document d'urbanisme. Cet inventaire doit permettre d'identifier, de délimiter et de caractériser les zones humides. Afin d'assurer une cohérence en terme de méthodologie et de résultats d'inventaire, ces derniers sont réalisés selon la méthode et le cahier des charges validés par la Commission Locale de l'Eau et sous le pilotage de la structure porteuse du SAGE.

*L'inventaire communal des zones humides de Dinéault a été réalisé en 2017*

*Disposition 65 : Intégrer des zones humides dans les documents d'urbanisme*

Les SCoT, les PLU et les cartes communales sont compatibles ou mis en compatibilité avec les objectifs de préservation des zones humides fixés par le SAGE. Les collectivités territoriales et leurs groupements intègrent l'inventaire des zones humides dans leurs documents d'urbanisme et adoptent un classement et des prescriptions et/ou des orientations d'aménagement permettant de répondre à l'objectif fixé de non dégradation des fonctionnalités des zones humides, selon les possibilités offertes par chaque document.

Dans le cadre du programme d'action "zones humides" (cf. disposition 68) restant à définir, la reconquête de la fonctionnalité de zones humides considérées comme dégradées peut nécessiter un défrichement lorsque la parcelle est boisée. Les zones humides inventoriées peuvent être classées en une trame spécifique "Zh" et/ou en zones naturelles permettant d'empêcher toute forme d'occupation des sols susceptible d'entraîner leur destruction ou de

nature à compromettre leurs fonctionnalités. Elles peuvent aussi être identifiées en tant qu'élément d'intérêt paysager à protéger et à mettre en valeur pour des motifs écologiques au titre de l'article L.123-1-5-7° du Code de l'urbanisme.

Les collectivités territoriales et leurs groupements sont incités à associer au classement, des dispositions de protection stricte dans le règlement écrit, notamment l'interdiction de toute action d'affouillement ou d'exhaussement de sol sauf s'ils sont nécessaires à la restauration, l'entretien et la préservation de ces milieux ou à la mise en œuvre d'ouvrage nécessaire à la restauration de la continuité écologique.

L'inventaire zones humides est intégré à la définition de la trame verte et bleue au sein des documents d'urbanisme.

*Le règlement graphique du PLU de Dinéault protège les zones humides issues de l'inventaire communal de 2017 via un zonage spécifique zone humide protégée Nzh. Celui-ci représente 9,5 % de la surface du territoire communal.*

Le SAGE a par ailleurs pour objectif d'assurer le respect du débit objectif de l'Aulne au point nodal pour satisfaire le bon état des milieux aquatiques tout en garantissant les besoins en eau potable (voir paragraphes suivants) et le respect de la Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE) : dans ce cadre, l'estuaire de l'Aulne et l'Aulne en amont de l'estuaire sont respectivement concernés par un report de délai pour l'atteinte du bon état physico-chimique en 2027 et 2021. Pour le Garvan, l'objectif de bon état écologique est 2015.

Le PLU de Dinéault :

- préserve la trame bleue, à savoir les cours d'eau et les zones humides de l'inventaire :
  - le PLU intègre dans son règlement graphique les zones humides recensées dans le cadre de l'inventaire communal validé par la CLE du SAGE (Nzh)
  - le règlement écrit s'appliquant à ces zones les protège strictement en interdisant leur destruction même partielle.
  - les cours d'eau sont intégrés aux zones Nzh ou le cas échéant au zonage Na (y compris leurs zones fonctionnelles)
- préserve le bocage en tant qu'élément du paysage à préserver dans le règlement graphique au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme
- ne crée pas d'activités polluantes
- favorise, à travers le zonage d'assainissement traduit dans le règlement écrit et les OAP, la récupération des eaux de pluie
- est accompagné du zonage d'assainissement des eaux pluviales réalisé en 2020, mené parallèlement à l'élaboration du PLU ; celui-ci est annexée au PLU (cf. chapitre 3.3 "Incidences sur l'Eau et les milieux aquatiques - Eaux pluviales")
- est accompagné du zonage d'assainissement des eaux usées ; celui-ci est annexée au PLU
- limite les besoins nouveaux en production d'eau potable et en linéaire de canalisations en eau potable, l'urbanisation étant essentiellement située dans l'enveloppe urbaine du bourg
- propose une palette végétale (voir annexe) dans laquelle les espèces invasives sont proscrites.

**Le PLU de Dinéault est donc compatible avec les orientations du SDAGE et du SAGE "Aulne".**

## 5.2 - COMPATIBILITE AVEC LE SCoT DU PAYS DE CHATEAULIN ET DU PORZAY

La commune de Dinéault fait partie de la **communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP)**.

Elle regroupe 17 communes pour 23 137 habitants.

Le SCoT du Pays de Châteaulin et de du Porzay a été approuvé par le conseil communautaire du 8 juin 2016. Il identifie Dinéault comme pôle de proximité. A ce titre, il prescrit une densité brute moyenne de 15 logements à l'hectare. Le PLH de la communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay pour la période 2019-2024 estime les besoins en logements pour Dinéault à 4 par an. Cet objectif n'est pas atteint actuellement mais il existe une demande en hausse ; le contexte économique jouant en faveur de la commune, proche des axes de communication desservant les pôles d'emplois. En application des densités du SCoT, les besoins en foncier estimés à environ 4 ha correspondent à une réduction de la consommation foncière de près de un tiers par rapport à la période 2005-2017.

Conformément à la stratégie du SCoT, le PLU de Dinéault vise à une intégration en amont des problématiques environnementales pour déterminer les secteurs de projet et définir la configuration urbaine à 10/15 ans.

Les enjeux environnementaux du SCoT sont les suivants :

- ✓ Préserver les réservoirs biologiques (vallée de l'Aulne) et les continuités naturelles majeures nécessaires à leur fonctionnement
- ✓ Entretenir la dynamique bocagère et forestière support d'une trame verte fonctionnelle
- ✓ Protéger les zones humides, cours d'eau et milieux naturels associés, pour assurer le rôle écologique de la trame bleue.

Le tableau de synthèse ci-dessous décrit la compatibilité entre le Document d'Orientations et d'Objectifs du SCOT et le PLU de Dinéault :

OBJECTIFS RETENUS PAR LE DOO	PRISE EN COMPTE DANS LE PLU
<b>1.1 Organiser des échanges dynamiques de Châteaulin au littoral pour structurer une armature urbaine porteuse de cohésion et un espace économique fort avec Pont de Buis et Pleyben</b>	
S'appuyer sur Châteaulin, Plomodiern et Plonevez-Porzay pour développer, à l'échelle du territoire, un réseau équilibré de pôles urbains supports de services et fonctions urbaines renforcées.	<p>Dinéault est qualifiée dans l'armature urbaine du SCoT de pôle de proximité de niveau 3 (après le pôle structurant de Châteaulin et les pôles secondaires de Plomodiern et Plonevez-Porzay). Ces communes doivent assurer un renforcement résidentiel modéré et un développement de services et d'implantations artisanales pour constituer des pôles de proximité vivants et animés.</p> <p>L'objectif affiché dans le PADD de Dinéault est de 60 logements pour la période 2019-2029, lui permettant de conserver son caractère de commune rurale tout en garantissant à la population une offre en équipements suffisante et une qualité de vie sans conflit d'usages.</p> <p>Le développement résidentiel donne ainsi la priorité au développement résidentiel du pôle urbain principal du bourg.</p>

<p>Articuler l'armature urbaine avec le développement d'une offre numérique et en transport qui accroît l'accessibilité locale et globale du territoire.</p> <p>Développer une offre en logements qui renforce les polarités et l'accès aux mobilités</p>	<p>Le PLU est dimensionné pour répondre aux objectifs de production de logements définis par le SCoT et le PLH 2019-2024. La production de logements neufs aura pour effet de renforcer la polarité du bourg, puisque seule l'agglomération du bourg autorise les constructions neuves à l'exception des logements de fonction des agriculteurs en secteur agricole.</p> <p>Concernant les transport/déplacement, le PLU prévoit des liaisons douces inter quartiers via 4 emplacements réservés et via les OAP au sein des nouvelles zones urbaines.</p>
<b>1.2 Préserver le maillage écologique pour fortifier la qualité environnementale maritime et continentale du territoire</b>	
<p>Préserver les réservoirs biologiques et les continuités naturelles majeures nécessaires à leur fonctionnement.</p> <p>Entretenir la dynamique bocagère et forestière support d'une trame verte fonctionnelle.</p> <p>Protéger les zones humides, cours d'eau et milieux associés pour assurer le rôle écologique de la trame bleue.</p>	<p>Le document graphique du PLU traduit la trame verte et bleue au travers d'un zonage de type N, englobant les réservoirs de biodiversité (vallée et estuaire de l'Aulne, Menez Hom) et les continuités naturelles (les vallons et leurs zones humides). Les zones humides sont identifiées sur le document graphique par un zonage Nzh qui renvoie à des prescriptions particulières dans le règlement écrit.</p> <p>Le PLU ne comporte aucune zone constructible dans les réservoirs biologiques ou les continuités naturelles.</p> <p>Le PLU limite le développement urbain le long des axes de communication (arrêt du mitage).</p> <p>Le PLU identifie les boisements les plus significatifs au titre des espaces boisés classés. Une attention particulière a été portée sur la préservation des boisements de pente (versants de l'Aulne).</p> <p>Le PLU identifie, sur la base d'un inventaire, l'ensemble du maillage bocager de Dinéault, au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme (215 km). Cette protection est fondamentale dans le cadre d'une maîtrise des ruissellements et de la lutte contre les inondations. .</p> <p>Les OAP comportent des mesures visant à préserver les talus et haies existants dans les futures opérations d'aménagement. Elles comprennent également des dispositions visant à établir en lisière de l'urbanisation des talus et des haies.</p>
<b>1.3 Valoriser la diversité et la typicité paysagères pour révéler le Pays de Châteaulin et du Porzay au sein de l'armature finistérienne et structurer les liens internes au territoire</b>	
<p>Garantir la lisibilité des entités paysagères qui structurent et affirment l'identité du territoire.</p>	<p>La dimension paysagère est au cœur du projet de PLU de Dinéault, au travers notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La préservation des espaces naturels d'intérêt écologique et paysagers (la vallée et estuaire de l'Aulne, le Menez Hom, les bois) et les possibilités de leur gestion et mise en valeur (absence d'EBC systématique notamment sur le Menez Hom et les vallons)</li> <li>✓ La protection des paysages ruraux par l'arrêt du mitage. Le PLU ne recense aucun nouveau secteur constructible en dehors du bourg.</li> <li>✓ <b>Le confortement des unités paysagères en place</b> (et identitaires du territoire communal) par la protection de leurs caractéristiques et de leur mise en scène : <ul style="list-style-type: none"> <li>- relèvement des points de vue majeurs permettant de comprendre la grande géographie du territoire</li> </ul> </li> </ul>

Valoriser l'accès aux patrimoines.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- protection des espaces naturels identitaires tels que <i>Ménez Hom</i> et <i>Run</i></li> <li>- protection de la « Vallée encaissée et boisée du Garvan »</li> <li>- protection des « Berges de l'Aulne maritime »</li> <li>- confortement du « Plateau ondulé de grandes cultures » en permettant la pérennisation de l'activité agricole</li> <li>✓ La préservation des boisements, talus et zones humides, qui participent à l'identité du paysage rural de Dinéault</li> <li>✓ Des mesures d'accompagnement paysager pour limiter l'impact des futures constructions dans le site (OAP)</li> <li>✓ La protection des éléments les plus significatifs du patrimoine local (les chapelles, les croix...) au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme, de manière à assurer leur protection.</li> <li>✓ La préservation des bâtiments présentant un intérêt patrimonial en leur donnant la possibilité de changer de destination.</li> <li>✓ La mise en place d'emplacements réservés pour des liaisons douces inter quartiers et pour la voie verte départementale Châteaulin-Crozon permettant de renforcer l'accessibilité au patrimoine culturel et naturel.</li> </ul>
<b>1.4 Valoriser les sites côtiers et les activités liées à la proximité de la mer dans le cadre de pratiques du territoire respectueuses de la sensibilité littorale</b>	
Voir chapitre 5-Compatibilité avec la loi littoral	
<b>2.1 Développer les filières productives locales et créer les conditions pour leur montée en gamme en structurant un espace économique lisible et attractif à la jonction des flux N165/N164</b>	
Protéger durablement un espace agricole productif et préserver la fonctionnalité des exploitations en tenant compte des évolutions de leurs filières économiques.	<p>Le PLU compte 2577,61 ha (56 %) de zone à vocation agricole Aa. Il permet en outre de maintenir les conditions d'exploitation autour des sièges (périmètres sanitaires)</p> <p>Le PLU a pour ambition de réduire la consommation d'espaces par rapport à la période 2005-2017 de plus de 30%.</p> <p>Aucune zone constructible n'a été identifiée dans l'espace rural en dehors du bourg et de Ty Vougeret. Aucun changement de destination n'a été identifié dans les hameaux où existe un siège d'exploitation agricole ou un bâtiment à enjeux agricoles.</p> <p>Le projet de PLU prévoit des potentiels fonciers pour l'habitat de 3,2 hectares en disponibilité foncière (avec rétention foncière) et 3,6 ha en AUh, le tout dans l'enveloppe urbaine. La seule zone d'extension du bourg correspond à la zone AUi (0,74 ha, soit 0,03% de la surface agricole). Le projet de PLU s'inscrit par conséquent dans une logique de modération de la consommation d'espace.</p>
<b>2.2 Diversifier l'activité économique et la diffuser dans le territoire en promouvant une offre de service et artisanale qui appuie la vie des bourgs et valorisent leurs spécificités</b>	
Accroître l'offre artisanale et tertiaire de centre.  Faire émerger et structurer une chaîne de valeur touristique.	<p>La zone Ui est une zone destinée aux activités et installations de caractère professionnel et artisanal ne présentant pas de nuisance majeure et dont l'implantation ne présente pas d'inconvénient ou de danger important pour l'environnement</p> <p>La zone 1AUi en continuité du bourg, destinée à l'accueil d'artisans, favorise la mixité fonctionnelle de l'agglomération.</p>

<p>Améliorer l'attractivité commerciale des centres urbains.</p> <p>Organiser l'offre en commerce pour préserver la vitalité des centres et renforcer le pôle commercial structurant de Châteaulin.</p>	<p>La zone Ui de Ty Vougeret permet l'accueil d'entreprises nouvelles dans l'emprise de la ZA existante. Eloignée du bourg, elle n'est pas destinée à l'implantation de commerces, et ce afin de favoriser l'implantation des commerces de proximité en centre bourg.</p> <p>L'identification de l'école de gendarmerie en tant qu'agglomération (Um) conforte cet équipement ; la population qui y vit contribue à la vitalité du centre-ville de Châteaulin et du centre bourg de Dinéault.</p> <p>Le PLU préserve l'activité d'accueil touristique à Ty Provost via un zonage NL (2,3 ha) reprenant les limites autorisées par l'arrêté préfectoral.</p>
<b>2.3 Optimiser les urbanisations pour proposer des espaces de qualité, fonctionnels et répondant aux nouveaux modes d'habiter et de travailler</b>	
<p>Renforcer la mixité des fonctions urbaines dans le cadre d'un aménagement compact et attractif.</p> <p>Développer la qualité des parcs d'activités dans une logique d'unité et de promotion de l'image du territoire et des entreprises</p>	<p>Le projet de PLU délimite toutes les extensions urbaines liées à l'habitat et activités compatibles (zones de mixité fonctionnelle) en continuité du bourg.</p> <p>Cette orientation contribuera (modestement) à limiter les déplacements automobiles, sous réserve du développement des activités commerciales et des équipements dans le bourg.</p> <p>Le projet de PLU met en évidence la nécessité de diversifier les formes urbaines, au travers notamment d'un assouplissement des règles et de densités relativement importantes. Tous les secteurs classés en 1AUh bénéficient d'une OAP, de manière à assurer une intégration environnementale et paysagère de qualité.</p> <p>En zones U et AU, l'article 5 du règlement stipule que "Les constructions doivent s'intégrer à leur environnement" et les clôtures sont réglementées.</p> <p>Les OAP prévoient soit la préservation des haies, talus ou murets existants d'intérêt, ou bien la plantation de nouvelles haies vives (hautes ou basses) adaptées aux différents contextes urbains et aux rapports à la rue attendus.</p>
<b>2.4 Diversifier l'offre en logement et améliorer son accessibilité dans le cadre d'un équilibre entre le littoral et arrière-pays</b>	
<p>Développer une offre de logements adaptée aux différents publics et facilitant leur choix d'installation au regard de leurs besoins professionnels.</p> <p>Renforcer la politique de réhabilitation des logements pour améliorer le confort des populations et contribuer à la vitalité des espaces bâtis existants</p>	<p>L'objectif de diversification de l'offre de logements se déploie au travers notamment d'une densité différenciée selon les caractéristiques urbaines et paysagères.</p> <p>La réduction de la vacance n'est pas abordée dans le PLU faute d'outils efficaces.</p> <p>Le projet de PLU a identifié 18 bâtiments pouvant changer de destination dans les zones A et N, sur la base d'une méthodologie (hors sites d'exploitation, qualité architecturale du bâtiment, présence des réseaux) et de visites sur le terrain. Ces 18 bâtiments sont à considérer comme un potentiel mobilisable à court, moyen et long terme.</p>
<b>2.5 Assurer une gestion environnementale hautement qualitative, qui soutienne le développement et valoriser les ressources naturelles du territoire</b>	
	<p>Le PLU protège via un zonage N les cours d'eau et zones humides et leurs abords et via l'article L.151-23 les haies dont celles à rôle hydraulique.</p>

Orienter l'aménagement du territoire en faveur de la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques.	Le projet de PLU comporte un zonage d'assainissement pluvial. Le règlement du PLU fait référence à cette étude en indiquant que les eaux pluviales doivent être traitées conformément aux prescriptions du Zonage Eaux Pluviales opposable sur l'ensemble du territoire communal.
Garantir la pérennité des usages de l'eau sur le long terme.	Les annexes du PLU comportent toutes les servitudes d'utilité publique, dont les périmètres de protection de captage des prises d'eau de de Kergaoc et de Lesaff, ainsi qu'une partie des périmètres des captages de Toul ar Gloët et Brigneun (Trégarvan). Le règlement graphique du PLU distingue ces périmètre de protection via une trame en zone N et le règlement écrit rappelle les arrêtés préfectoraux applicables déclarant d'utilité publique ces captages.
Concevoir un urbanisme économe en énergie et favorisant la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre	Le projet de PLU ne fait pas obstacle au développement de l'énergie éolienne, dans la mesure où le règlement des zones A et N permet la réalisation d'équipements publics ou d'intérêt général. Les OAP et le règlement des zones UH et AU cherchent à privilégier des formes d'implantation du bâti propre à améliorer les performances énergétiques des constructions : formes urbaines favorisant la mitoyenneté, une exposition sud ou traversante est-ouest, une autorisation explicite dans le règlement, d'insérer dans les projets de construction du matériel permettant la production individuelle d'énergie et de permettre l'éco-construction.
Poursuivre la politique de gestion des déchets associant valorisation et préservation.	L'arrêt du mitage favorise indirectement la réduction de la consommation énergétique en limitant les déplacements automobiles ville/campagne. En outre, à l'intérieur du bourg, les déplacements doux sont favorisés via les OAP et via 4 emplacements réservés pour l'aménagement de liaisons douces inter quartiers.
Minimiser l'exposition des personnes et activités aux risques et nuisances	Il existe en outre un emplacement réservé pour le projet départemental de Véloroute au niveau de la RD 887 pour relier la presqu'île de Crozon. Aucun terrain constructible (en U et AU) n'est situé dans le périmètre de la zone inondable ou de submersion marine. Le PLU n'aura pas d'incidence significative sur l'exposition de la commune aux risques sismiques et " mouvement de terrain" (faible).

### 5.3 - PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE)

La mise en place de la trame verte et bleue a été identifiée comme une mesure prioritaire au titre des lois 1 et 2 du Grenelle de l'Environnement. Elle consiste à "maintenir" les continuités écologiques encore fonctionnelles sur l'ensemble du territoire, voire à en restaurer ou à en créer de nouvelles lorsque cela s'avère nécessaire. La loi dite Grenelle II précise les niveaux et les outils de cette politique publique, et notamment la réalisation d'un Schéma régional de cohérence écologique (SRCE), qui constitue le document de référence à l'échelon régional de la trame verte et bleue.

Le SRCE de Bretagne a été adopté le 2 novembre 2015. Il est opposable aux documents d'urbanisme selon un gradient de "prise en compte ". Il s'agit de construire un projet de territoire intégrant les continuités écologiques :

- En prenant en compte les enjeux régionaux identifiés dans le SRCE et en les précisant au niveau local ;



- En s'intéressant aux enjeux de continuités propres au territoire concerné, ainsi qu'à celles des territoires adjacents.

La commune appartient au grand ensemble de perméabilité (GEP) n°6 du SRCE, qui correspond à un corridor linéaire d'intérêt régional (entre Les Montagnes Noires et la presqu'île de Crozon) et qui offre une bonne connexion des milieux naturels. L'objectif principal du GEP n°6 est de "conforter la fonctionnalité écologique des milieux naturels".

Le PLU de Dinéault répond aux objectifs de préservation de la fonctionnalité écologique des milieux naturels et des cours d'eau :

- Le projet conjugue sobriété foncière et préservation de la trame verte et bleue.
- Les réservoirs communaux et intercommunaux (échelle du SCoT) de biodiversité font l'objet d'un classement en zone naturelle Na et Nzh ; aucune zone constructible du PLU n'est située dans l'emprise d'un périmètre d'identification des réservoirs de biodiversité régional (vallée de l'Aulne, estuaire de l'Aulne ", complexe du Menez Hom...).
- Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. À ce titre, les cours d'eau et leurs abords sont classés en zone naturelle Nzh ou Na, renforçant la protection des corridors que constituent les vallons et vallées.
- Des dispositions ont également été prises pour promouvoir une bonne gestion des éléments naturels contributifs des paysages bocagers (au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme), à savoir les haies, talus, bosquets, ... qui assurent le maintien et la création de réseaux cohérents et fonctionnels.
- Les milieux boisés de qualité et de pente sont protégés au titre des espaces boisés classés (EBC) pour leur conservation en tant que tels sur la commune.
- Aucune zone du PLU n'est susceptible d'accueillir des infrastructures susceptibles de constituer un obstacle écologique ou de remettre en cause la qualité de corridor auquel appartient Dinéault ; les obstacles écologiques tels que les infrastructures de transport (routes départementales, moulins) recensées dans le diagnostic sont maintenus mais ne sont pas renforcés.

Les zones urbanisées figurant en zones urbanisées à vocation d'habitat (UH) dans le PLU sont concentrées dans le bourg. La trame verte et bleue pénètre au cœur du bourg via la prise en compte des haies existantes et linéaire végétaux dans les OAP, facilitant ainsi sa perméabilité.

En outre, les connexions entre l'Aulne au Nord et à l'Est et les petits vallons irrigant la commune sont assurées par des zones de protection Na et Nzh, ainsi que par la protection du bocage au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme.

En protégeant les espaces naturels et les éléments de la trame verte et bleue (les zones humides, les arbres remarquables, le bocage), le PLU respecte donc les orientations du SRCE breton dans le cadre de l'urbanisation, à savoir :

*Orientation 13* : Préserver et restaurer les continuités écologiques à travers les documents et opérations d'urbanisme, à toutes les échelles de territoire.

*Orientation 14* : Conforter et développer la place de la nature en ville et dans les bourgs.

Le PLU n'a pas d'incidence sur l'orientation 15 "Réduire la fragmentation des continuités écologiques liée aux infrastructures linéaires existantes".

## 5.4 - PRISE EN COMPTE DE LA CHARTE ET DE LA TVB DU PNRA

La Charte du PNRA comporte les 4 axes suivants :

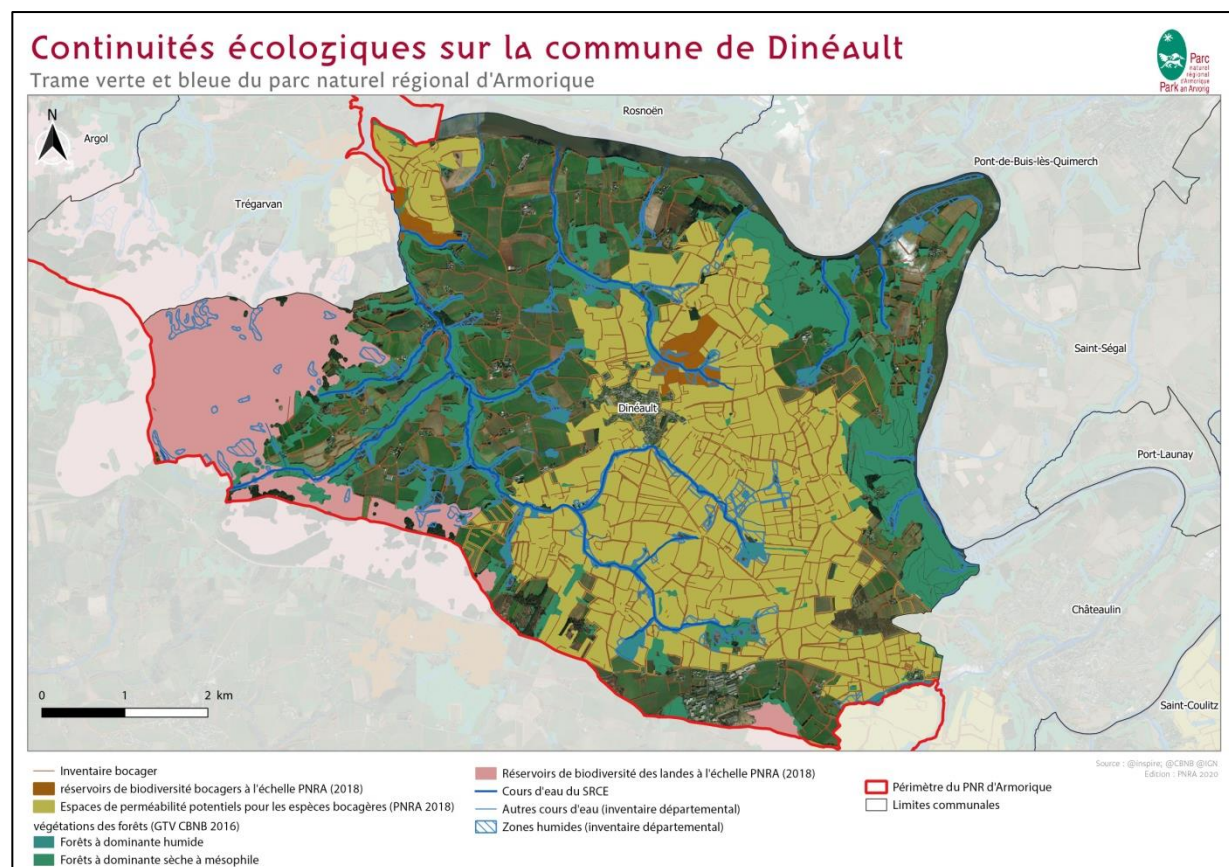
- 1 - Conforter la richesse et l'originalité des éléments de patrimoine qui fondent la qualité de cadre de vie des habitants
- 2 - Conjuguer l'évolution des activités de l'homme et la valeur des patrimoines naturels, terrestres, insulaires et maritime
- 3 - Faire vivre les patrimoines et la création artistique par des projets fédérateurs
- 4 - Transcrire l'esprit de partenariat, du local à l'international

Seules certaines orientations des 3 premiers axes de la Charte trouvent un écho dans le PLU.

Axe de la Charte	Prise en compte dans le PLU
<b><i>AXE 1 : CONFORTER LA RICHESSE ET L'ORIGINALITE DES ELEMENTS DE PATRIMOINE QUI FONDENT LA QUALITE DE CADRE DE VIE DES HABITANTS</i></b>	
1.1 garantir une gestion patrimoniale des milieux et des espèces remarquables	Classement des espaces remarquables au titre de la loi littoral en zone Ns. Palette végétale en annexe (cohérente avec le " <i>guide Biodiversité au jardin</i> " du PNRA)
1.2 Conserver toutes ses fonctionnalités à la nature ordinaire	Préservation des continuités écologiques par des zonages protecteurs : Ns, Na, Nzh et Aa et inscription des haies bocagères en éléments du paysage à préserver
1.3 Conforter la qualité des eaux et des milieux aquatiques	Protection des zones humides par un zonage adapté : Nzh Protection des abords des cours d'eau par un zonage adapté : Na, Ns, Nzh
1.4 construire et diffuser une culture commune des paysages	Le plan de zonage respecte et préserve les grands ensembles paysagers du territoire
1.5 Inscrire l'urbanisme dans un développement soutenable	Le PLU facilite la densification du centre bourg par division parcellaire au travers notamment d'OAP établies sur des cœurs d'îlots existants au sein du bourg.
1.6 Valoriser la qualité du bâti et soutenir la création architecturale	Bien que marqué par un tissu urbain fortement imprégné d'habitation de type pavillonnaire, le PLU favorise la diversification des formes urbaines au travers notamment d'un assouplissement des règles (implantation des constructions, volumétrie...). Le PLU a recensé, sur la base d'une méthodologie (hors périmètre sanitaires d'exploitation agricole, qualité architecturale du bâtiment...) 32 anciens bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination.

Le PNRA a réalisé une cartographie des continuités écologiques à l'échelle de la commune de Dinéault (cf. carte ci-dessous), qui rend compte des enjeux écologiques liés à la TVB, notamment :

- ✓ ceux du SRCE : la commune est concernée en partie par des espaces réservoirs de biodiversité de niveau régional et d'un corridor écologique
- ✓ ceux de la TVB sur le territoire PNRA tout le linéaire bocager, les réservoirs de biodiversité et espaces de perméabilité, les zones humides et cours d'eau
- ✓ ceux liés à la trame mammifère



Le PLU met en œuvre des zonages protecteurs N sur les axes de la trames verte et bleue et les principaux pôles de biodiversité et les continuités écologiques identifiés en phase de diagnostic. La matrice agricole et la zone définie par le PNRA comme "espaces de perméabilité potentiels pour les espèces bocagères" figure en zone A, où les constructions admises ne sont pas de nature à compromettre la circulation des espèces animales. Le règlement limite fortement la constructibilité des zones agricoles et naturelles et va donc dans le sens d'un maintien de la trame et verte et bleue et des espaces naturels ordinaires. Le PLU est compatible avec la TVB de Dinéault réalisé par le PNRA.

## 5.5 - PRISE EN COMPTE DU PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL

Voir chapitre "6.6 - La qualité de l'air et de l'atmosphère, le changement climatique et les énergies"

Le Département du Finistère a adopté en 2007 un "Plan Climat Énergie Territorial " (PCET). Un PCAET est en cours sur la communauté de communes. Les objectifs n'ont pas encore été validés.

Aujourd'hui, les principales sources d'émissions énergétiques de gaz à effet de serre (GES) dans le département sont les transports (voyageurs et marchandises : 41%) et les bâtiments (logements et bureaux : 42%). Ces deux secteurs, représentant 83 % des émissions énergétiques du territoire et sont donc prioritaires pour chercher des réductions d'émissions. Directement ou indirectement, les collectivités peuvent agir pour réduire ces émissions. Le PLU prend en compte les enjeux visés par ce document, en veillant notamment à :

- augmenter les densités, ce qui indirectement conduit à limiter les dépenses énergétiques (moindre étalement urbain, mitoyenneté) ; les nouvelles opérations ont une densité de 15 logements par hectare ;
- promouvoir la conception bioclimatique des futures habitations ;
- favoriser les déplacements non-motorisés, par la création de cheminements dans les zones urbaines ; les liaisons douces sont intégrées dans les OAP et via la création de 4 emplacements réservés dans le bourg ; il existe en outre un emplacement réservé pour le projet départemental de Véloroute au niveau de la RD 887 pour relier la presqu'île de Crozon.
- permettre la mise en œuvre d'une isolation en saillie des façades des constructions existantes par des dispositifs de protection contre le rayonnement solaire ; dans ces cas, la décision motivée peut comporter des prescriptions destinées à assurer la bonne intégration architecturale du projet dans le bâti existant et dans le milieu environnant.

Dans le détail, les Orientations d'Aménagement et de Programmation et le règlement des zones UH et 1AUh cherchent à privilégier des formes d'implantation du bâti propre à améliorer les performances énergétiques des constructions

- des formes urbaines pour optimiser l'exposition et favoriser les mitoyennetés (moins de déperdition énergétique)
- des orientations sud des façades vitrées des constructions pour bénéficier de l'apport d'énergie solaire,
- une autorisation explicite, dans le règlement, d'insérer dans les projets de construction du matériel permettant la production individuelle d'énergie
- une incitation à une conception et une consommation d'énergie des constructions, compatibles avec le concept de développement durable

Concernant les déplacements, le PADD a pour objectif d' " Organiser le territoire afin de réduire les déplacements motorisés". L'arrêt du mitage répond en partie à cet objectif. En outre, quatre emplacements réservés sont prévus pour l'aménagement de liaisons douces inter quartiers.

Aucune disposition réglementaire n'interdit la création d'équipements nécessaire aux véhicules décarbonés. Cependant, il ne l'encourage pas.

Aucun zonage n'est identifié pour des enjeux énergétiques sur le territoire communal.

## 6- ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET

L'ensemble du document (règlements graphique et écrit, OAP, servitudes, annexes) est analysé de façon à vérifier sa cohérence. Les incidences négatives et positives seront abordées.

L'évaluation environnementale se réalise par thèmes, de façon globale et de façon détaillée pour les "zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du futur PLU".

### 6.1 - CLIMAT

Le développement de la commune de Dinéault provoquera une augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) due à l'augmentation des trafics automobiles (liée à l'augmentation de la population) et de la consommation énergétique liée à la construction de nouveaux logements et à l'accueil éventuel de nouvelles activités (commerce, artisan, etc.). Les incidences du projet de PLU sur les émissions de GES sont traitées au sein des chapitres dédiés au PCAET (chapitre 5.5) et aux pollutions atmosphériques (chapitre 6.6).

### 6.2- LES SOLS - LE RELIEF

Le regroupement de l'urbanisation au sein de l'enveloppe du bourg limite la consommation de sols. En outre, les mesures de protection des cours d'eau, zones humides et des captages de protection d'eau potable, ainsi que l'absence d'activités polluantes participent à la protection des sols et sous-sols.

Le projet de développement de la commune ne prévoit pas en effet de grand projet d'infrastructure qui pourrait générer de forts mouvements de terre et par conséquent provoquer des modifications du sous-sol ou influencer le relief communal.

Le projet urbain, peu consommateur de sols (4,58 ha), ne devrait pas accroître de façon significative l'imperméabilisation des sols sur une commune où les espaces naturels et les terres agricoles sont largement dominants (97,38 % du territoire communal).

Le document d'urbanisme renforce à plusieurs titres la perméabilisation des sols malgré la densification du tissu urbain. Pour cela, il favorise la nature en ville et la gestion alternative des eaux pluviales dans les projets urbains.

### 6.3- L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

La préservation de la ressource en eau d'un point de vue qualitatif et quantitatif est un enjeu important. Les annexes sanitaires du PLU précisent les moyens dont la commune s'est dotée pour faire face à cet apport de population en termes d'adduction d'eau potable, d'assainissement des eaux usées et d'assainissement des eaux pluviales.

Rappel des niveaux de qualité des milieux aquatiques, au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) (source : <http://www.eaufrance.fr>)

Type de masse d'eau	Code	Nom de la masse d'eau	Etat Ecologique	Etat Biologique	Etat physico-chimie générale
Rivières	FRGR1637	Le Garvan et ses affluents depuis la source jusqu'à la l'estuaire	Très bon état Niveau de confiance moyen	Très bon état	Bon état
	FRGR0056A	L'Aulne depuis la confluence du Canal de Nantes à Brest jusqu'à l'estuaire	Moyen Niveau de confiance moyen	Bon état	Bon état

Type de masse d'eau	Code	Nom de la masse d'eau	Etat Ecologique	Etat chimique
Eau de transition	FRGT12	L'Aulne	Bon état	Non-atteinte du bon état
			Niveau de confiance moyen	Niveau de confiance moyen

#### ♦ Eau potable

Le développement de la commune et l'accueil d'une population supplémentaire entraîneront une augmentation des consommations d'eau. A noter que le PLU ne dispose pas d'outil réglementaire fort permettant de favoriser la diminution des consommations d'eau. Selon l'étude zonage d'assainissement des eaux usées, la consommation moyenne d'un habitant Dinéaultais est de 83 l/s.

Sur 10 ans il est estimé une production maximum 60 logements en zone 1AUh et 45 logements en zone UH. Soit une consommation en eau potable supplémentaire de 8,7 m<sup>3</sup>/j. La sécurisation de l'approvisionnement de Dinéault est gérée par le Syndicat Mixte de l'Aulne et est assuré par l'usine de production d'eau potable de Châteaulin.

Il est à noter que la consommation d'eau potable de Dinéault est de l'ordre de 90 000 m<sup>3</sup> par an dont la moitié du fait de l'activité agricole ; une baisse significative de la consommation est observée actuellement, à mettre en relation avec la diminution des élevages bovins (données : Mairie de Dinéault).

L'augmentation mesurée de la population permise par les dispositions du PLU est compatible avec les capacités de production d'eau potable. La baisse de la consommation à l'échelle communale, ainsi que les mesures prises par le Syndicat Mixte de l'Aulne devraient assurer la suffisance de la ressource en eau en cohérence avec le développement de la commune de Dinéault et l'accueil d'une population supplémentaire.

La commune de Dinéault est concernée par les périmètres de protection de captage destinés à l'alimentation en eau potable (AEP) de Kergaoc et de Lesaff (arrêté de DUP du 13/01/1998 modifié le 22/10/2007), ainsi qu'une partie des périmètres des captages de Toul ar Gloët et Brigneun en Trégarvan (arrêté DUP du 23/06/2017).

Le projet de PLU respecte la mise en place des périmètres de protection autour des captages par une trame spécifique dans le règlement graphique et via le plan des servitudes faisant référence aux arrêtés préfectoraux déclarant ces captages d'utilité publique. Aucune construction ne se situe au sein de ces périmètres qui figurent en zone Ns.

Le Schéma départemental d'Alimentation en eau potable du Finistère tient compte des besoins de la population actuelle et future, en cohérence avec les projets de développement communaux et en intégrant les insuffisances des ressources à l'étiage décennal. Il propose des aménagements chiffrés afin d'améliorer la distribution en eau potable via :

- la sécurisation de l'approvisionnement,
- un programme de renouvellement des canalisations

Le PLU ne prévoit aucune ouverture à l'urbanisation pour des activités potentiellement polluantes pour le réseau hydrographique et les nappes souterraines.

#### ♦ **Eaux usées**

##### La station d'épuration de Dinéault

La station d'épuration de Dinéault rejette ses effluents dans le Garvan. Elle est constituée par un lagunage naturel, composé de trois bassins en série. Les lagunes ont été dimensionnées pour 800 EH, soit une capacité organique de 48 kg DBO5 et une capacité hydraulique de 600 m3/j.

Le zonage d'assainissement des eaux usées de Dinéault a été approuvé par le Conseil municipal le 4 octobre 2017. Seul le bourg est raccordé à l'assainissement collectif, les hameaux excentrés ou hors zonage d'assainissement collectif disposent d'installations d'assainissement non collectif (ANC).

**La qualité des rejets, quel que soit le paramètre concerné, respecte toujours les normes de rejet de l'arrêté d'exploitation de la station d'épuration.**

(source : DCI, 2016. *Etude technico-économique de définition des besoins en matière d'assainissement collectif des eaux usées*).

Cette étude montre cependant que l'impact du rejet de la station sur la qualité du cours d'eau est notable (concentration en augmentation entre l'amont et l'aval), mais sans impact sur les objectifs de qualité du cours d'eau, puisque le rejet n'engendre aucun déclassement, hormis sur le paramètre Pt, pour deux événements (20/09/2011 et 10/09/2013), déclassant le cours d'eau en qualité passable en période estivale. Toutefois, le suivi réalisé depuis ce diagnostic sur 2 paramètres dont le phosphore montre une diminution des concentrations en phosphore à mettre en relation avec la baisse du phosphore dans les lessives.

Le bourg est desservi par un réseau d'assainissement comprenant quelques parties séparatives (distinction réseau "eaux usées" et "eaux pluviales") et essentiellement des parties unitaires. Le réseau unitaire débouche dans un bassin de stockage enterré, pour tamponner les flux renvoyés à la station d'épuration. A l'exutoire du bassin de stockage, le réseau chemine jusqu'aux lagunes de traitement, en interceptant une partie du réseau "eaux usées" strict du secteur Crignou et de la résidence Ar Rouzaged.

La commune de Dinéault vient de terminer un programme de travaux pour l'extension et l'amélioration du réseau d'assainissement collectif afin d'assurer la conformité des rejets et garantir le bon état du Garvan, cours d'eau récepteur.

Le projet de zonage prévoit l'extension de la zone d'assainissement collectif à l'ensemble des zones UH et AUh "Ecole" et "Cimetière" (nouvelles parcelles ouvertes à l'urbanisation au sein du bourg) ainsi que le raccordement de 10 logements actuellement pourvus d'installations d'assainissement individuelles soit une augmentation du volume d'effluents à traiter de 40 équivalents habitants (EH), compatible avec la capacité résiduelle de la station d'épuration communale. Le raccordement de la zone 1AUi et 1AUh de Poultoissec, respectivement au sud et nord du bourg) ne figure pas dans le zonage mais ils appartiennent à des secteurs raccordés au réseau collectif (limitrophe au bassin recueillant les eaux usées du bourg pour la première et au lotissement de Park ar Garrec pour la seconde).

La production moyenne d'un habitant Dineaultais est de l'ordre de 74,5 l /j. Sur 10 ans il est estimé une production maximum 60 logements en zone AUh et 45 logements en zone UH, soit une charge hydraulique de 17 m<sup>3</sup>/j.

Selon les projections du zonage d'assainissement (DCI, 2017), il serait possible de raccorder l'équivalent de 136 nouveaux logements.

**La capacité résiduelle de traitement de la station d'épuration (300 équivalents habitants) de la commune est en adéquation avec l'extension de la zone d'assainissement collectif et les raccordements induits par les nouvelles zones urbaines (135 EH maximum sur 10 ans).**

#### La station d'épuration de Châteaulin

La station d'épuration de Châteaulin reçoit les eaux usées de Châteaulin (2484 branchements), de Port-Launay (203 branchements), de **Dinéault** (21 branchements de Ty Anglais) et de Saint-Coulitz (Banine, Pennaros et bourg : 32 branchements). De type boues activées, ses capacités nominales sont les suivantes :

- ✓ Equivalent-habitant : 25 000 EH
- ✓ Volume journalier : 3 000 m<sup>3</sup> /jour

En 2017, la station était conforme à la réglementation en équipement et performance. Sa charge maximale était de 6454 EH pour un débit de 1543 m<sup>3</sup>/j. Ces données montrent une capacité résiduelle significative. Le secteur de Ty Anglais n'étant pas concerné par une extension de l'urbanisation, le projet de PLU ne devrait pas avoir d'impact sur le fonctionnement de la station d'épuration de Châteaulin.

#### L'assainissement non collectif

La CCPCP s'est dotée depuis le 1er janvier 2006, de la compétence "assainissement non collectif" (ANC) gérée par le SPANC. Le SPANC réalise les contrôles de conception et de réalisation des installations neuves ou en cours de réhabilitation, et exerce une mission d'information et de conseil aux usagers.

Le reste du territoire est concerné par l'assainissement non collectif (ANC). L'ensemble des hameaux ne sont pas concernés par les périmètres raccordables au réseau collectif ; ils font l'objet d'un assainissement individuel à la parcelle.



La commune de Dinéault compte 450 dispositifs ANC, dont de nombreux dispositifs non conformes (Source : DCI, 2016) figurant en rouge et orange sur la carte ci-dessous.

Les installations polluantes doivent être réhabilitées dans un délai d'un an à compter de la date de l'avis émis par le SPANC. Les habitants bénéficient des aides financières de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour la réhabilitation des installations polluantes (sous certaines conditions). Dans certains cas, la taille des parcelles ne permet pas de trouver une solution technique satisfaisante.

Le règlement du PLU conditionne l'autorisation de nouvelles constructions à la possibilité d'installer un dispositif ANC adapté. Les études pédologiques préalables et leurs contrôles par le SPANC permettent en effet d'assurer la faisabilité et le fonctionnement correct des dispositifs d'assainissement non collectif (ANC).

#### ♦ **Eaux pluviales**

Les principales incidences prévisibles du PLU sur l'hydrologie sont liées à l'augmentation des volumes des rejets urbains, eux-mêmes directement proportionnels à la démographie de la commune et aux superficies urbanisées. Ces incidences ont pour effets potentiels l'augmentation des rejets de polluants vers les milieux récepteurs et par conséquent la dégradation des milieux aquatiques :

- Dégradation de la qualité physico-chimique des eaux ;
- Modification du régime hydrologique.

La limitation de l'urbanisation en campagne permet de réduire les surfaces perméables, qu'elles soient générées par les constructions ou par les infrastructures et réseaux.

Un zonage d'assainissement des eaux pluviales a été réalisé en 2020 (EF Etudes). Les mesures et travaux envisagés dans le cadre du zonage pluvial ont pour objectif la résolution des dysfonctionnements quantitatifs et qualitatifs mis en évidence lors de l'état des lieux et la prise en compte des projets d'urbanisation futurs.

Il met dans un premier temps en évidence les problèmes d'origine pluviale en situation actuelle et développe dans un deuxième temps, les possibilités d'aménagement pour la collecte, le stockage et le traitement éventuel des eaux de ruissellement dans les zones urbanisées ou à urbaniser. La mise en place d'un zonage d'assainissement pluvial et son intégration dans le PLU permet également de définir et rendre opposable les contraintes hydrauliques à imposer de façon à limiter les incidences qualitatives et quantitatives de l'urbanisation. Cela passe par la définition de coefficients d'imperméabilisation maximum, de volume de rétention et de débits de fuite à respecter.

Les aménagements projetés sur le réseau d'assainissement pluvial sont l'aboutissement d'un travail de concertation et de calage avec les orientations d'aménagement. Les contraintes hydrauliques prescrites dans le cadre du zonage pluvial (soit les coefficients d'imperméabilisation maximaux, les volumes et les débits de fuite) sont jointes en annexes sanitaires du PLU.

Sur la commune de Dinéault, le système d'assainissement pluvial est de type unitaire sur le centre-bourg et séparatif sur le reste de l'agglomération. Un bassin de rétention recueille les eaux de ruissellement des lotissements de Kergonnard et Marcel Charles, ainsi qu'une partie de la rue de la Tour d'Auvergne. Il n'a pas été mis en évidence de dysfonctionnements particuliers. Le bourg étant localisé sur les hauteurs, il présente un relief avec suffisamment de pente pour permettre le ruissellement jusqu'aux exutoires sans provoquer de gêne.

Concernant la capacité des réseaux existants, les résultats des calculs hydrauliques pour une pluie décennale ont cependant mis en évidence des insuffisances de certains tronçons du réseau. Les calculs hydrauliques pour l'événement pluviométrique de référence, soit un épisode orageux décennal fournissent des résultats (cf. tableau 12 du dossier de zonage pluvial) concernant la sollicitation et la mise en charge des conduites. Les causes mises en évidence sont les suivantes : section de conduite insuffisantes et/ou réduction de section de l'amont vers l'aval. Dans tous les cas, ces dysfonctionnements sont évidemment liés au ruissellement, à l'imperméabilisation et à la « non » maîtrise des débits. Les inondations restent cependant localisées et ne provoquent pas forcément de gêne : dans de nombreux cas, les débordements ruissellent sur la chaussée et rejoignent le milieu récepteur.

Concernant la limitation du ruissellement, il découle en grande partie de la maîtrise de l'imperméabilisation en zone urbaine et du maintien des obstacles naturels : haies, jardins, fossés enherbés...

La nature des mesures envisagées visant à la maîtrise de l'imperméabilisation et à la limitation du ruissellement sont les suivantes : pour toutes les zones urbaines et à urbaniser, l'augmentation de l'imperméabilisation doit être maîtrisée. Le tableau suivant décrit les coefficients d'imperméabilisation retenus pour chaque zone urbanisable au PLU (le coefficient d'imperméabilisation peut se traduire de manière concrète et compréhensible par tous comme un pourcentage d'espaces verts à maintenir).

Zone PLU	Coefficient d'imperméabilisation moyen actuel	Coefficient d'imperméabilisation maximal
Zones urbanisées		A la parcelle
<b>UH</b> : Bourg	0,36	0,60
<b>UM</b> : Ecole de gendarmerie	-	-
<b>Ui</b> : Activités économiques	0,60	0,80
Zones urbanisables	A l'échelle de la zone	
<b>1AU</b> : à vocation d'habitat et d'activités	-	0,60
<b>1AUi</b> : à vocation d'activités artisanales	-	0,80

Pour l'ensemble des projets d'urbanisation, les pétitionnaires seront tenus de respecter au maximum ces coefficients d'imperméabilisation. En cas de dépassement, le pétitionnaire se verra alors dans l'obligation de mettre en place des mesures compensatoires à titre privé sous forme de « régulation à la parcelle » pour se conformer aux exigences retenues (cf. annexe 3 du zonage d'assainissement pluvial).

Pour toute nouvelle construction ou aménagement (à l'échelle de la parcelle ou de la zone de l'aménagement), la mise en œuvre d'ouvrages d'infiltration est à privilégier (tranchée d'infiltration, puits d'infiltration, noue, bassin d'infiltration, ...).

Une compensation de l'augmentation du ruissellement, induite par de nouvelles imperméabilisations de sol, est ainsi prévue dans le zonage d'assainissement, par la mise en place de rétentions. Pour une gestion des eaux pluviales par infiltration, aucun rejet vers le réseau pluvial en aval pour une pluie de période de retour inférieure à 20 ans n'est autorisé, il est possible de gérer les eaux pluviales à la parcelle d'une part, par infiltration des eaux issues des toitures dans des puits d'infiltration, et d'autre part par l'infiltration des eaux de voirie au sein d'une zone de rétention globale pour l'ensemble du lotissement ou dans des zones de rétention réparties dans l'aménagement du lotissement (chaussées à structure réservoir ou tranchées d'infiltration ou noues). Le dimensionnement de la mesure compensatoire nécessite la réalisation d'une étude spécifique de mesure de la capacité d'infiltration du sol ou du sous-sol.

En cas d'impossibilité d'infiltration, les projets devront respecter les prescriptions en matière de volume de rétention et de débit de fuite pour l'ensemble de la zone, dans la mesure où les hypothèses en termes d'imperméabilisation correspondent à celles du projet définies dans le zonage d'assainissement. Celui-ci fixe des débits de rejet maximum pour les zones d'urbanisation futures (1AU) et les différents bassins versants urbanisés de la commune (débit de fuite maximum de 3l/s/ha pour les zones d'urbanisation futures). Pour des raisons de faisabilité technique, le débit minimal de régulation est fixé à 0,5l/s et le volume minimal de rétention des eaux pluviales de 1 m<sup>3</sup>.

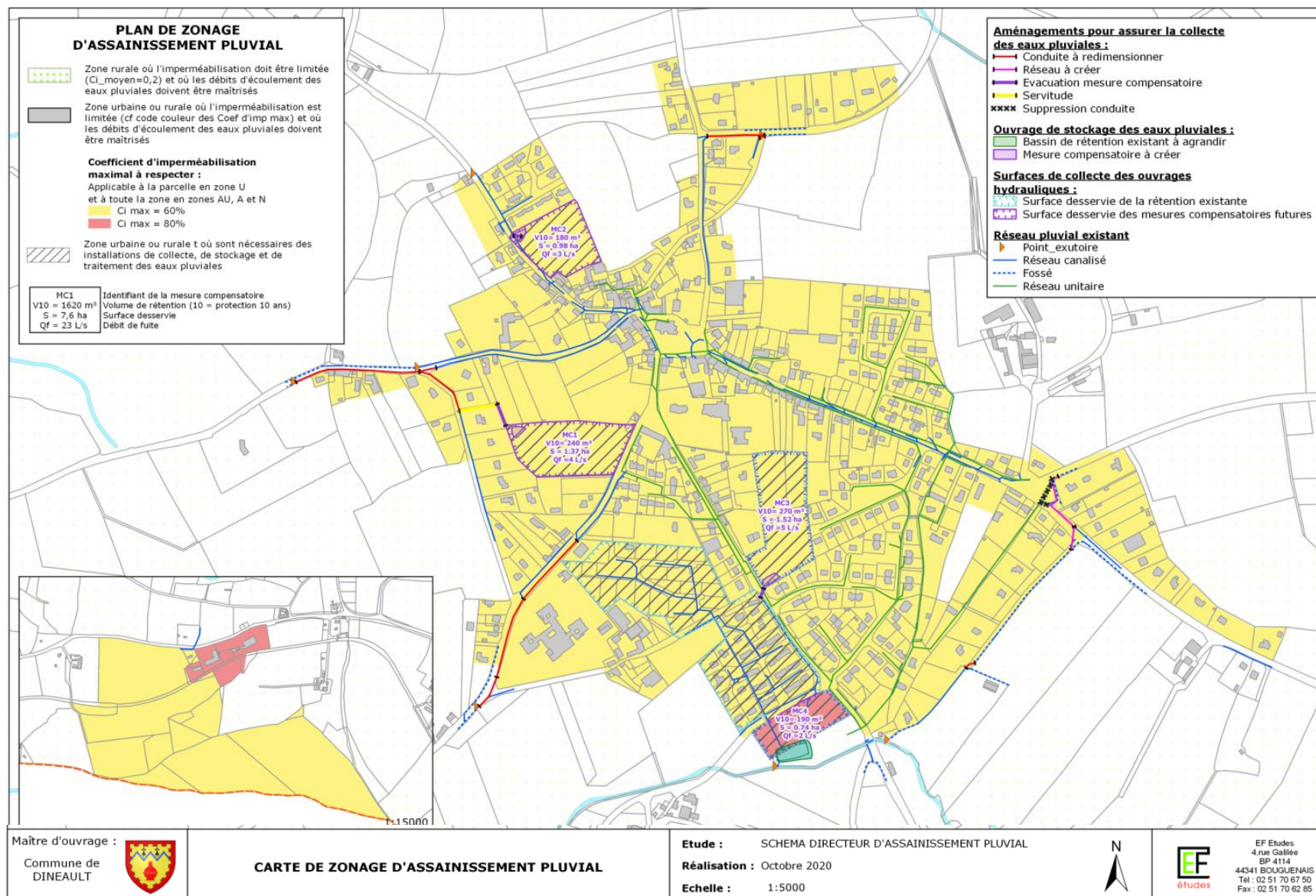
#### ***Dimensionnement des mesures compensatoires des zones AU***

Identifiant Mesure compensatoire	Zone du PLU concernées	Surface desservie (ha)	Cimp	Qf (L/s)	Q spé (L/s/ha)	Volume de rétention (m <sup>3</sup> )
MC1	1AUh - Secteur cimetière	1,37	0,60	4	3	240
MC2	1AUh - Secteur Poul toussec	0,98	0,60	3	3	180
MC3	1AUh - Secteur Ecole	1,52	0,60	5	3	270
MC4	1AUi - Secteur Pont ar Goff	0,74	0,80	2	3	190

*Cimp : Coefficient d'imperméabilisation ; Qf : Débit de fuite (L/s) ; Qspé : Débit spécifique (L/s/ha)*

Le rejet des eaux pluviales des futures zones imperméabilisées 1AUh du Cimetière, de Poul toussec et de l'Ecole s'effectuera dans le réseau d'assainissement pluvial existant avant de rejoindre le milieu récepteur.

Compte tenu de la proximité de la zone 1AUi avec le bassin de rétention existant et que la surface desservie du bassin passe de 4,6 ha à 6,9 ha, un agrandissement de ce dernier est à prévoir, excepté si une mesure compensatoire est appliquée sur l'ensemble de la zone 1AUi en amont.



Selon la configuration topographique du site, différentes techniques de rétention sont possibles, soit des techniques dites « classiques » tels que les bassins de rétention, soit des techniques dites « alternatives », tels que des noues, des tranchées, des puits d'infiltration. Le choix sera fonction du projet d'urbanisation, les volumes et les débits de fuite définis dans le zonage pluvial étant à respecter.

Il faut considérer par ailleurs, les zones urbaines, dont le réseau présente des dysfonctionnements en situation actuelle. Pour le réseau d'assainissement pluvial existant, l'augmentation des capacités d'évacuation des canalisations (augmentation des diamètres), est envisagé sur certains secteurs. Ainsi, le zonage d'assainissement a déterminé les capacités hydrauliques des ouvrages actuels et préconisé des mesures d'amélioration de la situation actuelle. Afin d'éviter un apport d'eaux pluviales trop important dans le bassin tampon en amont des lagunes, il est également prévu de déconnecter un bassin versant pluvial au niveau de la Croix du Guilly et de le diriger vers le fossé du chemin du Garvan.

Les rejets futurs des zones AU ne seront dirigés ni vers l'Aulne, ni vers les ruisseaux du réseau hydrographique communal. Le zonage d'assainissement des eaux pluviales estime que :

- ✓ en situation future, la gestion des eaux pluviales à la parcelle permettra une réduction des débits à l'exutoire et la mise en place de nouvelles zones de rétention réduira les débits. Comme en situation actuelle les rejets pluviaux issus du territoire communal seront donc facilement dilués par le milieu récepteur. Des ouvrages de collecte, régulation et dépollution seront mis en place sur les zones dont la surface est supérieure à 1 ha.
- ✓ la mise en place des mesures de rétention des eaux pluviales permet une diminution des flux de pollution rejetés dans les milieux récepteurs ; en effet, les mesures compensatoires à venir pour les zones AU permettent un abattement de la pollution sur tout ou partie des bassins versants.

Les prescriptions données par le zonage d'assainissement EP sont reprises dans le règlement écrit du PLU.

Le zonage d'assainissement préconise en outre de respecter les recommandations suivantes en matière de collecte des eaux pluviales :

- Maintien des fossés : ils ont un pouvoir épurateur important. Ils assurent une filtration physique des eaux et favorisent leur infiltration.
- Pour la collecte des eaux de ruissellement issues de voiries et parkings, l'utilisation de techniques alternatives telles que les noues, bandes enherbées ou fossés doit être privilégiés.
- Dans le cadre d'activités polluantes (stations-service, aires de lavage...) des dispositifs complémentaires de traitement adapté des eaux pluviales (séparateur à hydrocarbures, décanteur...) devront être mis en place ; les séparateurs hydrocarbures ou débourbeurs sont à réserver aux infrastructures particulières et doivent s'accompagner d'un cahier des charges d'entretien sur lequel s'engage l'aménageur et/ou le gestionnaire.
- Les regards, les grilles et avaloirs qui collectent les eaux pluviales participent à l'épuration des eaux. Ils permettent de retenir les macro-déchets qui sont entraînés par les eaux de ruissellement et assurent la décantation des sables et graviers en fond de regard.
- Entretien des ouvrages de collecte, de régulation et de traitement des eaux pluviales.

**Le zonage d'assainissement pluvial permet la prise en compte des enjeux environnementaux et de développement urbain de Dinéault et définit un certain nombre de contraintes hydrauliques (coefficient maximal d'imperméabilisation) et de travaux d'assainissement (redimensionnement de réseau et zones de rétention). Les débordements seront en effet évités pour un épisode décennal, les ruissellements pluviaux seront pour une plus grande surface dirigés vers un dispositif de traitement, et les débits de pointe aux exutoires seront diminués. Il permet ainsi la maîtrise du risque inondation, mais également la limitation du ruissellement et l'amélioration de la qualité des rejets.**

**Si les modifications apportées sur le réseau pluvial et les projets d'urbanisation respectent le contenu de ce rapport, ceux-ci respecteront les dispositions techniques imposées par le SDAGE Loire-Bretagne et le SAGE de l'Aulne pour la gestion des eaux pluviales.**

Dans les zones d'ouverture à l'urbanisation 1AUh, les orientations d'aménagement et de programmation prévoient la réalisation d'ouvrages de rétention des eaux pluviales, en les associant à des espaces communs des futurs quartiers, pour assurer un débit de fuite maximum et ne pas augmenter le débit des cours d'eau.

L'urbanisation de Dinéault étant limitée et regroupée dans l'enveloppe urbaines du bourg (60 logements neufs sur 20 ans), les conséquences en terme d'augmentation des volumes et des débits de rejet des eaux usées et des eaux pluviales sur le reste du territoire seront faibles.

En outre, l'emprise au sol maximale des constructions (habitation + annexe) ne peut dépasser 60% de la superficie du terrain en zone 1AUh et 80% en zone 1AUi (cf. règlement et zonage d'assainissement EP).

L'article 4 du règlement autorise le raccordement sur le réseau public d'évacuation des eaux pluviales et précise qu'en zone UH : les eaux pluviales doivent être prioritairement gérées sur chaque parcelle bâtie par la réalisation d'un dispositif de stockage, complété par un dispositif d'infiltration dans le sol si les conditions pédologiques et la configuration des lieux le permettent. Les eaux pluviales pourront être réutilisées pour des usages domestiques ne nécessitant pas d'eau potable (arrosage des jardins ou culture par exemple).

Par ailleurs, les OAP précisent que la conception des opérations nouvelles doit contribuer à limiter l'imperméabilisation et ralentir le ruissellement. Cet objectif peut être atteint par la mise en place de dispositifs d'infiltration des eaux de ruissellement du terrain d'assiette (principe de gestion intégrée des eaux pluviales) sous réserve de l'aptitude à l'infiltration des sols. Pour toutes les constructions nouvelles, un dispositif de récupération d'eau pluviale devra être installé. La mise en place de noues végétalisées ou de fossés végétalisés (plutôt que des canalisations enterrées), servant au stockage temporaire ainsi qu'à l'infiltration des eaux pluviales, est préconisée.

**Dans ces conditions, le développement de l'urbanisation envisagé impactera faiblement les réseaux existants de collecte des eaux pluviales et le débit des cours d'eau.**

On rappellera en outre que les talus bocagers sont protégés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme (éléments du paysage à protéger). Les boisements de pente sont protégés en Espaces Boisés Classés et les zones humides en zones naturelles Nzh (leur protection favorise le maintien de la qualité des eaux et la régulation du débit du réseau hydrographique).

Enfin, le PLU est l'occasion d'une sensibilisation à l'utilisation de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales favorisant une épuration naturelle des eaux de ruissellement et à la préservation des éléments permettant la régulation et l'épuration naturelle des eaux de ruissellement (zones humides, haie/talus, fossés).

#### ♦ *Les cours d'eau*

Un corridor de protection d'au moins 35 m protège les cours d'eau (zone Na ou Nzh, lorsqu'ils traversent une zone humide). Aucun autre zonage susceptible de constituer un obstacle écologique n'interfère avec le zonage Nzh.

Par ailleurs, le projet de PLU peut également avoir des incidences sur la qualité des eaux en favorisant le développement d'activités générant des pollutions : il n'est prévu dans le PLU aucune activité susceptible de provoquer une pollution importante des eaux superficielles ; toutefois, l'agriculture, dont le PLU prévoit le maintien sur le territoire communal, est source de pollutions diffuses.

#### ♦ *Les zones humides*

Les zones humides font l'objet d'un zonage spécifique Nzh. La totalité de ces zones bénéficie donc d'un degré de protection élevé.

L'obligation de rétention des eaux de pluie est limitée aux futures constructions ; par conséquent, elle ne devrait pas remettre en cause l'alimentation en eau des zones humides.

La préservation du caractère humide de ces zones n'est donc pas remise en cause par le futur PLU.

## 6-4 - LES RESSOURCES NATURELLES

Le développement de la commune et l'accueil de population supplémentaire (perspectives démographiques visées de 135 habitants à l'horizon +10 ans) provoquent une augmentation de la consommation des ressources : énergie, eau potable, foncier.

Ces ressources sont d'une manière générale limitées et leur exploitation peut avoir des conséquences dommageables pour l'environnement :

La problématique des besoins énergétiques répond à des enjeux régionaux et nationaux mais les choix en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme peuvent influencer les consommations énergétiques futures dues aux déplacements et au secteur résidentiel.

Les dispositions générales portant sur l'eau potable énoncent que toute nouvelle construction nécessite un accès au réseau d'eau potable. Par cette disposition, le règlement permet d'assurer un approvisionnement satisfaisant en eau potable de tous. L'approvisionnement en eau ne souffre pas de



problèmes de sécurisation ou de vulnérabilité à l'horizon 2026. Les dispositions générales portant sur la gestion des eaux pluviales prévoient le stockage des eaux pluviales en vue de réduire la prise en charge des réseaux d'assainissement. A ce titre, l'eau stockée peut être utilisée pour un usage domestique, professionnel et industriel dans le respect de la réglementation en vigueur. Ainsi, l'usage de l'eau de pluie pour des pratiques courantes permettra de réduire d'autant la quantité d'eau potable utilisée.

La préservation des terres agricoles et des zones naturelles constituent un enjeu important du développement durable. La maîtrise de la consommation foncière est l'un des objectifs affichés du PLU. De plus, les dynamiques observées et les contextes régionaux et nationaux font apparaître des évolutions négatives sur la disponibilité de ces différentes ressources et doivent conduire la commune à intégrer des mesures visant à économiser et/ou diversifier ces ressources dans le cadre de son développement. Le projet de PLU prend en compte la problématique des ressources en intégrant différentes mesures visant à économiser ou diversifier ces ressources.

Incidences prévisibles sur les ressources	Principales mesures du PLU pour supprimer, réduire ou compenser les effets dommageables du développement de la commune sur les ressources
<b>Consommation d'énergie</b>	<p><b>Favoriser la performance énergétique des bâtiments:</b></p> <p>Le règlement du PLU favorise la performance énergétique des bâtiments. Le service instructeur peut en outre proposer un retrait vis-à-vis des limites séparatives différent de celui inscrit au règlement écrit, basé sur les incidences de la construction sur les conditions d'éclairage et d'ensoleillement des bâtiments existants.</p> <p>Les orientations d'aménagement et de programmation intègrent des prescriptions sur l'orientation des constructions (en bandes, orientées Est-Ouest ou Nord-Sud) pour favoriser les apports solaires et limiter ainsi le recours aux énergies pour la production de chaleur.</p> <p>Le SCoT opposable impose des densités de 15 logements à l'hectare favorisant de ce fait les formes compactes plus économes en énergie.</p>
<b>Consommation de la ressource en eau</b>	<p><b>Limiter l'augmentation des consommations :</b></p> <p>Le PLU rend obligatoire le stockage d'eau de pluie pour les nouvelles constructions.</p>
<b>Consommation foncière</b>	<p><b>Limiter l'étalement urbain :</b></p> <p>Le projet de PLU a pour objectif de polariser l'urbanisation au sein et autour du centre-bourg. Aucune zone d'ouverture à l'urbanisation ne se situe en campagne annulant ainsi l'impact de nouvelles constructions sur les espaces agricoles et naturels.</p> <p>La production future de logements se situe en continuité du tissu urbain aggloméré du bourg. En outre, en campagne, l'extension ne devra pas excéder 30 % ou 50 m<sup>2</sup> par rapport à l'emprise au sol du bâtiment existant. L'emprise au sol des constructions, extension et annexe comprises, ne devra pas dépasser 250 m<sup>2</sup>.</p>
	<p><b>Réduire le rythme de la consommation foncière :</b></p> <p>La mobilisation du foncier résiduel pour satisfaire les besoins en logements, la polarisation de l'urbanisation sur le bourg avec des densités de 15 logements/ha, ainsi que la mise en place d'orientations d'aménagement et de programmation favorisant la compacité des formes urbaines permettent de fortement réduire le rythme de la consommation de terres agricoles et naturelles.</p>

## 6.5- LA BIODIVERSITE, LA FAUNE ET LA FLORE

La protection de la biodiversité et des milieux naturels qui lui sont nécessaires, constitue donc un des enjeux forts du PLU de Dinéault.

Les zones d'inventaire et de protection réglementaire recensées sur le territoire de Dinéault sont incluses dans un zonage protecteur N. Ce zonage interdit l'urbanisation et réglemente de façon stricte les possibilités d'aménagements ou de transformations des terrains.

Le projet de zonage du PLU maintien également la protection de ces zones en les intégrant dans différents zonages protecteurs :

- Zones Na : délimitant les parties du territoire affectées à la protection stricte des sites, des milieux naturels et des paysages.
- Zones Nzh : délimitant les zones humides en application des dispositions du SDAGE Loire Bretagne et du SAGE "Aulne".
- Zones Ns: délimitant les espaces remarquables au titre de la loi littoral

En outre, le choix des zones à urbaniser s'est ainsi porté prioritairement sur le bourg, conformément au parti d'aménagement initial figurant dans le PADD. L'idée étant de densifier ces espaces avec une extension permettant d'atteindre les projections démographiques fixées par les élus.

Malgré des perspectives démographiques supérieures au rythme actuel (+0,45% par an sur 10 ans), le PLU entraîne une baisse de la consommation foncière par rapport aux dynamiques observées ces dernières années (de un tiers pour la période 2005-2017) et limite l'urbanisation en campagne et par conséquent la consommation d'espaces agro-naturels. Il est ainsi compatible avec les lois ENE, ALUR, LAAAF et ELAN.

### ♦ *Le PLU et la Trame Verte et Bleue*

Les extensions d'urbanisation concentrées pour l'essentiel dans le bourg de Dinéault, à l'intérieur des espaces de disponibilités foncières, a pour avantage d'éviter la consommation des espaces naturels ou agricoles et de préserver les paysages naturels et agricoles. Par ailleurs, le PLU limite le mitage des espaces agricoles et naturels, en évitant la création de nouveaux hameaux, réseaux et infrastructures, très consommateurs d'espace. La densification de l'enveloppe urbaine peut en outre favoriser et conforter les modes de déplacements doux, participant ainsi à l'efficacité thermique du territoire.

Aucune zone du PLU, aucun emplacement réservé n'est susceptible d'accueillir des infrastructures susceptibles de constituer un obstacle écologique ou de remettre en cause la qualité des réservoirs biologiques que constituent la vallée de l'Aulne et le complexe du Menez Hom et de façon plus locale de perturber la TVB communale. Un emplacement réservé qui a pour vocation d'aménager un parc paysager au sein de l'enveloppe urbaine a été délimité (ER n°2).

Le PLU met également en œuvre des zonages protecteurs N sur les axes de la trame verte et bleue et les principaux pôles de biodiversité et les continuités écologiques identifiés en phase de diagnostic. La matrice agricole figure en zone A, où les constructions admises ne sont pas de nature à compromettre la circulation des espèces animale ou végétale. Le règlement limite fortement la constructibilité des zones agricoles et naturelles et va donc dans le sens d'un maintien de la trame verte et bleue et des espaces naturels ordinaires. Le zonage agricole A, s'il ne permet pas d'intervenir sur les modes de production

et le type de culture peut participer à la biodiversité. En effet, si elle est agro-écologique (absence ou limitation d'intrants chimiques, respect des sols et de la ressources en eau...), l'activité agricole peut jouer un rôle important pour la circulation des espèces et le maintien de la diversité biologique (et la "Nature" rend des services indispensables à l'agriculture : auxiliaires des cultures, vie des sols, pollinisation, épuration...).

La **trame bleue** couvre les vallées des cours d'eau : l'Aulne et les cours d'eau affluents (notamment le Garvan, cours d'eau "migrateurs") ainsi que par les zones humides associées, les tourbières, les landes humides...

Les réservoirs écologiques aquatiques appartenant à la Trame Bleue sont concernés exclusivement par le zonage Nzh. Le règlement met en place un certain nombre de dispositifs réglementaires visant à renforcer la perméabilisation des sols et à optimiser la gestion des eaux usées dans les zones urbanisées, limitant ainsi les risques d'écoulement des eaux polluées et donc la pollution des cours d'eau. De plus, dans les zones Nzh, les travaux liés à la conservation, la restauration et la mise en valeur ou l'entretien des zones humides sont autorisés.

Le document d'urbanisme n'apporte pas de contraintes supplémentaires dans le maintien de continuités liées aux cours d'eau. Les dispositions réglementaires en faveur de la gestion alternative des eaux usées pourraient participer à l'amélioration de leurs fonctionnalités écologiques.

La **trame verte** est constituée des éléments décrits ci-dessous.

Les réservoirs écologiques d'intérêt supra-communal (Menez Hom, vallée et estuaire de l'Aulne, Bois du Chap...) appartiennent à la Trame Verte et Bleue et figurent en totalité en zones Ns ou Nzh (s'ils sont humides). Les autres boisements et landes sont protégés par un zonage Na.

Le zonage du PLU intègre également la protection de boisements à forte valeur écologique par l'intermédiaire d'un classement en EBC (150 ha, soit 3,3 % de la surface communale). Il s'agit des habitats forestiers à feuillus dominants de type chênaie atlantique de grande taille et/ou des boisements sur les pentes abruptes de la vallée de l'Aulne et ses affluents. Ce classement contribue à maintenir la diversité des milieux.

La déprise agricole, observée depuis plusieurs années à Dinéault, entraîne une fermeture des milieux, générant ainsi une perte de biodiversité. En particulier, les prairies humides sont remplacées par des saulaies. Le règlement des zones N et l'absence d'un classement en Espace boisé au titre de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme permettent une réouverture de ces milieux.

À noter que l'arrêté préfectoral du captage de Kergaoc (Dinéault) a été récemment modifié pour mieux tenir compte de la présence d'habitats d'intérêt communautaire, notamment les landes humides et les tourbières. En effet, les précédents arrêtés (qui dataient de 1998), interdisaient la suppression de l'état boisé dans les périmètres rapprochés A et B. Cette disposition pouvait entrer en contradiction avec des objectifs de restauration d'habitats prioritaires colonisés par des semis naturels de pins ou de feuillus (saules, bouleaux, etc.). Cette prescription réglementaire a été supprimée.

L'identification d'éléments à préserver au titre l'article L151-19 du code de l'urbanisme permet de protéger des éléments de paysage en soumettant leur destruction ou leur modification à une demande d'autorisation administrative auprès de la commune. Le choix des haies protégées au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme s'est effectué à partir d'un travail de recensement par la Chambre d'Agriculture du Finistère (215 km). Tous travaux (coupe,

abattage,...) sont soumis à autorisation par le Maire. Des mesures compensatoires pourront être imposées (ex : plantation d'un élément qui jouera un rôle écologique et paysager équivalent à celui supprimé).

A l'échelle du bourg, la commune offre une structuration urbaine qui offre des espaces non construits dans l'agglomération et permet une proximité immédiate entre zones d'habitat et espaces naturels. La préservation et la création de cheminements doux (via 6 emplacements réservés dont 1 au bénéfice du département pour réalisation d'une voie verte) et le renforcement des espaces naturels dans le PLU via 1 emplacement réservé pour un parc naturel, les OAP et les éléments du paysage à préserver confortent encore cette accessibilité. La zone Na et l'emplacement réservé n°2 affirment la volonté de maintenir et valoriser la coulée verte en plein bourg.

En outre, les OAP demandent à ce que l'intégration paysagère des ouvrages de gestion des eaux pluviales soit pensée en amont de la conception du projet, permettant ainsi la création d'espaces semi-naturels

Le PLU identifie des haies à préserver dans les futures zones urbanisées au niveau des OAP. Par ailleurs, les OAP prévoient de laisser une bande enherbée (de type prairie) de 10 m minimum en pied de talus pour faciliter l'entretien des haies, ne pas gêner les habitations limitrophes et permettre un usage social (cheminement, aire de jeux) et/ou l'intégration paysagère des zones de rétention des eaux pluviales (fossés, noues). Cette mesure devrait favoriser la pérennité des talus bocagers dans le temps.

En zones UH et AU (article 11), le règlement prévoit que les talus plantés doivent être conservés et le cas échéant complétés et que les haies mono spécifiques d'espèces persistantes et/ou invasives sont interdites. Les haies devront en outre comporter au moins 3 espèces différentes avec un maximum d'1/3 de persistantes, dans un souci de diversité spécifique. Une liste d'espèces végétales locales est disponible dans la palette végétale jointe. Le PLU participe également à la lutte contre les espèces invasives avec la présence d'une liste d'espèces à proscrire dans le cahier des recommandations joint.

Le règlement précise en outre que les plantations existantes pourront être maintenues ou remplacées par au moins une plantation équivalente d'essence locale sauf en cas d'impossibilité du fait de la configuration de l'unité foncière ou lorsque le sujet a été supprimé pour des raisons sanitaire ou de sécurité.

En outre, le zonage d'assainissement EP impose un coefficient d'imperméabilisation maximal pour chaque zone urbanisable : 0,6 en zone destinée à l'habitat et 0,8 en zone destinée aux activités économiques. Ce coefficient d'imperméabilisation peut se traduire de manière concrète et compréhensible par tous en % d'espaces verts à maintenir, qui participeront à la trame verte communale, soit respectivement de 40 % en zone d'habitat et 20 % en zone d'activités communale.

L'aménagement urbain est un levier significatif de lutte contre la pollution lumineuse, néfaste aux espèces et souvent aux économies d'énergie. Le PLU prend ainsi des dispositions de nature à diminuer la pollution lumineuse : les OAP mentionnent notamment que l'éclairage extérieur ne devra pas rayonner vers le ciel, devra impérativement être dirigé vers le bas et devra être éteint en période d'inoccupation du site (hors usage de sécurité).

A noter que quel que soit le zonage les clôtures, qui peuvent empêcher la circulation des espèces, ne sont pas obligatoires. Dans les zones A et N, les clôtures autorisées seront de type agricole, plus perméables à la faune sauvage, doublées ou non de haies vives. Dans les zones U et AU, les clôtures font l'objet de prescriptions plus précises puisqu'elles devront être perméables à la faune et principalement végétalisées haies ou plantations sur talus.

**Le PLU est donc conforme à l'objectif de "préservation en bon état des continuités écologiques" de la loi du 10 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi ENE), dite loi Grenelle II.**

♦ ***Impacts directs sur les habitats naturels, la faune et la flore remarquables***

L'ouverture de certains secteurs à l'urbanisation n'a pas d'impacts significatifs sur les habitats et les espèces végétales et animales présents sur la commune, qu'ils soient ordinaires ou à fortes valeurs patrimoniales, à condition de respecter les préconisations des OAP.

Les habitats sensibles susceptibles d'abriter les espèces patrimoniales étant protégés dans le PLU (complexe du Menez Hom, vallée et estuaire de l'Aulne et autres zones humides, boisées et bocagères). Le tableau ci-après synthétise les mesures du PLU visant la préservation des espèces et le bon état écologique des habitats associées et/ou à enjeux écologiques.

Habitats /espèces patrimoniales	Mesures dans le règlement écrit ou graphique du PLU
<b>Habitats d'intérêt européen de la ZSC du Menez Hom</b>	
Landes humides atlantiques	Protection en Ns Possibilité de restauration écologique en Ns
Grands ensembles d'habitats tourbeux	
Landes sèches européennes à mésophiles	
Grands ensembles de vieilles chênaies	Protection en Ns et EBC
Hêtraies atlantiques	
Forêts alluviales à aulne et frêne	Protection en Nzh
Prairies humides à molinie	Protection en Nzh Possibilité de restauration écologique en Ns
<b>Habitats d'intérêt européen de la ZPS en vallée de l'Aulne</b>	
Lagunes à ruppie maritime	Protection en Ns Possibilité de restauration écologique (travaux hydrauliques, pâturage hivernal et fauche printanière) en Ns

Flore	
Bryophytes	Protection des habitats boisés en Ns du Bois du Chap particulièrement remarquable pour ses mousses (pas de protection en EBC car ce bois est géré par un plan de gestion visant le maintien des boisements)
Osmonde royale (fougère)	Protection du marais de Rosconnec via un zonage Ns
Espèces ou groupes faunistiques	
Faune piscicole (migratrice ou sédentaire)	Protection des cours d'eau et zones humides en Nzh
Batraciens	Protection des cours d'eau et zones humides en Nzh Protection des mares en Na (ou Ns) Protection du réseau bocager au titre du L151-19
Mammifères	
Loutre d'Europe	Protection des cours d'eau et zones humides en Nzh
Chiroptères dont grand rhinolophe	Protection des habitats boisés et zones de chasse en N Protection des boisements d'intérêt écologique en EBC : habitats forestiers d'intérêt communautaire, bois de la vallée de l'Aulne
Campagnol amphibie Crocidure aquatique	Protection des cours d'eau et zones humides en Nzh
Avifaune	
Busard cendré (nicheur)	Protection des landes du Menez Hom en Ns Possibilité de restauration écologique des landes en Ns
Tadorne de Belon (nicheur, protégé en France)	Protection de la vallée de l'Aulne et en particulier du marais de Rosconnec via un zonage Ns
Phragmites aquatique (migrateur)	Protection du marais de Rosconnec via un zonage Ns Possibilité de restauration écologique en Ns
Invertébrés	
Escargot de Quimper	Protection des habitats boisés et zones de chasse en N Protection des boisements d'intérêt écologique en EBC Protection du réseau bocager au titre du L151-19 Mesures de protection d'une haie dans l'OAP "Ecole"
Lucane cerf-volant Grand Capricorne	Protection en N et EBC des vieux boisements Protection du réseau bocager au titre du L151-19
Odonates	Protection des cours d'eau et zone humide en Nzh

Les haies bocagères ont été préservées sur la commune au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme. Leur préservation répond à la volonté de maintenir une végétation arborée pour les oiseaux : les grands arbres et arbustes garantissent la tranquillité des oiseaux et sont favorables aux rapaces et passereaux communs sédentaires (mésanges, verdier d'Europe...), mais aussi en période de migration et d'hivernage, aux espèces insectivores, telles que les fauvettes, les pouillots, les bruants, le pipit des arbres, la bouscarle de Cetti... La préservation du bocage permet également d'assurer la pérennité d'un habitat privilégié des reptiles (lézards vert et des murailles), batraciens (phase terrestre), mammifères (renard, blaireau, micro-mammifères), invertébrés (dont certains pollinisateurs).

#### ♦ ***Incidences indirectes sur la faune, la flore et les habitats naturels***

Le projet de PLU a pour objet d'encadrer le développement de la commune sur les 10/20 ans à venir. Le développement de l'urbanisation sera restreint à des terrains situés hors des habitats d'intérêt écologique.

Cependant, la mise en œuvre du PLU est susceptible d'avoir des incidences indirectes sur ces derniers. Ces incidences potentielles peuvent prendre la forme :

- de rejets de polluants (eaux usées, eaux pluviales, déchets) ;
- d'une fréquentation accrue de certains milieux naturels qui peut provoquer diverses nuisances pour la vie biologique de certaines espèces (piétinements d'espèces végétales, dérangement d'espèces animales).

L'évaluation des incidences indirectes ne peut être quantifiée précisément. Le projet de PLU intègre une série de mesures afin de prévenir ou de réduire les effets dommageables du développement de la commune sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces associées.

Incidences indirectes potentielles du développement de la commune	Mesures associées intégrées dans le PLU
<b>Augmentation des rejets polluants dus aux rejets d'eaux usées</b>	<p>Les zones urbaines et les extensions d'urbanisation du bourg seront raccordées à l'assainissement collectif ; la capacité résiduelle de la station d'épuration et les travaux d'amélioration prévus permettront le traitement des effluents liés aux nouvelles constructions sans pollution du Garvan. Sur le reste du territoire, en assainissement non collectif (ANC), le règlement du PLU conditionne l'autorisation de nouvelles constructions à la possibilité d'installer un dispositif ANC adapté.</p> <p>Il convient de préciser au préalable que la très forte limitation de l'urbanisation en campagne permettra d'éviter des pollutions diffuses par des dispositifs d'assainissement individuel défectueux.</p> <p>En conséquence, le PLU de Dinéault en matière d'assainissement des eaux usées ne devrait pas engendrer d'incidences significatives sur les habitats d'intérêt écologique et en particulier sur l'Aulne et ses affluents dont le Garvan.</p>



<b>Augmentation des rejets d'eaux pluviales : augmentation des débits de pointe et des flux de polluants</b>	<p>A noter que la commune s'est dotée d'un zonage d'assainissement pluvial afin d'encadrer l'imperméabilisation des terrains en zone 1AUh. Les zones urbaines sont soumises au respect de débit de fuite maximum. Ces mesures permettront de limiter les débits de pointe en aval des zones urbaines. La diminution des surfaces de ruissellement et la création d'ouvrage de rétention pour la régulation des débits permettront également de limiter les flux de polluants rejetés.</p> <p>Le zonage du PLU intègre par ailleurs la protection des zones humides, notamment aux abords des cours d'eau, et des talus bocagers ayant un rôle hydraulique. Ces milieux participent à la régulation du régime hydraulique des cours d'eau.</p> <p>Le PLU de Dinéault n'aura pas d'influence significative sur la qualité des eaux de l'Aulne et ses affluents dont le Garvan.</p>
<b>Dégradation de la qualité globale des eaux de surface</b>	<p>Le zonage du PLU intègre la protection des zones humides, notamment aux abords des cours d'eau, et les talus bocagers ayant un rôle hydraulique. Ces milieux participent à la qualité des eaux de surfaces en assurant le rôle d'épurateur naturel des eaux de ruissellement.</p>
<b>Pressions sur les milieux naturels liées à leur fréquentation (dérangement)</b>	<p>Aucun aménagement n'est prévu dans l'emprise des habitats sensibles sur le plan écologique. Le PLU joue un rôle d'information et de sensibilisation.</p>

#### ♦ **Natura 2000 : impacts sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire**

##### Impacts directs

La commune de Dinéault étant directement concernée par le réseau NATURA 2000, la zone spéciale de conservation (ZSC) "Complexe du Menez Hom" et la zone de protection spéciale (ZPS) "Rade de Brest, baie de Daoulas, anse du Poulmic", il y a lieu d'examiner si le PLU autorise des travaux, ouvrages ou aménagements susceptibles d'affecter de façon notable les sites Natura 2000.

L'étude d'élaboration du PLU a consisté en une évaluation des effets du projet communal au regard des enjeux environnementaux **au fur et à mesure de son élaboration**. Elle a permis la définition d'un projet de PLU le moins impactant possible et cohérent avec les objectifs de développement durable. Elle a permis d'**anticiper** les éventuels dommages que pourrait avoir un projet d'urbanisme **afin de faire évoluer les projets vers un impact moindre sur l'environnement**.

Aucune zone A, U ou AU n'a été délimitée au sein des sites Natura 2000, affirmant ainsi la volonté de protection de ces sites. La totalité de la surface couverte par les sites Natura 2000 est classée en zone naturelle au PLU (Ns en majorité et Nzh). Les dispositions réglementaires des zones naturelles sont de nature à préserver le caractère de ces milieux. Les dispositions réglementaires de la zone Ns renvoient aux dispositions du code de l'urbanisme relatives aux espaces remarquables au titre de la loi littoral.

La possibilité de réaliser des aménagements légers nécessaires à la gestion du public contribue aux objectifs de conservation de certains habitats et espèces d'intérêt communautaire. En effet le dérangement de certaines espèces ou la détérioration par sur fréquentation d'Habitats Naturels est une menace importante sur le site du Menez Hom en particulier.

Les habitats humides d'intérêt communautaire prioritaires ou non (tourbières, landes humides...) sont protégés par un zonage Nzh, dont les dispositions réglementaires renvoient aux dispositions du code de l'environnement au titre de la loi sur l'eau.

100 % de la surface concernée par les sites Natura 2000 contribuent à la trame verte et bleue de la commune (au titre de l'article R123-11 du Code de l'Urbanisme) et en tant que zone N font ainsi l'objet de dispositions réglementaires spécifiques. Les constructions, installations, aménagements en zones N (donc au sein de la trame verte et bleue), sont interdits s'ils remettent en cause la fonctionnalité de la continuité écologique, de par leur nature, situation ou dimensions ».

Certains boisements des sites Natura 2000 font l'objet d'une disposition réglementaire spécifique au titre des espaces boisés classés (article L113-1 du Code de l'Urbanisme). Ils correspondent essentiellement aux habitats forestiers d'intérêt communautaire bois à feuillus dominants de type chênaie atlantique de grande taille et/ou des boisements sur les pentes abruptes de la vallée de l'Aulne et ses affluents (hors bois soumis à plan de gestion).

Ce classement en EBC interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements. Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à la déclaration préalable sauf dans les cas prévus par le Code de l'Urbanisme. Le classement en espace boisé classé entraîne le rejet de plein droit de toute demande d'autorisation de défrichement présentée au titre du Code forestier.

Ce classement contribue directement aux objectifs de conservation de certains habitats et/ou espèces d'intérêt communautaire des sites Natura 2000 :

- ✓ Habitat potentiel des coléoptères saproxylophages (Grand Capricorne, Lucane Cerf-volant) ;
- ✓ Habitat de chasse et de transit et gîtes arboricoles potentiels pour les chiroptères (dont le grand rhinolophe qui fait l'objet depuis 2001, d'un Contrat-nature "Etude et sauvegarde des populations de Grands Rhinolophes du bassin versant de la rade de Brest" (la vallée de l'Aulne appartenant au réseau Natura 2000, constitue la plus grosse concentration européenne de cette espèce et l'estuaire fait le lien entre les populations de chiroptères du Centre-Ouest Bretagne et celles de la Presqu'île de Crozon)

La protection des haies au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme participe à maintenir un bon état de conservation de ces espèces forestières et bocagères et d'une façon générale de la faune bocagère.

A noter que certains espaces boisés ne sont pas classés en EBC : ils correspondent aux boisements de fond de vallée (de type saulaie) afin de permettre leur valorisation écologique (ouverture des milieux à faible diversité spécifique pour un retour des formations prairiales humides et économique (exploitation du bois), ou encore aux habitats d'intérêt communautaire du Menez Hom, tels que les landes humides et les tourbières en cours de boisement, pour permettre leur restauration.

### Impacts indirects

Il est également analysé les incidences indirectes potentielles sur l'aire d'étude éloignée (le territoire communal et les communes limitrophes). L'urbanisation de Dinéault est limitée au bourg et au secteur de Ty Vougeret situé respectivement à plus de 2 et 5 km de la ZSC du Menez Hom et de la ZPS de l'estuaire de l'Aulne. Cet éloignement contribue au maintien d'un espace tampon préservé autour des sites Natura 2000.

A noter que les communes limitrophes ont en outre protégé les sites Natura 2000 par un zonage N.

Afin de ne pas introduire d'espèces invasives ou envahissantes susceptibles d'impacter les sites Natura 2000 par diffusion du pollen ou des graines, de limiter l'artificialisation du milieu, le futur PLU propose une palette végétale en accompagnement des constructions à venir (espèces végétales locales favorisant la biodiversité à préconiser et espèces invasives à proscrire).

Il est également important d'analyser les incidences indirectes potentielles sur le bassin versant et le réseau hydrographique en lien avec le site Natura 2000 (aire d'étude fonctionnelle). Toute atteinte au réseau hydrographique (cours d'eau principaux ou petits affluents), aux zones humides associées et plus généralement au fonctionnement hydraulique des bassins versants (régime d'écoulement des eaux superficielles ou souterraines) peut ainsi avoir une incidence indirecte sur l'état de conservation de certains habitats et espèces d'intérêt communautaire liés aux milieux aquatiques ayant conduit à la désignation du site Natura 2000. Ces impacts sont analysés page 51 et 52.

L'étude sur la trame verte et bleue de la commune a également permis d'identifier plusieurs grandes continuités écologiques fonctionnelles, en lien avec les sites Natura 2000, en amont de l'élaboration du PLU. Certains choix de zonage ont ainsi pu être orientés pour répondre aux enjeux de préservation de la fonctionnalité de la trame verte et bleue, et indirectement maintenir les échanges avec les sites Natura 2000. Ainsi, sur l'ensemble du territoire de la commune de Dinéault, la totalité de la trame verte et bleue identifiée au plan de zonage correspond à un zonage N ou A et, pour le maillage de haies aux éléments à préserver au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme.

### Impacts indirects

**Aucun impact direct ou indirect sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire, et d'une façon générale, sur les sites Natura 2000 n'est attendu du fait de l'application du PLU.**

#### ♦ *Evaluation des incidences liées à l'urbanisation future*

Les formes d'urbanisation envisagées, privilégiant un recentrage et un renforcement autour du bourg et un développement orienté vers l'économie d'espace, permettront de limiter la consommation d'espace agro-naturel. Les impacts écologiques des principales zones urbanisables en extension du bourg sont détaillés ci-après.

Il convient de rappeler que les principales opérations d'aménagement sont soumises à des études environnementales spécifiques (permis d'aménager, dossier d'incidences au titre de la loi sur l'eau) dans le cadre desquelles des mesures précises peuvent être définies en vue d'éviter, réduire ou compenser les incidences dommageables du projet sur l'environnement.

A noter que :

- la zone Um de Ty Vougeret est limitée à l'emprise existante du périmètre de l'école de gendarmerie ;
- la zone NL d'accueil d'activités touristiques est limitée à l'emprise autorisée par arrêté préfectoral.

Ces zonages n'ont par conséquent pas d'impact significatif sur les milieux naturels et les équilibres écologiques de la commune.

Les zones 1AUh et 1AUl couvrent 4,3 ha. Elles ont vocation à accueillir de l'habitat et des activités compatibles avec l'habitat. Elles permettent de privilégier l'urbanisation dans le bourg et à proximité immédiate du bourg.

### ***Futures zones d'urbanisation dans le bourg***



### Secteur n° 3 : zone 1AUh de Poulтусsec



**Zone AUh « Poulтусsec »  
Parcelle 163 ouest**

- Haie basse à créer
- Accès véhicule (principe)



*vue sur le grand paysage à l'est*



*vue sur la frange urbaine nord*

Description : parcelle cultivée sans lisière végétale, sans enjeu écologique

Impacts : Emprise de 0,9 ha sur parcelle cultivée (agriculture intensive) sans incidences significatives en termes de biodiversité et d'équilibre écologique

Mesures compensatoires et d'accompagnement : constitution d'une lisière végétale par plantation de haie basse (pour préserver les vues sur le paysage côté est et l'exposition au soleil côté nord et sud) et réalisation d'une zone de rétention des eaux pluviales sous forme de prairie inondable au nord-ouest (voir préconisations du zonage d'assainissement EP, p. 53 et OAP) ; les plantations seront cohérentes avec la palette végétale (cf. annexe).



**OAP de la zone 1AUh de Poultaussec**

**Légende**

Accès obligatoire

la réalisation de l'opération est conditionnée par la réalisation de cet accès. Son emplacement peut varier à la marge.



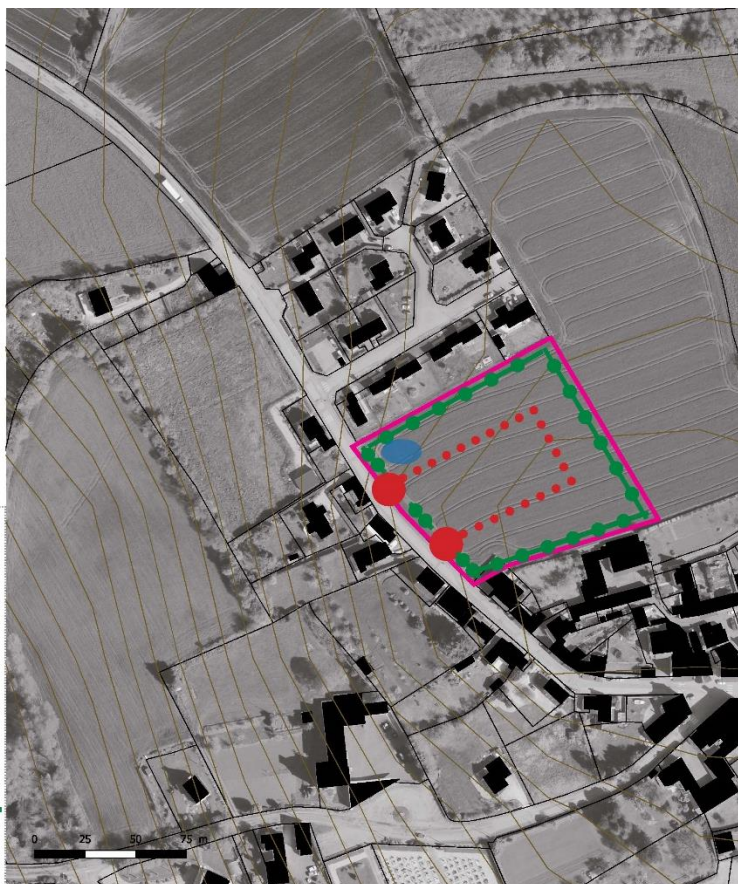
Desserte voiture



Haie bocagère à créer



Zone de rétention des EP



*Vue vers le Nord de la parcelle, depuis la Rue de la Déesse Brigitte*



*Vue vers le sud-est de la parcelle, depuis la Rue de la Déesse Brigitte*

## Secteur n° 2 : zone 1AUh "Cimetière"

Description : parcelle cultivée bordée :

- à l'est par une haie de laurier palme (espèce invasive)
- au nord par le mur en parpaing du cimetière et par une haie bocagère arbustive à chêne pédonculé, noisetier, houx, églantier, saule osier, laurier sauce (espèce invasive) à sous- strate commune (fougère aigle, ronce, arum, lierre, chèvrefeuille, gaillet mou)
- au sud par un grillage
- à l'ouest par une haie bocagère avec arbre de haute tige (cyprès, houx, chêne pédonculé, épicéa)

Aucune espèce végétale patrimoniale n'a été observée ; concernant la faune, on note la présence dans la haie ouest de rouge-gorge familier (nicheur probable) et de choucas des tours (nicheur probable dans le clocher de l'église du bourg).



### Zone AUh « cimetière » Parcelle 153

- ■ ■ ■ ■ Haie à préserver
- - - - - Haie basse à créer
- ..... Haie de laurier palme à supprimer



*vue générale du site vers la frange urbaine nord*



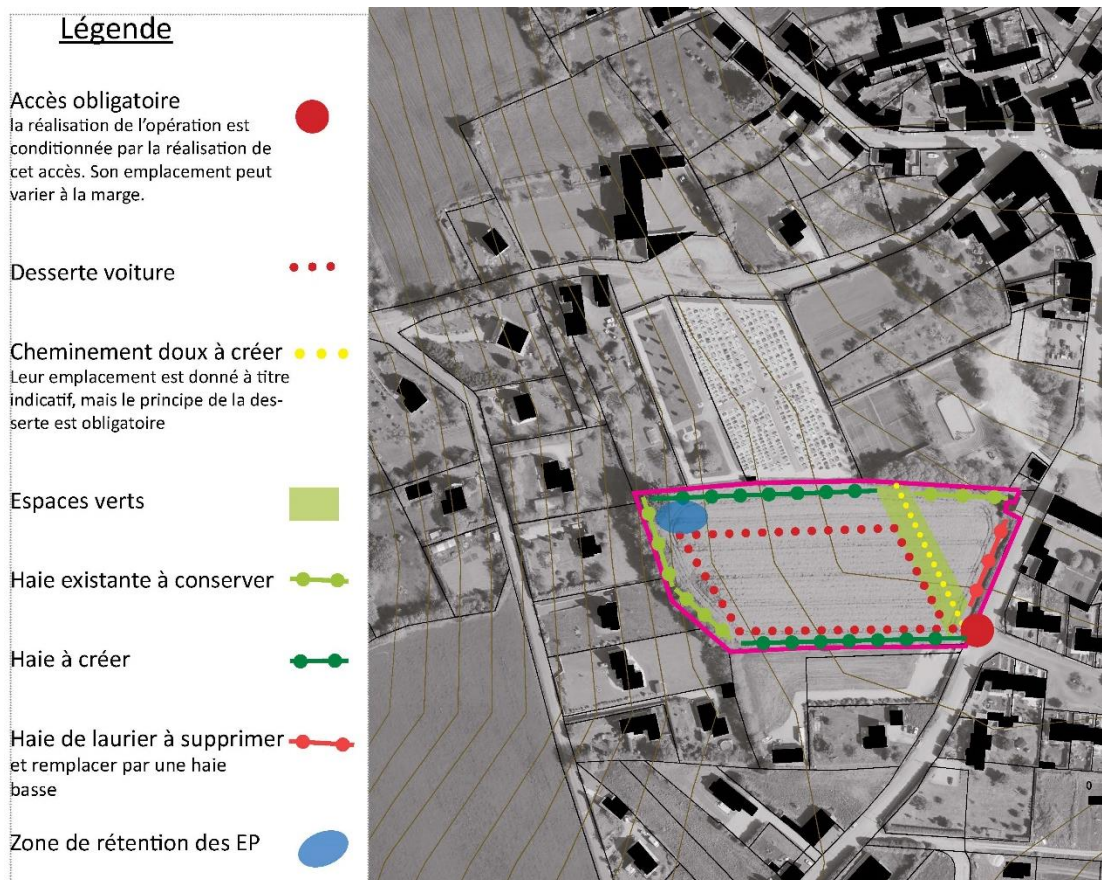


haie arbustive nord



haie bocagère ouest

### OAP de la zone 1AUh "Cimetière"



**Impacts :** Emprise de 1,3 ha sur parcelle cultivée (agriculture intensive) sans incidences significatives en termes de biodiversité et d'équilibre écologique

**Mesures d'évitement (préservation), de compensation et d'accompagnement :**

- maintien des lisières végétales ouest et nord et d'une bande fonctionnelle de 10 à 20 m
- suppression des espèces invasives : arrachage de la haie de laurier palme le long de la VC et des plants de laurier sauce dans la haie nord lors des travaux d'aménagement
- plantation de haie basse (pour préserver les vues sur le paysage et l'exposition au soleil) côté est le long de la VC en remplacement de la haie de laurier palme, et côté nord, en continuité du talus existant, pour masquer le mur du cimetière ; les plantations seront cohérentes avec la palette végétale (cf. annexe)
- réalisation d'une zone de rétention des eaux pluviales sous forme de prairie inondable au nord-ouest (voir préconisations du zonage d'assainissement EP, p. 53 et OAP)

### Secteur n° 1 : zone 1AUh "Ecole"

Description : pâturée au sud, friche en cours de boisement au nord-ouest, prairie (avec quelques pommiers groupés en bosquet) et jardin-potager au nord-est.

On note les éléments suivants constitutifs du bocage :

- un muret de pierre sèche le long des trottoirs de la VC au sud-ouest, susceptibles de constituer un abri pour la petite faune
- une haie bocagère sur talus (chêne pédonculé, houx, noisetier...), scindant en deux la partie nord
- une haie constituée d'arbre de haute tige (chêne pédonculé) sur talus en partie bâchée au nord-est
- une belle haie bocagère à chêne pédonculé au nord-ouest
- une zone boisée à résineux (épicéa, thuya géant, if) bordée côté sud d'une haie de laurier-palme ; le sous-bois est peu dense et pauvre en espèces (houx, laurier sauce, iris foetide, arum, ronce) en raison d'un tapis dense d'aiguilles des résineux qui acidifient le sol ; le roitelet huppé est présent (nicheur potentiel)

Le talus bocager central au nord montre un intérêt écologique fort en raison de la présence :

- de grands chênes avec des cavités
- d'une sous-strate riche et caractéristique des milieux frais et ombragés (scolopendre, polystic à feuilles de soies, doradille noire, arums, ficaire...)
- d'oiseaux protégés au niveau national : roitelet triple bandeau, moineau domestique, rouge-gorge familier (nicheur potentiel)
- d'une espèce protégée et d'intérêt communautaire : l'escargot de Quimper



*prairie pâturée au sud*



*prairie avec pommiers au nord-est*

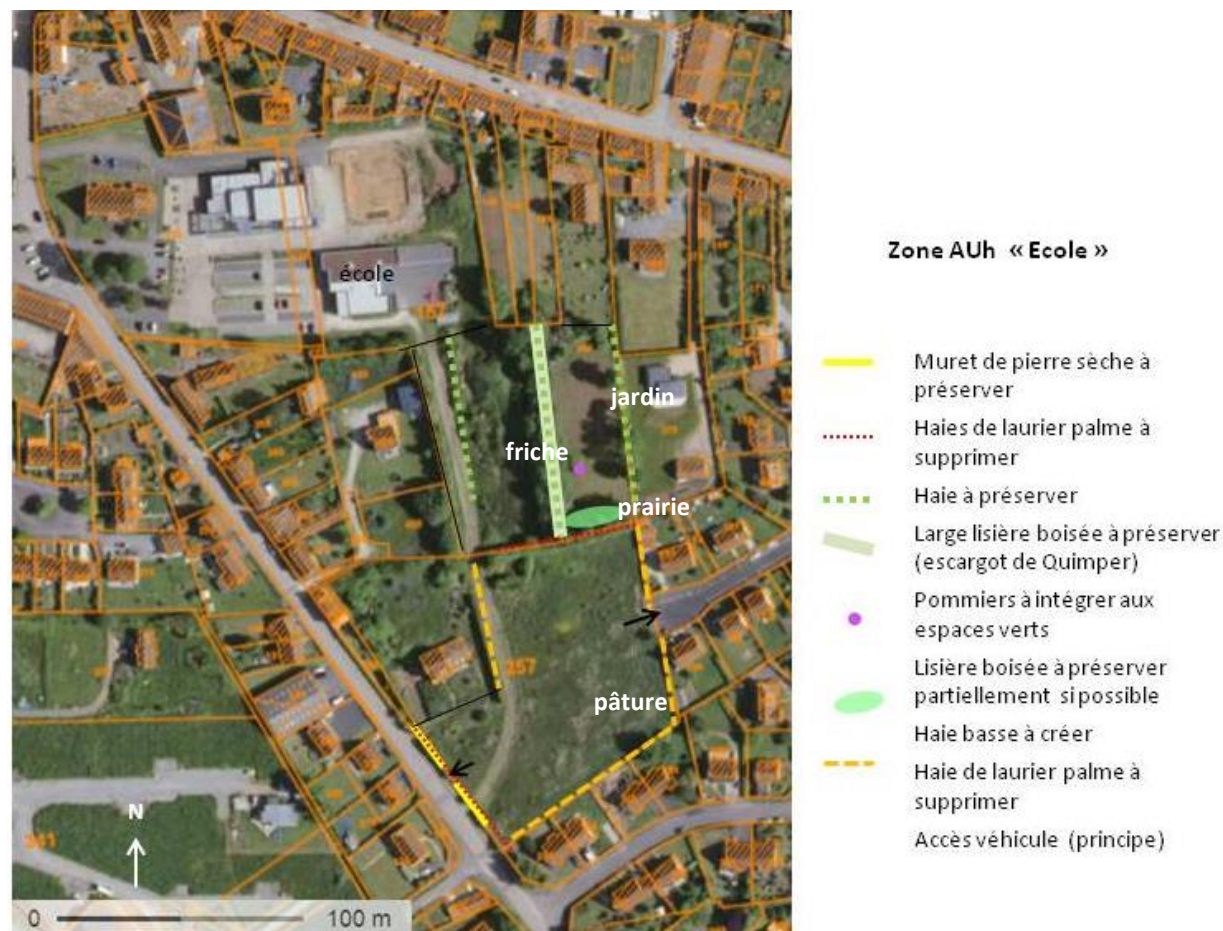


*friche au nord-ouest*



Impacts : Emprise de :

- 7 000 m<sup>2</sup> sur prairie pâturée ; l'impact est à relativiser compte tenu de la faible diversité floristique de cette prairie liée à la forte pression de pâturage ; toutefois, cette prairie mésophile semble développer un caractère mésohygrophile (non identifiée comme zone humide dans l'inventaire communal)
- environ 2 000 m<sup>2</sup> sur une prairie mésophile au nord comportant un bosquet de pommier et des amas de branches, bûches, vieille souche... susceptibles de constituer des abris pour la faune du bocage
- 1 800 m<sup>2</sup> de friche évoluant vers la saulaie au nord-est (présence de rouge-gorge et grive musicienne, potentiellement nicheurs)
- environ 300 m<sup>2</sup> sur un potager



Mesures d'évitement (préservation), de compensation et d'accompagnement :

- maintien des lisières végétales de la partie nord, côté est et ouest, et d'une bande fonctionnelle de 10 à 20 m
- maintien de la haie centrale et d'une large bande de 15 m de part et d'autre pour maintenir les conditions d'ombrage et de fraîcheur permettant le maintien des habitats de l'escargot de Quimper et du cortège d'espèces floristiques mésohygrophiles et sciaphiles
- suppression des espèces invasives : arrachage de la haie de laurier palme le long de la VC et en limite sud de la bande boisée, ainsi que des plants de laurier sauce, laurier palme, mimosa et yucca dans la haie centrale lors des travaux d'aménagement
- plantation de haie basse le long des lisières de la partie sud ; le long de la VC, elle viendra en remplacement de la haie de laurier palme ; les plantations seront cohérentes avec la palette végétale (cf. annexe)
- réalisation d'une zone de rétention des eaux pluviales sous forme d'une prairie inondable au sud-est (voir préconisations du zonage d'assainissement EP, p. 53 et OAP)
- intégration si possible aux espaces verts des pommiers et de la lisière boisée (au moins partiellement) entre la partie nord et la partie sud
- sondage pédologique pour vérification du caractère humide ou non de la partie sud avant aménagement
- inventaire faune - flore complémentaire pour vérification de la présence ou l'absence d'espèce protégée en particulier en partie nord
- réalisation des travaux de terrassement dans la friche hors période de nidification des oiseaux
- enlèvement progressif et si possible manuel des tas de bois, branchage... de la prairie nord dans un souci de préservation de la petite faune (opération lui permettant de s'enfuir et de trouver des habitats de substitution dans les haies, zones boisées préservées)



*maintien des lisières végétale en partie nord*



*maintien au moins partiel de la zone boisée au centre du site et suppression de la haie de laurier palme*



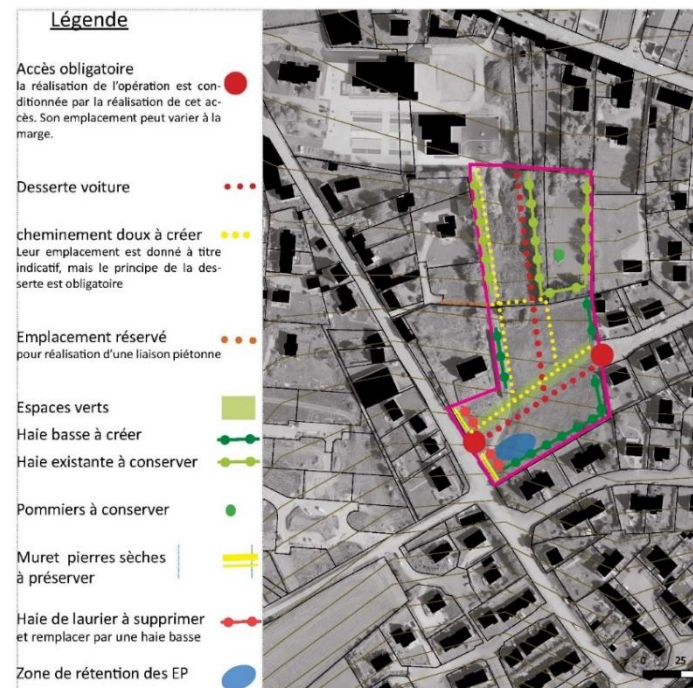


*transition avec la frange urbaine à planter d'une haie basse*



*muret de pierre sèche à préserver le long de la VC;  
haie de laurier palme à supprimer*

**OAP de la zone 1AUh "Ecoles"**



#### Secteur n° 4 : zone 1AUi "Pont ar Goff"

Ce secteur en partie remblayé se situe le long de la RD60, à la limite entre la vallée du Garvan au sud et le bourg (lotissement) au nord.

Description : pelouse en partie nord-est et prairie méso-hygrophile en partie sud-ouest, séparée en partie centrale par une voie d'accès aux ouvrages hydrauliques et une plate-forme bitumée imperméabilisée.

- La prairie et la pelouse sont constituées de ray-gras, dactyle, géranium à feuille ronde, petite oseille, grande oseille, patience crépue, ortie, renoncule âcre, renoncule rampante, potentille faux-fraisier, potentille rampante, pissenlit, plantain lancéolé, trèfle douteux, achillée millefeuille, pâquerette, vesce grêle, vesce hérissée, avoine élevée.... La tonte rase de la pelouse limite cependant sa diversité floristique. Les secteurs les plus riches sont situés en lisière des haies. Des joncs diffus sont disséminés sur la partie basse du site (non identifiée comme zone humide dans l'inventaire communal)

Les haies est et nord sont constituées d'espèces horticoles. La haie sud-est (en limite avec le bassin tampon) est une haie à plat plantée d'essences locales : saule osier, aulne glutineux, troëne, chêne pédonculé, hêtre, noisetier, charme

Un talus planté d'arbustes horticoles limite la partie ouest de la plate-forme. La partie sud-ouest, limitrophe au bassin de rétention, est bordée d'un fossé avec phragmites. Une zone humide (saulaie, friche) borde ce secteur côté sud-ouest.

Aucune espèce végétale patrimoniale n'a été observée ; concernant la faune, on note la présence dans la haie ouest de rouge-gorge familier (nicheur probable), bruant zizi, accenteur mouchet, troglodyte mignon, grive musicienne et roitelet huppé dans la zone humide proche.

Impacts : Emprise de 7 400 m<sup>2</sup> dont :

- 1 800 m<sup>2</sup> sur mésophile à méso-hygrophile (non identifiée comme zone humide dans l'inventaire communal)
- 1 800 m<sup>2</sup> sur une pelouse à faible enjeu écologique



*partie nord-est (pelouse)*



*partie sud-ouest (prairie) remblayé séparé du bassin de rétention  
bordé par un grillage et un fossé à roseau*





Haie existante à conserver



Haie bocagère à créer



Marge inconstructible de 20 m  
en lisière sud pour préserver l'ex-  
pression du caractère humide du site





Mesures d'évitement (préservation), de compensation et d'accompagnement :

- maintien des lisières végétales et d'une bande fonctionnelle de 10 à 20 m
- marge inconstructible de 20 m en lisière sud pour préserver l'expression du caractère humide du site
- au centre le long de la voie d'accès : maintien du fossé et reprofilage du talus, en supprimant les espèces invasives (eleagnus, pyracantha) avant travaux plantation d'une haie basse le long de la limite sud-ouest avec le bassin de rétention ; les plantations seront cohérentes avec la palette végétale (cf. annexe)
- agrandissement du bassin de rétention à prévoir, excepté si une mesure compensatoire est appliquée sur l'ensemble de la zone 1AUi en amont (voir préconisations du zonage d'assainissement EP, p. 53)
- sondage pédologique pour vérification du caractère humide ou non de la partie sud avant aménagement



*bande de 10 à 20 m et haie plantée en bordure sud-est, à préserver*

### Zone Ui "Ty Vougeret"

Description : constituée d'une plate-forme bétonnée de stockage, de fourrés et de bois dans le périmètre de la zone d'activité de Ty Vougeret (en bordure de la RD887) en arrière des bâtiments existants et surplombant ceux-ci.

Les fourrés bordent la plate-forme et la voie d'accès à la plate-forme ; ils sont constitués de saule roux, ajonc d'Europe, fougère aigle, ronce, ainsi que de deux espèces invasives (budléia, herbe de la pampa).

Le bois est constitué de bouleau verruqueux, chêne pédonculé, houx, châtaignier, ainsi de quelques hêtres et pins maritimes. Le sous-bois est pauvre en espèces. Un secteur en creux avec un ancien talus montre un intérêt écologique plus élevé avec la présence de grands chênes et de plusieurs espèces de fougères (scolopendre, fougère mâle, polypode, dryopteris dilaté) et de mousses, malgré la présence de carcasses, bidons, et divers détritiques. On note la présence du rouge-gorge (nicheur potentiel) et d'un terrier de blaireau. L'escargot de Quimper a été recherché mais n'a pas été observé.



Impacts : Emprise d'environ 1ha sur fourrés et boisements, espace de transition entre l'espace rural et la ZA

Mesures d'évitement (préservation), de compensation et d'accompagnement :

- maintien des lisières végétales le long de la voie et autour du site
- élimination des espèces invasives (budleia, herbe de la pampa)





*plateforme béton*



*zone de dépôt de matériaux de remblais colonisée par les herbes de la pampa*



*bois de chêne*



*beau chêne entouré de fourré à ajonc d'Europe et ptéridaie*

### ♦ *Evaluation de l'incidence liée aux emplacements réservés*

Les emplacements réservés n°4 et 5 sont liés à la création de liaisons douces pour rejoindre respectivement la zone 1AUh "Ecole" sur 99 m<sup>2</sup> et le lotissement existant M. Charles. L'emplacement réservé n°4 a son emprise sur une friche sans enjeu écologique significatif.

L'emplacement n°1 est lié à l'aménagement d'une liaison douce entre le futur parc et le lotissement de La Madeleine. L'emprise de 257 m<sup>2</sup> se déroule sur une pelouse et zone artificialisée du lotissement. L'impact est donc insignifiant.

L'emplacement n°3 (268 m<sup>2</sup>) est lié à l'aménagement d'un accès au parc prévu par l'emplacement réservé n°2. Il a son emprise sur une prairie (flore commune) à pommier. Il nécessite la suppression d'un petit tronçon de haie à noisetier et laurier-sauce le long de la rue de Croas ar Guily et de pommiers.

L'emplacement n°2 couvre 5 465 m<sup>2</sup> pour l'aménagement d'un parc paysager. Il permet de préserver et mettre en valeur une coulée verte en plein bourg et de renforcer ainsi la trame verte et bleue du bourg. Il a son emprise sur une friche (ancienne zone déboisée) évoluant vers le fourré, voire le boisement et bordée de haie sur talus à noisetier, châtaignier, houx, chêne pédonculé.

Les espèces constitutives de la friche sont les suivantes :

- prunellier, noisetier, chêne pédonculé, frêne, if, laurier-sauce et laurier palme pour les strates arborées et arbustives
- ronce, fougère aigle, fougère mâle, plantain, patience crépue, digitale, plantain lancéolé... pour la strate basse est

Les oiseaux contactés sont communs mais protégés et potentiellement nicheurs : moineau domestique, grive musicienne, accenteur mouchet, rouge-gorge...

L'emplacement n°6 correspond à l'emprise de la future voie verte départementale entre Châteaulin et la Presqu'île de Crozon.



**Emplacements réservés n°s 1, 2 et 3**

## 6.6 - LA QUALITE DE L'AIR ET DE L'ATMOSPHERE, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LES ENERGIES

### ♦ *La qualité de l'air*

La commune, du fait de sa situation géographique et de l'absence d'industrie et de voie de circulation à fort trafic, bénéficie d'une bonne qualité de l'air.

Les infrastructures de déplacement doux sont préservées et l'implantation d'activités incompatibles avec l'habitat en raison de leurs nuisances sont interdites en zone UH. Aucune activité susceptible de dégrader la qualité de l'air (industrie, trafic automobile...) n'est permise par le PLU.

Les incidences de la mise en œuvre du projet de PLU sur les pollutions atmosphériques sont corrélées au développement de la commune et à l'accueil de population supplémentaire qui provoqueront l'augmentation des principales sources d'émissions existantes à savoir, sur Dinéault : les constructions résidentielles et tertiaires et le trafic routier (RD887 en particulier).

Les besoins en déplacements liés à l'urbanisation peuvent engendrer l'émission de polluants, la production de gaz à effet de serre...

Chaque contribution d'un logement supplémentaire, prise isolément, peut être considérée comme dérisoire, mais c'est l'addition de ces contributions qui peut devenir significative. Nous ne disposons pas d'indicateurs précis permettant de quantifier ces incidences. Cependant, de modestes mesures dans le cadre du PLU sont mises en œuvre (voir chapitre suivant) afin de diminuer la consommation énergétique des constructions. Ces dernières permettront également de limiter les sources d'émissions de polluants atmosphériques.

En revanche, le PLU n'apporte pas de réponse significative quant à la diversification des modes de transports (vers des **modes alternatifs à la route**) en vue d'une contribution à la baisse des GES et à l'amélioration de la qualité de l'air, compte tenu de l'éloignement des infrastructures de transports ferroviaires ou maritimes existantes.

### ♦ *Les énergies et le changement climatique*

*Voir chapitre "5.5 - Prise en compte du Plan Climat Air-Énergie Territorial "*

Les énergies renouvelables qui pourraient permettre d'accroître l'autonomie du territoire présentent un fort potentiel notamment en termes d'énergie solaire. Le développement de ces énergies favoriserait aussi la lutte contre le changement climatique qui est une thématique pouvant impacter directement le territoire : augmentation des inondations par exemple ou au contraire des étiages.

Pour les émissions énergétiques, le levier de réduction est directement lié à la réduction des consommations d'énergie du transport et du bâti. Ce levier est plus facile à mobiliser que le changement des pratiques agricoles dans le cadre de l'élaboration d'un PLU. Il est ainsi précisé dans les OAP qu'une orientation ouest et sud des habitations est à privilégier afin de profiter d'une exposition au soleil avantageuse.

Le maintien de la trame verte et bleue est un enjeu important car ses éléments participent au stockage du CO<sub>2</sub>.

L'équilibre général du PLU traduit cette préoccupation.



Le parc éolien de Menez Braz regroupe 4 générateurs d'une puissance unitaire de 2 MW, soit une puissance totale de 8 MW. Aucun projet de parc éolien ou photovoltaïque n'est envisagé à ce jour sur la commune.

La filière Bois – énergie, avec le dispositif Breizh Bocage et Breizh Forêt Bois, constitue une autre source d'énergie renouvelable présentant des potentialités de développement sur le territoire. Aussi, afin de permettre l'exploitation maîtrisée du bois, le PLU ne classe en EBC que les boisements qui ont un rôle écologiques, paysagers et anti-érosifs significatifs.

En outre, l'identification du bocage existant sur la commune de Dinéault au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme favorisera la filière bois. Cette mesure permet la préservation, le renouvellement et une meilleure gestion du bocage, sans contrainte sur son entretien courant. Cet outil de valorisation du bocage environnementale et paysagère permet également de valoriser le bocage en tant que matière première de la filière renouvelable bois-énergie.

Le développement de la commune et l'accueil de population supplémentaire provoqueront une augmentation (mesurée compte tenu du rythme de développement) de la consommation d'énergie.

Les orientations du PLU visent à réduire cet impact, notamment à travers la politique de l'habitat avec :

- l'obligation pour les constructions neuves de répondre au label RT2020 au 1er janvier 2021 dont l'objectif est le suivant : toute nouvelle construction devra produire davantage d'énergie qu'il n'en consomme. Cet objectif repose sur le principe des bâtiments à énergie positive (BEPOS). Ces logements affichent une consommation énergétique minimale qui sera, par la suite, compensée par le recours aux ressources renouvelables. Cette RT 2020 cible le zéro gaspillage énergétique et la production d'énergie.
- des prescriptions sur l'orientation des constructions dans les orientations d'aménagement et de programmation pour favoriser les apports solaires et limiter ainsi le recours aux énergies pour la production de chaleur,
- l'autorisation de l'installation d'ouvrages de production d'énergie renouvelables (individuels ou mutualisées entre plusieurs habitations ou encore pour les équipements publics) ; les règles architecturales du règlement des zones UH et 1AUh précisent bien que ces éléments pourront être intégrés dans les constructions, afin d'optimiser la réalisation de constructions bioclimatiques.
- la mitoyenneté des constructions à privilégier permettant un gain de la consommation énergétiques des ménages : ainsi, les pignons seront généralement aveugles pour permettre la mitoyenneté (toutefois des ouvertures peuvent être autorisées pour des raisons de luminosité).

Le PLU encourage le recours aux énergies renouvelables mais est très peu prescriptif en terme de développement durable (matériaux, implantation, équipements de production d'énergie...). L'élaboration du Plan Climat Air Énergie Territorial engagée par la CCPCP devrait pallier ce manque de données et permettre la construction d'un programme d'actions concrètes.

Ces orientations rendent le PLU compatible avec le SRCAE et le PCAET du Département. Un PCAET à l'échelle intercommunale (en cours) permettra de prendre de façon plus précise les enjeux de la transition énergétique. Les objectifs de ces documents sont décrits dans le diagnostic du rapport de présentation.

### ♦ **Mobilité**

Une stratégie globale (notamment en termes de pistes cyclables et de transports collectifs) est développée à l'échelle de l'intercommunalité.

Dinéault appartient en effet à un territoire polarisé par la ville de Châteaulin qui concentre la majorité des pôles générateurs de déplacements. L'offre de transports collectifs est limitée ; elle ne couvre qu'une minorité des besoins (les scolaires principalement) mais bénéficie d'un service de Transport à la demande (TAD) de la CCPCP relié au réseau de transport en commun (Penn Ar Bed du Conseil départemental) au départ de Châteaulin. Cette problématique n'a pas traduction réglementaire dans le PLU.

Le projet de PLU vise à améliorer la fluidité des déplacements sur la commune en favorisant l'usage des modes de déplacement doux entre les quartiers d'habitat. Ce projet se traduit par des actions concrètes, à savoir l'identification d'emplacements réservés pour des liaisons douces dans le bourg (4), la prise en compte des déplacements piétons dans les OAP.

Par ailleurs, la commune bénéficie d'un maillage important de sentiers de randonnée au niveau des sites emblématiques en particulier (Menez Hom, Bois du Chap...) que le PLU ne remet pas en cause.

Il existe un projet départemental de Véloroute au niveau de la RD 887 pour relier la presqu'île de Crozon dont le tracé fait l'objet d'un emplacement réservé dans le PLU.

## 6.7 - LA PREVENTION DES POLLUTIONS, DES RISQUES ET DES NUISANCES

### ♦ **Les risques naturels et technologiques**

Les différents risques naturels et technologiques auxquels la commune est soumise ont été énumérés dans le diagnostic du PLU.

Le **risque sismique et le risque de mouvement de terrain** sont faibles sur le territoire communal. Le projet de PLU n'aura pas d'incidence sur l'exposition de la commune à ces risques.

Le **risque "inondation"** est pris en compte dans le projet (cf. règlement graphique) via :

- ✓ le recensement des talus
- ✓ le recensement des cours d'eau et zones humides (en cours) qui appartiennent à la zone inconstructibles.
- ✓ l'absence de zones constructibles en zone inondable ou de submersion marine
- ✓ la gestion des eaux pluviales à l'échelle du bourg, qui favorise l'infiltration dans les sols et la rétention des eaux de façon à ne pas augmenter le débit des cours d'eau.



Le projet de PLU participe à la lutte contre les **risques incendies** avec l'arrêt de l'urbanisation en forme de mitage.

Il n'y a pas de site BASOL (pollution des sols ou des eaux) sur le territoire de Dinéault. Un seul site est répertorié **BASIAS** (anciens sites industriels ou d'activités de services susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement) sur la commune. Il s'agit d'une ancienne déchèterie à l'ouest du bourg (hors périmètre constructible) ; il n'appartient pas au PLU de gérer les éventuelles actions de dépollution concernant ce site.

Le règlement autorise les installations classées pour la protection de l'environnement selon certaines conditions : elles doivent correspondre à des besoins liés à la vie quotidienne et à la commodité des habitants et elles doivent mettre en œuvre des dispositifs limitant les risques et les dangers éventuels. Par ailleurs, les extensions et les modifications sont possibles sous réserve de ne pas aggraver les dangers et les nuisances et d'être compatible avec leur environnement. Ces prescriptions permettent de limiter les nuisances et le risque industriel tout en permettant le développement de la mixité fonctionnelle, nécessaire notamment à la réduction des besoins de déplacement et à l'amélioration du cadre de vie.

Le PLU n'a aucun effet négatif sur la santé humaine en terme de qualité des eaux.

Aucun périmètre constructible n'est concerné par des **servitudes d'utilité publique liées à des nuisances** (ligne électrique HT, zone d'effet de canalisation de transport de gaz...). Les futures zones constructibles en particulier ne sont concernées par aucune servitude d'utilité publique. Elles n'engendreront pas non plus de servitudes supplémentaires.

Globalement sur le moyen et long terme, le **réchauffement climatique** produira certainement une évolution des milieux et de leur biodiversité. Avec toutes les incertitudes actuelles dues à la complexité des phénomènes, les évolutions concernant Dinéault pourraient être par exemple :

- une évolution des zones humides et inondables liée aux phénomènes de précipitations intenses,
- un risque d'érosion des secteurs accidentés et en particulier des versants pentus des vallées, au moins ponctuellement ; il s'agit de secteurs strictement inconstructibles dans le PLU (zones Na) et protégés lorsqu'ils sont boisés (EBC),
- une accentuation des phénomènes d'inondation en bordure de l'Aulne et ses affluents,
- la modification des déplacements d'espèces et de leurs aires de répartition,
- ...

#### ♦ Les déchets

La commune bénéficie d'un système de collecte des déchets géré par la Communauté de communes.

L'apport de population nouvelle lié au PLU (prévision à 135 personnes maximum d'ici 10/15 ans) pourra largement être pris en compte par les équipements intercommunaux existants ou à venir.

Le futur PLU propose dans les OAP "habitat", l'aménagement de secteur de compostage individuel ou semi-collectif, ainsi que le positionnement des points de récolte facilitant la collecte des ordures ménagères. En outre une palette végétale locale en accompagnement des constructions à venir pour favoriser la biodiversité mais aussi pour limiter la végétation à croissance rapide ou envahissante dont la taille répétée augmente le volume de déchets verts.

#### ♦ **Les nuisances acoustiques**

Il est difficile d'anticiper sur les éventuelles nuisances sonores liées à l'arrivée de nouvelles activités dans la zone Ui de Ty Vougeret. Toutefois, la zone Ui étant située hors agglomération et zone d'habitat, l'enjeu acoustique est très faible.

La zone 1AUi situé en continuité du bourg ne pourra accueillir que des activités compatibles avec l'habitat.

Par conséquent, le PLU n'augmente pas la population soumise aux nuisances acoustiques autres que les éventuels problèmes de bruit liés aux troubles de voisinage, sur lesquels il peut être difficile d'intervenir.

## **6.8 - LES INCIDENCES SPECIFIQUES DU PLU SUR LE PAYSAGE**

### **Rappel des enjeux paysagers du PLU / incidences du PLU sur les paysages**

- Enjeux : Conforter et densifier le bourg de Dinéault et stopper l'urbanisation linéaire le long des axes principaux (ex : Rue de la Tour d'Auvergne, Rue de la Croix du Guilly, Rue de la Déesse Brigitte)
  - Le PLU de Dinéault permet par son plan de zonage d'urbaniser en priorité les dents creuses présentes dans le bourg et en cause dans la perception d'un bourg au tissu urbain lâche et éclaté.  
En ce sens, les trois seules zones 1AUH du PLU (et soumises à OAP) sont prévues en densification (zones « Ecole », « Poul toussec », « cimetière»). L'unique zone 1Aui est également prévue en densification, entre le front urbain sud-est et la zone bassin de rétention / bassin tampon des eaux usées.
  - Par leurs orientations d'aménagement proposées, les OAP participent à conforter la cohérence bâtie du bourg en favorisant des implantations des nouveaux bâtis « sur rue » (et non déconnectée, au centre de la parcelle). Ce type d'implantation permettra de renforcer « l'urbanité » du centre-bourg.
- Enjeux : Favoriser l'accueil d'artisans dans le bourg
  - En entrée sud-est du bourg (Rue de la Tour d'Auvergne), une zone 1Aui est prévue au PLU afin de répondre à cet enjeu de favoriser la présence d'artisans au centre-bourg et en cela de continuer à participer à la vie et au dynamisme du centre-bourg.

- Préserver les corridors écologiques d'intérêt local
- Les OAP prévoient pour toutes les nouvelles zones 1AUh et 1AUl sur lesquelles de nouvelles constructions sont prévues à court terme que le maillage bocager existant soit conservé ou bien que de nouvelles haies vives soient plantées. L'ensemble de ces zones à bâtir rempliront ainsi ce double enjeu d'intégration paysagère du nouveau bâti dans le paysage urbain et agricole, mais aussi de confortement des trames vertes et bleues locales.
- Préserver les points de vue identitaires.
- A l'échelle des zones à bâtir (1AUh), l'organisation des voies de desserte (notamment sur l'OAP n°1 « Ecole »), permet de cadrer et conserver les vues sur le lointain et les éléments naturels identitaires (Run Braz, Run Bihan)
- Notons que le point de vue identitaire sur le Ménez Hom depuis l'entrée Nord-Ouest du bourg et permettant de situer le bourg dans son grand paysage remarquable (Rue de la Déesse Brigitte) relevé au PADD, n'est pas préservé par le plan de zonage.

→ Améliorer les entrées et les traversées du bourg

- La densification urbaine du bourg par la valorisation des dents creuses participera à conforter l'armature urbaine, rendre plus cohérent le parcours au sein du bourg et affirmer le rôle de centre (commerces et zone de rencontre) de la Place de l'église.
- L'accompagnement des limites séparatives 1AUh par la plantation de haies vives (basse ou haute en fonction du rapport souhaité avec l'espace public) permettra de structurer un paysage urbain d'aspect parfois « éclaté »
- Le traitement qualitatif des espaces publics en faveur des déplacements actifs (notamment du parking de l'église, de l'entrée « routière » Rue de la Croix du Guilly) a été relevé au PADD. Cependant ni le plan de zonage ni le règlement ne permettent d'aller plus en avant sur le sujet. La commune devra développer par la suite cet enjeu fort de son PADD, au travers des études spécifiques pré-opérationnelles puis opérationnelles (à l'aide des compétences d'un BE paysagiste-urbaniste)
- Le plan de zonage a permis, au travers d'emplacements réservés, de développer à l'avenir des liaisons douces entre quartiers existants du bourg et nouveaux secteurs à urbaniser (ex : secteur 1AUh n°1 « Ecole »)

→ Préserver et valoriser les grands sites naturels

- Des cônes de vue sur le grand paysage des Run et du Ménez Hom ont été relevés dans le cadre du PADD comme éléments identitaires à préserver. Par ailleurs le plan de zonage a délimité l'ensemble des sites (Run Bras, Run Bihan, Ménez Hom, Bois du Chap) en NZh, Na ou Ns permettant leur protection.

## 7 - LES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

La loi Engagement National pour l'Environnement, renforcé par la loi ALUR, précise que les communes doivent procéder à une évaluation de leur Plan Local d'Urbanisme. Au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans, à compter de la délibération portant approbation ou de la dernière délibération portant révision du PLU, la commune doit analyser les résultats de l'application du PLU notamment du point de vue de l'environnement et de la maîtrise de la consommation des espaces.

Le tableau ci-après permet de préciser les indicateurs qui permettront de procéder à son évaluation au regard des objectifs formulés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable et des objectifs de limitation de la consommation d'espace et de respect de l'environnement.

Le diagnostic du Rapport de présentation du PLU nous permet de donner un état des lieux. Les modes de calcul des données étant cependant variables, il serait souhaitable de mettre en place un tableau de bord communal, alimenté annuellement en coordination avec les autres collectivités, et permettant de mesurer les évolutions.

	Nature de l'indicateur	Unité	Fréquence proposée	Source des données	Travail en interne (1) ou externe (2)
Indicateurs	<b>Indicateurs liés à l'urbanisme et au logement</b>				
	Consommation d'espace	ha	annuelle	Commune Observatoire des Territoires /données Sitadel (Etat) CCPCP	1 ou 2
	Evaluer le nombre de nouveaux logements et de nouveaux emplois Somme des surfaces urbanisées Densité moyenne d'habitants	Nb de logement Nb d'emplois ha Habitants/ha	annuelle	Commune INSEE Observatoire des Territoires /données Sitadel (Etat) CCPCP	1 ou 2
	Evaluer la diversité des logements : - résidences principales, - logements collectifs - logements sociaux	- % collectif et intermédiaires - % logements communaux - % logements sociaux -	annuelle	Commune Observatoire des Territoires /données Sitadel (Etat) CCPCP	1 ou 2

Indicateurs liés aux activités économiques				
Superficie de terres agricoles	m²	Tous les 3 ans	Chambre d'Agriculture du 29	
Proportion de commerces et locaux d'activités tertiaires	Nb commerces Nb d'emplois	annuelle	Commune CCI Registre du commerce	1 ou 2
Indicateurs liés à la mobilité				
Déplacement	m	Tous les 3 ans	Commune CCPCP	1

## 8 - CONCLUSION

La démarche d'évaluation environnementale a permis la mise en œuvre de mesures d'évitement dans la majorité des cas et de mesures de réduction des impacts sur les zones à urbaniser ou comportant des activités à maintenir, lorsqu'aucune alternative n'existe, intégrées aux projets et en cohérence avec un aménagement d'ensemble. Les incidences attendues étant prises en compte dans les règlements graphiques et écrits, aucune mesure compensatoire n'est envisagée.

Il n'y a pas eu de nécessité à mettre en œuvre des mesures de compensation. Il a été constaté :

- Une bonne prise en compte des enjeux environnementaux à différentes échelles dès l'amont du projet de PLU ;
- Une démarche itérative considérant et conciliant le projet et les sensibilités environnementales et paysagères au fur et à mesure de son élaboration
- l'absence d'impacts du projet de PLU sur l'état de conservation des sites Natura 2000 concernés
- la compatibilité des préconisations des zonages d'assainissement eaux usées et eaux pluviales avec les objectifs de bon état écologique des masses d'eau.

Les mesures de réduction, permettant de minimiser les impacts du projet, sont traduites règlementairement et pré-opérationnellement dans les OAP. Ce projet ne présente pas d'incidences notables sur l'environnement outre celles, lorsqu'aucune alternative n'existait, qu'il a pu minimiser et intégrer au projet lui-même, en cohérence avec un aménagement d'ensemble.

Au regard de la superficie limitée ouverte à l'urbanisation dans le cadre du présent Plan Local d'Urbanisme, ce dernier n'est pas considéré comme «susceptible d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, compte tenu notamment de la superficie du territoire auquel il s'applique, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'il autorise et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés» ;

## 9 – RESUME NON TECHNIQUE

### 9.1 – LE CONTEXTE COMMUNAL ET LES ENJEUX ISSUS DU DIAGNOSTIC

La commune de Dinéault est située dans le Finistère, à quelques kilomètres au nord-ouest de Châteaulin. Elle fait partie de la Communauté de Communes de Pleuben-Châteaulin-Porzay et du Parc Naturel Régional d'Armorique. Elle présente à son extrémité Ouest le Ménez Hom, l'un des points les plus élevés de la Bretagne, et dont le sommet culmine à 330 m. Située en bordure de l'Aulne, dont une partie estuarienne, Dinéault est une commune littorale.

La commune de Dinéault a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme sur son territoire par délibération en date du 15 octobre 2015. Les objectifs poursuivis sont :

- permettre à Dinéault de se développer de façon maîtrisée dans l'enveloppe urbaine actuelle, favoriser la densification et la mixité sociale, limiter la consommation foncière des espaces naturels et agricoles, permettre l'expression d'une agriculture et d'un tourisme durable, respectueux des continuités écologiques, préserver les paysages...
- mettre le PLU en adéquation avec le SCoT du Pays de Châteaulin et du Porzay approuvé le 8 juin 2016.

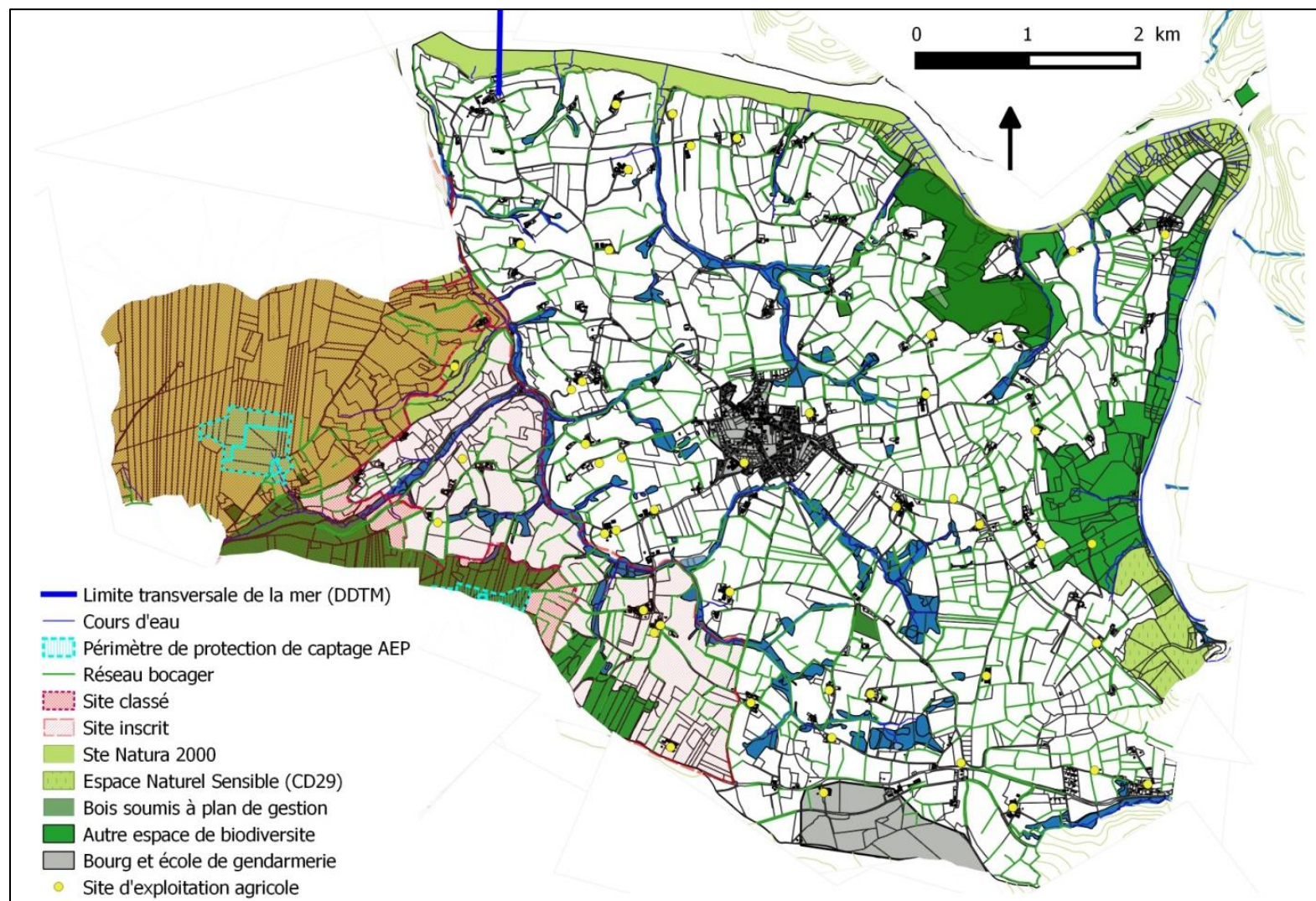
La commune de Dinéault étant membre de la Communauté de Communes de Pleyben Châteaulin Porzay, c'est cette dernière qui conduit la procédure d'élaboration du PLU suite au transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme, Carte Communale et documents en tenant lieu à la communauté de communes au 1er janvier 2018. La commune est couverte par le SCoT du Pays de Châteaulin

La commune s'étend sur une superficie de 4 596 hectares, dont 2 640 hectares de Surface Agricole Utilisée soit 57 % de la commune. A l'exception des crêtes de roche dure et des versants abrupts boisés, la majeure partie du territoire est cultivée ou occupée par des pâtures. L'élevage est dominant. La commune est caractérisée par une activité agricole dynamique, avec 33 exploitations professionnelles. Le remembrement a ouvert le paysage en supprimant les talus ; il reste cependant un linéaire de 215 km de talus sur le territoire.

Les boisements occupent 15% de la surface communale, localisés essentiellement dans la vallée de l'Aulne et du Garvan. Les bois de résineux du Ménez Hom, ont été plantés au XIX e siècle, sur les landes.

La commune de Dinéault bénéficie de protections réglementaires : zone Natura2000, sites inscrit et classé.... Par ailleurs, l'urbanisation est restée majoritairement concentrée au bourg au fil des années, laissant l'espace rural, ponctué de nombreux hameaux, à l'activité agricole.

## Les principaux enjeux environnementaux



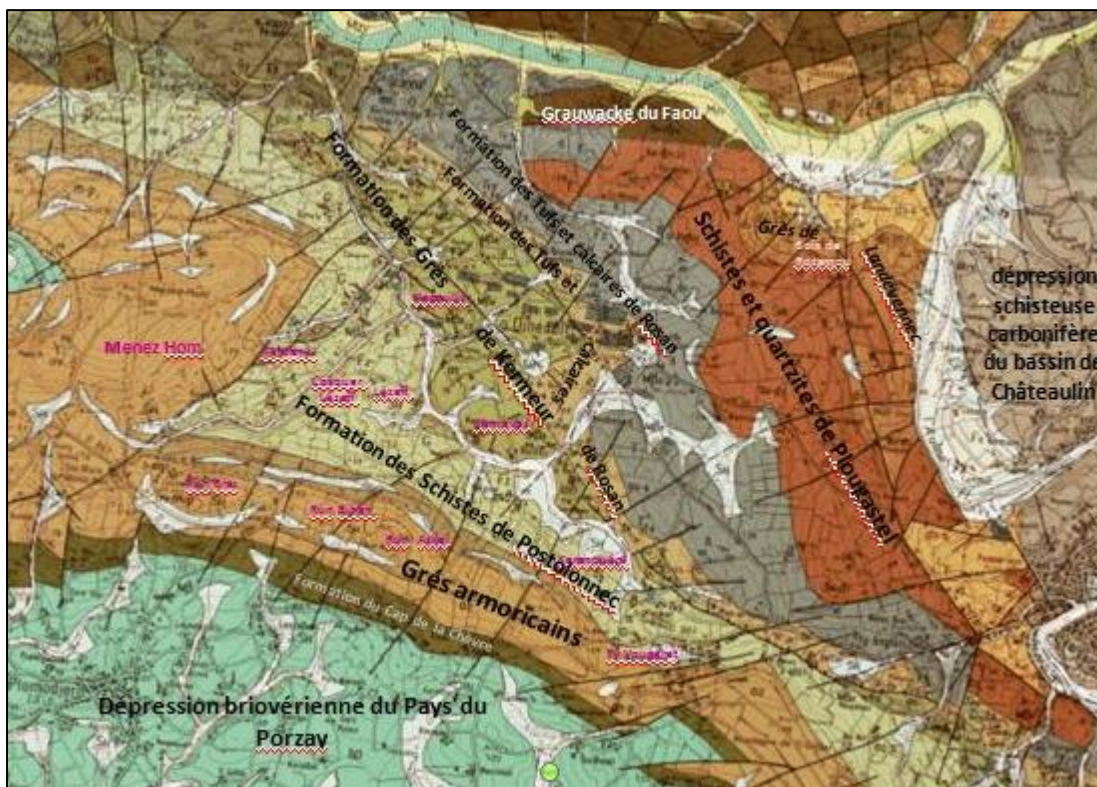


## 9.2 – LE DIAGNOSTIC TERRITORIAL

### 9.2.1– Les caractéristiques écologiques et paysagères du territoire

#### Le milieu physique

Le territoire de Dinéault correspond à un ancien massif montagneux, caractérisé par une relation étroite entre le relief et les formations géologiques (Carte et notice BRGM de Châteaulin, 1999. Plusquellec et Al.). Les hauteurs sont liées à des roches dures, peu sensibles à l'érosion, tandis que les dépressions se sont créées au profit de roches tendres.



Au nord et à l'est, l'Aulne développe ses méandres au pied de la crête du Menez Hom à l'extrémité occidentale de la chaîne des Montagnes Noires. Le Menez Hom culmine à 330 mètres d'altitude, constituant ainsi un des grands belvédères bretons.

Les versants des affluents de l'Aulne s'écoulent dans des vallées aux flancs abrupts et généralement boisés, qui s'accroissent encore à l'approche des nombreux axes de talweg entaillant le relief.

Les affluents de l'Aulne segmentent ces reliefs. La vallée du Garvan forme ainsi une véritable limite physique au site du Menez Hom.

*Extrait de la carte géologique harmonisée du Finistère, BRGM*  
**La ressource en eau**

Dinéault appartient au bassin versant de l'Aulne, d'une superficie de 1892 km<sup>2</sup>. L'Aulne prend sa source dans les Côtes d'Armor et rejoint l'espace maritime via la Rade de Brest. Il est canalisé sur la moitié de sa longueur (à partir de Landeleau) pour former le canal de Nantes à Brest (achevé en 1829). L'Aulne reçoit un soutien d'étiage de la retenue de Brennilis situé dans les Monts d'Arrée.

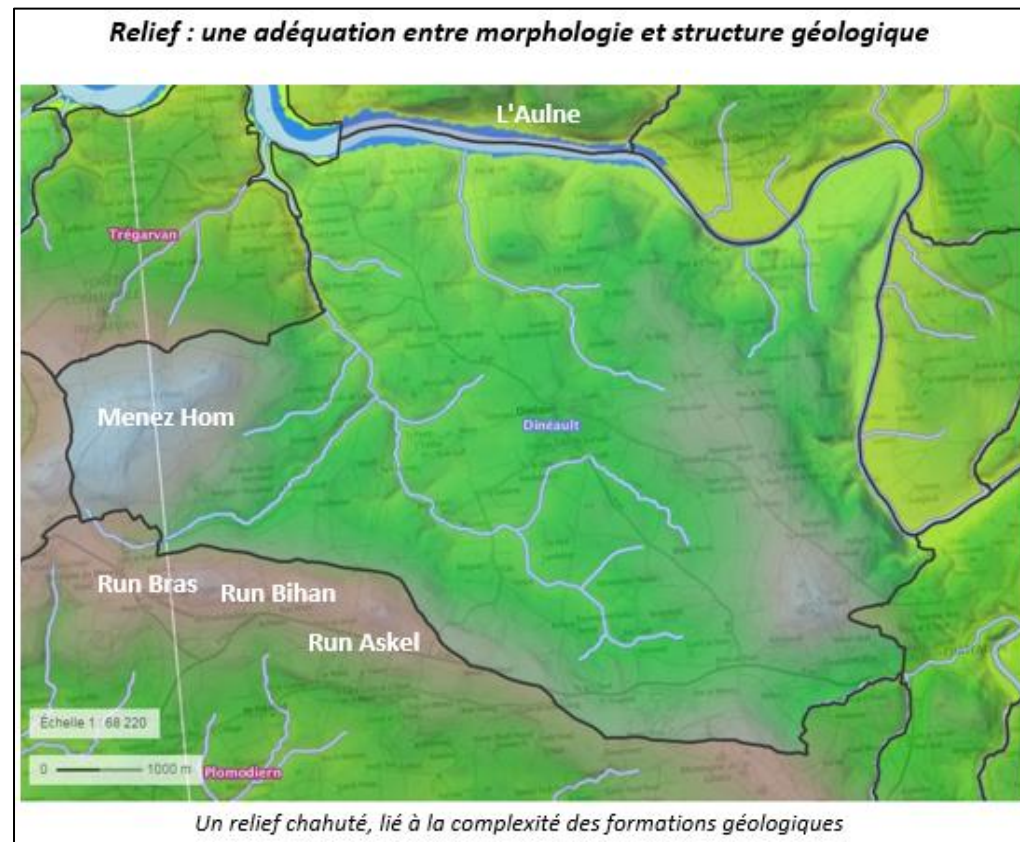
Dinéault appartient en particulier à la partie estuarienne de l'Aulne qui s'étend de l'écluse de Guily-Glaz à Port Launay (dernière et seule écluse maritime du canal) à la rade de Brest (sur une longueur de 27 km pour un bassin versant de 107 km<sup>2</sup>).

Le territoire communal est couvert par le SAGE de l'Aulne, approuvé le 1er décembre 2014.

Les principaux cours d'eau de la commune de Dinéault sont :

- l'Aulne qui forme la limite communale nord et est
- le ruisseau du Garvan, affluent de l'Aulne forme la limite communale nord-ouest ; le bassin versant couvre 1 920 ha sur les communes de Dinéault, Plomodiern, Trégarvan, constitué d'un ruisseau principal orienté sud-est/nord-ouest et de nombreux affluents naissant assez haut sur les versants)
- le ruisseau de Roudou Hir, affluent de l'Aulne, qui s'écoule au nord de la commune

Le bassin versant du Garvan est principalement agricole (80% du bassin versant), avec un réseau bocager lâche.

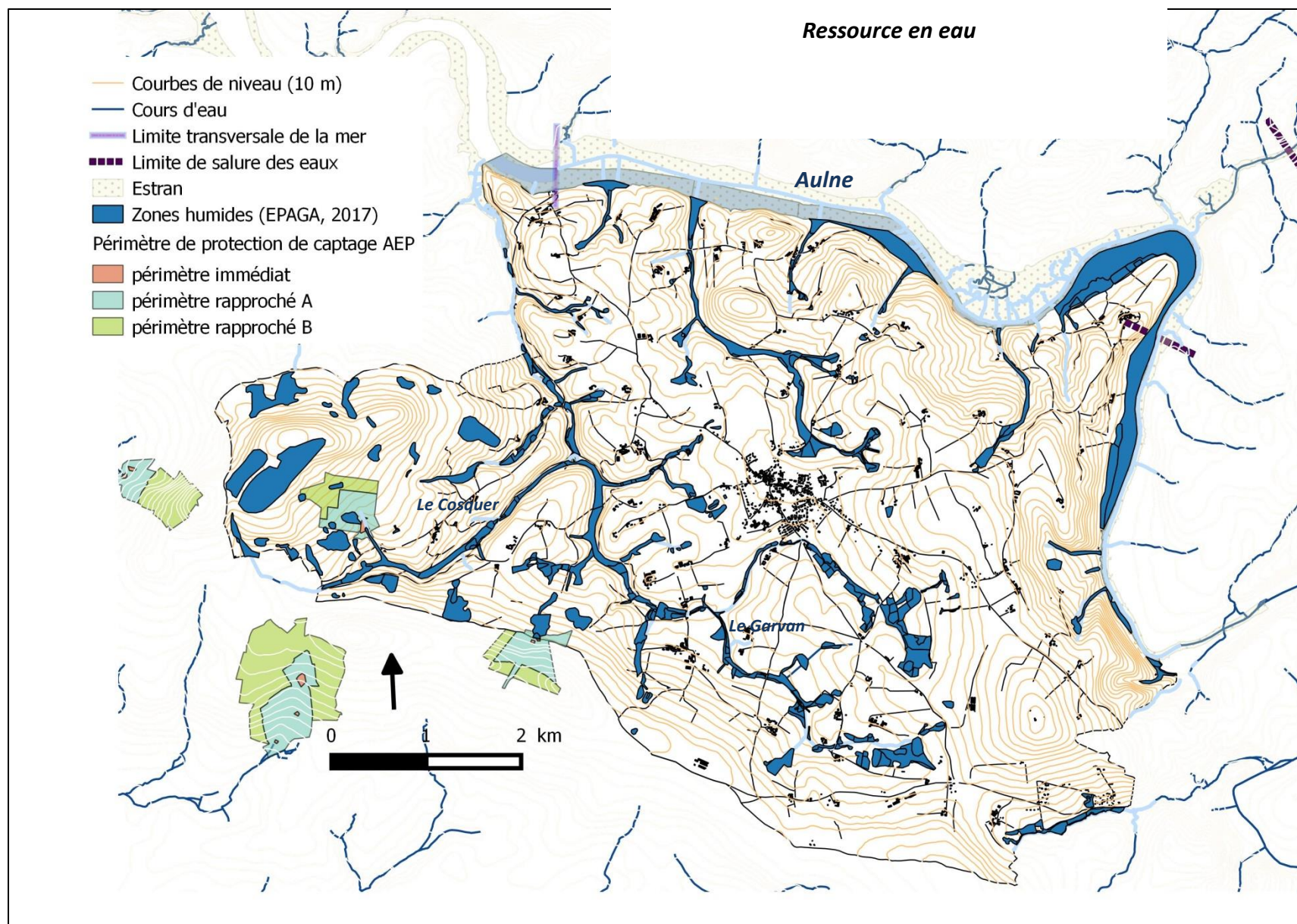


Les têtes de bassin sont peu pentues et peu étendues au sud, notamment dans le secteur de Ty Vougeret. Les versants caractérisés par une pente forte, voisine de 10%, s'accroissent encore à l'approche des nombreux axes de talweg entaillant le relief.

L'inventaire communal des zones humides a été réalisé en 2017 (X. Hardy, 2017. *Inventaire et caractérisation des zones humides de la commune de Dinéault*. EPAGA).

La commune de Dinéault est concernée par les périmètres de protection de captage destinés à l'alimentation en eau potable (AEP) de Kergaoc et de Lesaff (arrêté de DUP du 13/01/1998 modifié le 22/10/2007), ainsi qu'une partie des périmètres des captages de Toul ar Gloët et Brigneun en Trégarvan (avis hydrogéologues du 16/01/2006, 30/01/2006, 22/11/2011). Ces périmètres figurent sur la carte ci-après.



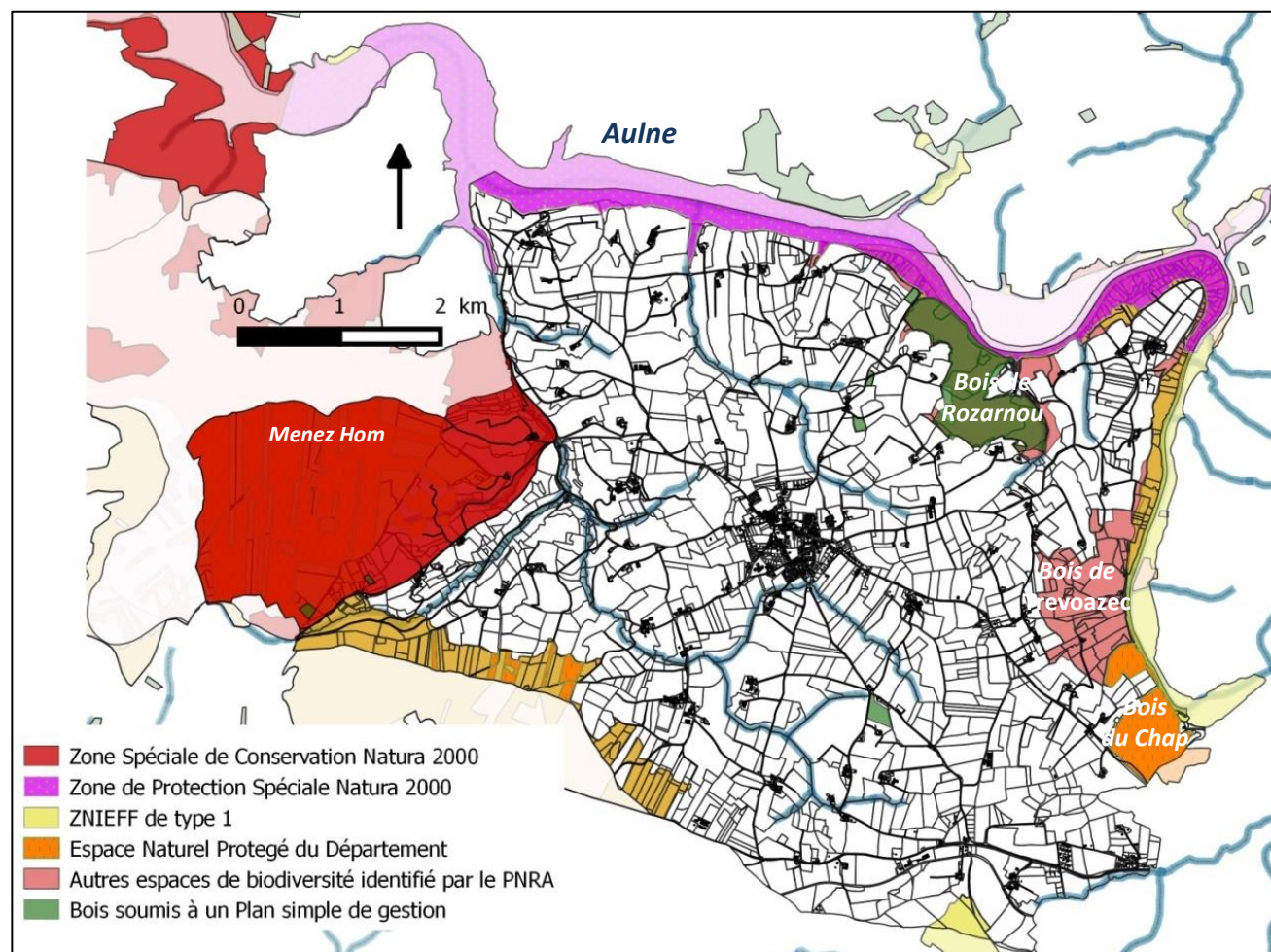


## Le patrimoine remarquable

La commune de Dinéault dispose d'un patrimoine naturel exceptionnel avec en particulier la vallée de l'Aulne et le Menez Hom mais aussi les boisements, les haies, les zones humides du reste du territoire ....

L'Aulne joue un rôle très important pour l'hivernage de l'avifaune migratrice (populations d'importance nationale) et pour de nombreuses espèces marines qui viennent s'y reproduire. Le maintien d'une qualité d'eau acceptable est primordial pour toutes ces espèces.

Le Menez Hom présente d'importantes surfaces de landes et de tourbières. Le bois du Chap se distingue par sa diversité en bryophytes (mousses).



*Outils de connaissance, protection et gestion du patrimoine naturel remarquable de Dinéault*



## Natura 2000

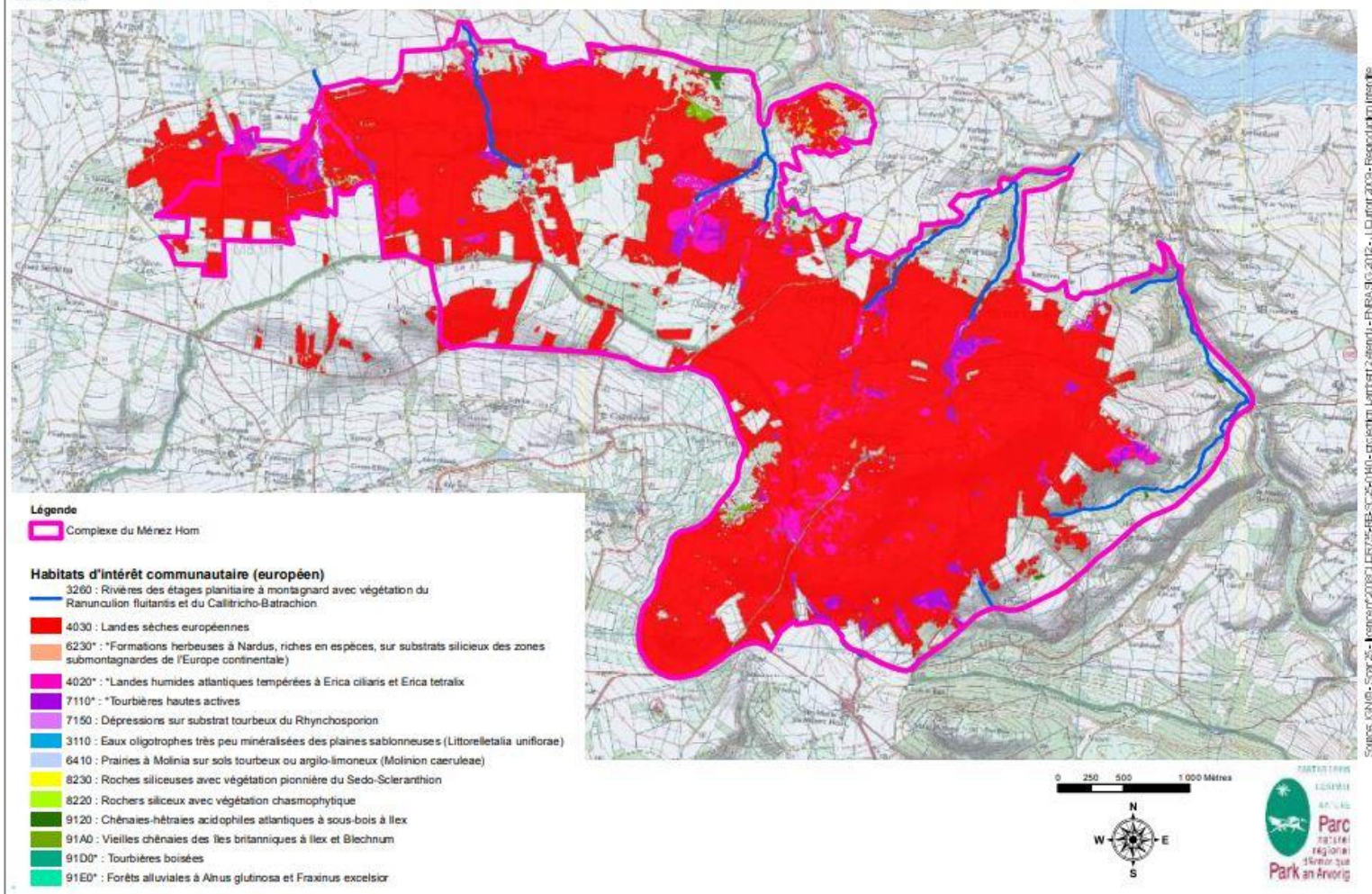
Dinéault est directement concernée par :

- la zone spéciale de conservation (ZSC) "Complexe du Menez Hom"
- la zone de protection spéciale (ZPS) "Rade de Brest, baie de Daoulas, anse du Poulmic"

La ZSC du Menez Hom forme un espace naturel de 1830 ha s'étendant sur les communes de Dinéault, Argol, Plomodiern, Saint-Nic et Trégarvan. Il s'agit d'un vaste complexe dominé par les landes mésophiles (1 057 ha) et landes sèches (81 ha) sur affleurement rocheux siliceux, associées aux landes humides tourbeuses, tourbières de pente, d'intérêt écologique majeur abritant un nombre important d'espèces à forte valeur patrimoniale. Les landes et broussailles représentent 72 % de sa surface et les pinèdes 15%. Les habitats déterminants sont : les landes sèches et mésophiles (habitat 4030), les landes humides, les tourbières et les milieux oligotrophes3 (habitats 4020\*, 7110\*, 7150 et 6410), la végétation des rochers (habitats 8220 et 8230), ainsi qu'une **chênaie particulière présente dans seulement trois sites Natura 2000 en France (habitat 91A0 : Vieilles chênaies des îles Britanniques à Houx et Fougère pectiné).**

Le Docob (Document d'objectifs Natura 2000 site FR5300014 "Complexe du Menez Hom - Argol") du site fait état du bilan suivant :

*De manière générale, le développement des boisements au détriment des habitats d'intérêt communautaire ouverts entraîne une dégradation de leur état de conservation (vieillissement, eutrophisation, transformation), à plus ou moins longue échéance. Il entraîne également la perte de milieux de vie pour des espèces protégées, en voie de raréfaction ou emblématiques des landes. Néanmoins, la présence éparse des pins ou de quelques bosquets de pins peut également être un facteur de diversification de la faune, en offrant des conditions favorables à quelques espèces. Il ne s'agit donc pas d'éradiquer les pins maritimes sur toute la surface du massif, mais de limiter son expansion naturelle sur les milieux de type lande. Sans ce contrôle, l'évolution du site ira à terme vers la banalisation des milieux, des paysages et de la biodiversité qui y est associée. Il s'agirait donc, en termes d'orientations opérationnelles, de faire porter l'effort de restauration des habitats d'intérêt communautaire sur les zones boisées, hétérogènes, inexploitable ou exploitable à perte (boisements plantés en situation d'échec et zones naturellement ensemencées). Les boisements gérés et valorisables d'un point de vue économique, inclus dans le périmètre Natura 2000, seraient quant à eux laissés à leur vocation sylvicole.*



Sources : IGN, S. 2015 - Inventaire des habitats d'intérêt communautaire - Parc naturel régional d'Armorique - 2015 - J. Durand 2015 - Révision des données

Site inscrit et classé (cf. cartographie, page 7)

Au titre des articles L.341-1 à L.341-22 du code de l'environnement, le Menez Hom est :

- site inscrit (2 235 ha) par arrêté du 25 juillet 1965
- site classé par décret du 14 octobre 2004 (1 840 ha)

### Les Zones Naturelles d'intérêts Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Dinéault est concernée par les ZNIEFF de type 1 :

- marais de l'Aulne maritime autour de la pointe de Rosconnec
- landes et tourbières du Menez Hom
- landes et tourbières des Run Braz, Run Bihan et Run Askel
- Menez Kerque — montagne Saint-Gildas

### Zones d'intérêt pour la Conservation des oiseaux (ZICO)

Le territoire de Dinéault accueille la ZICO "Baie de Daoulas - Anse du Poulmic".

### L'inventaire des tourbières

Les tourbières sont définies comme des zones humides possédant une végétation productrice et accumulatrice de tourbe. La tourbe correspond à un ensemble de végétaux, plus ou moins décomposés, qui se sont accumulés dans un milieu humide. Il existe plusieurs types de tourbières (au moins neuf), sur le site Natura 2000 "Complexe du Menez Hom – Argol" (cf. ci-après) : lande tourbeuse, tourbière boisée, tourbière haute active, etc... (source étude FCBE de 2003).

### Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) du Département

Le site du Menez Hom et le Bois du Chap appartiennent à la zone de préemption du Conseil départemental au titre des ENS.

**La propriété départementale du site du Menez Hom couvre 400 ha.** Le Conseil départemental le met en valeur en partenariat avec les collectivités locales : plan de défense contre l'incendie, protection des pelouses sommitales, canalisation du public, gestion des tourbières et surveillance du site en lien avec le Parc Naturel Régional d'Armorique, mise en place de mesures agro-environnementales (pâturage et fauche).

Située en surplomb de la vallée de l'Aulne, la **propriété départementale du bois du Chap** couvre 64,31 ha sur le territoire des communes de Châteaulin et de Dinéault. Il est placé sous le contrôle de l'Office Nationale des Forêts et fait l'objet d'un plan de gestion forestière qui vise à maintenir une futaie irrégulière par pieds d'arbres, à diversifier les peuplements forestiers, à maintenir des îlots de sénescence, à contenir le sapin pectiné et à lutter contre les espèces invasives (rhododendron notamment).

**La réserve associative du marais de Rosconnec** est localisée en majeure partie sur la rive gauche de l'Aulne et couvre 53 ha. Elle est formée de roselières et de prairies inondables, qui constituent une halte migratoire du phragmite aquatique. Cette espèce inscrite en liste rouge mondiale de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) où elle est classée « vulnérable ». Copropriété de Bretagne Vivante et du Département du Finistère (Espaces Naturels Sensibles), elle est gérée par Bretagne Vivante. Les actions de gestion combinent travaux hydrauliques, pâturage hivernal et fauche printanière.



Le plan simple de gestion (PSG) et le Code des Bonnes Pratiques Sylvicoles (CBPS) (cf. page 26)

Le bois de Rozarnou et la plantation de châtaignier de Rosconnec (privés) d'une surface globale supérieure à 25 ha sont soumis à un PSG.

Quelques petits boisements (souvent des plantations) adhèrent au Code des Bonnes Pratiques Sylvicoles.

Pour rappel, dans le Finistère, les défrichements dans les bois d'une superficie inférieure à 2,5 hectares sont dispensés de la procédure d'autorisation définie à l'article L.311-1 du Code Forestier

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE Bretagne)

Dinéault appartient au Grand Ensemble de Perméabilité (GEP) n°6 du SRCE Bretagne qui s'étend de la presqu'île de Crozon à l'Aulne. Ce territoire correspond à un corridor écologique linéaire d'intérêt régional, entre le littoral (presqu'île de Crozon) et l'intérieur des terres (Montagnes noires). Il présente une connexion des milieux naturels élevée. La pression d'urbanisation et d'artificialisation y est faible à forte, avec un gradient croissant vers l'extrémité de la presqu'île. La RD887 au sud de la commune correspond à une voie de communication fracturante.

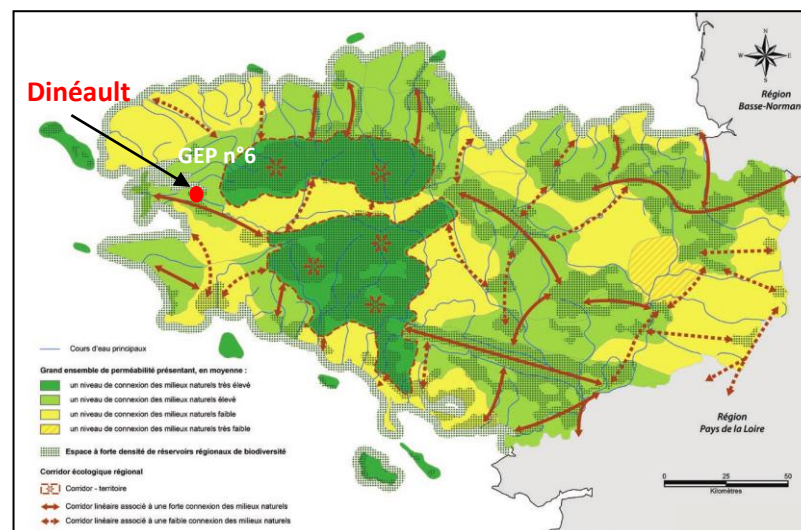
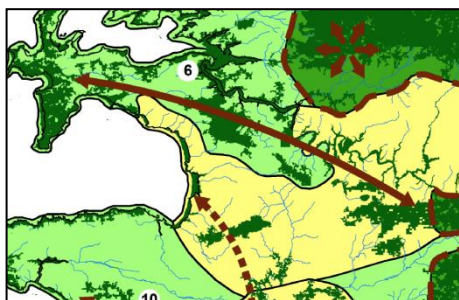
La prise en compte de la TVB dans le cadre de l'urbanisation et des infrastructures linéaires correspond aux actions prioritaires suivantes :

D13.1 : Élaborer des documents d'urbanisme, conjuguant sobriété foncière et prise en compte de la trame verte et bleue.

C9.2 : Préserver et restaurer les zones humides, les connexions entre cours d'eau et zones humides, les connexions entre cours d'eau et leurs annexes hydrauliques et leurs fonctionnalités écologiques

C 10.1 : Promouvoir une gestion des éléments naturels contributifs des paysages bocagers, à savoir les haies et les talus, les autres éléments naturels tels que bois, bosquets, lisières, arbres isolés, mares, etc qui assure le maintien, la restauration ou la création de réseaux cohérents et fonctionnels.

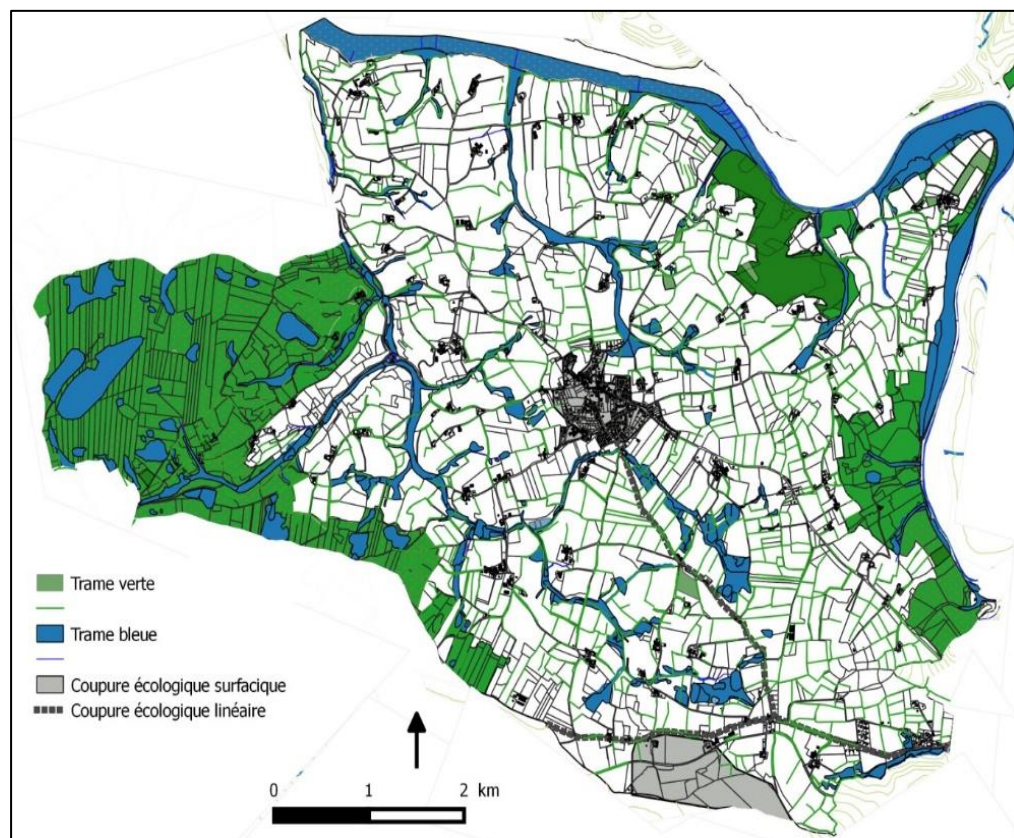
**Le SRCE Bretagne**



## Les éléments de la trame verte et bleue

La trame verte et bleue de Dinéault se caractérise par :

- Un corridor écologique d'intérêt régional : la vallée de l'Aulne
- Des réservoirs de biodiversité à l'échelle régionale : la vallée de Aulne (cours d'eau + zones humides + versants boisés avec en particulier les bois de Treovazec, de Rosguernou et du Chap surplombant l'Aulne) et le complexe du Menez Hom
- Des réservoirs de biodiversité à l'échelle communale : les zones humides, les haies (215 km), certains boisements
- Des corridors secondaires : les bois qui occupent essentiellement les secteurs les plus accidentés, c'est-à-dire des versants des affluents de la vallée de l'Aulne (en particulier Le Garvan et son affluent Le Cosquer), formant des couloirs boisés quasi continus.
- Une perméabilité des connexions satisfaisante : un tissu urbain peu développé et peu dense, peu de coupure linéaire (RD887).



*La trame verte et bleue de Dinéault*

## Le paysage

On distingue unités 7 paysagères (cf. carte page suivante).

**L'Aulne maritime et ses rives (I) :** Notons une grande variété de paysages entre les principales rives concaves, aux pentes douces, souvent « ouvertes » et agricoles qui finissent en vastes herbus puis vasières jusqu'au fleuve et les rives convexes aux pentes abruptes, rocheuses et boisées. Plusieurs cours d'eau perpendiculaires à l'Aulne ont creusé de petites vallées créant depuis la route en rebord de plateau, des fenêtres sur le paysage fluvial peu perceptible depuis le plateau.

La **Vallée encaissée et boisée du Garvan (II) et contreforts boisés du Menez Hom (VI) :** L'étroitesse de la vallée, les pentes boisées abruptes ainsi que le régime torrentiel du cours d'eau, confèrent à cette unité une ambiance intime et sauvage qui tranche fortement avec les grands paysages du plateau.

Le **Plateau ondulé de grandes cultures (III) :** L'unité représente un vaste plateau ondulé découpé par de petits vallons secondaires faiblement marqués qui se rejoignent pour former les principaux cours d'eau (L'Aulne, Le Garvan), plus encaissés. Le plateau qui occupe la moitié du territoire communal, se caractérise par de vastes champs ouverts cultivés en cultures fourragères et prairies temporaires. Les légères modulations du relief ainsi que la très faible densité du maillage bocager et la quasi inexistence de boisements, participent à créer des horizons très lointains.

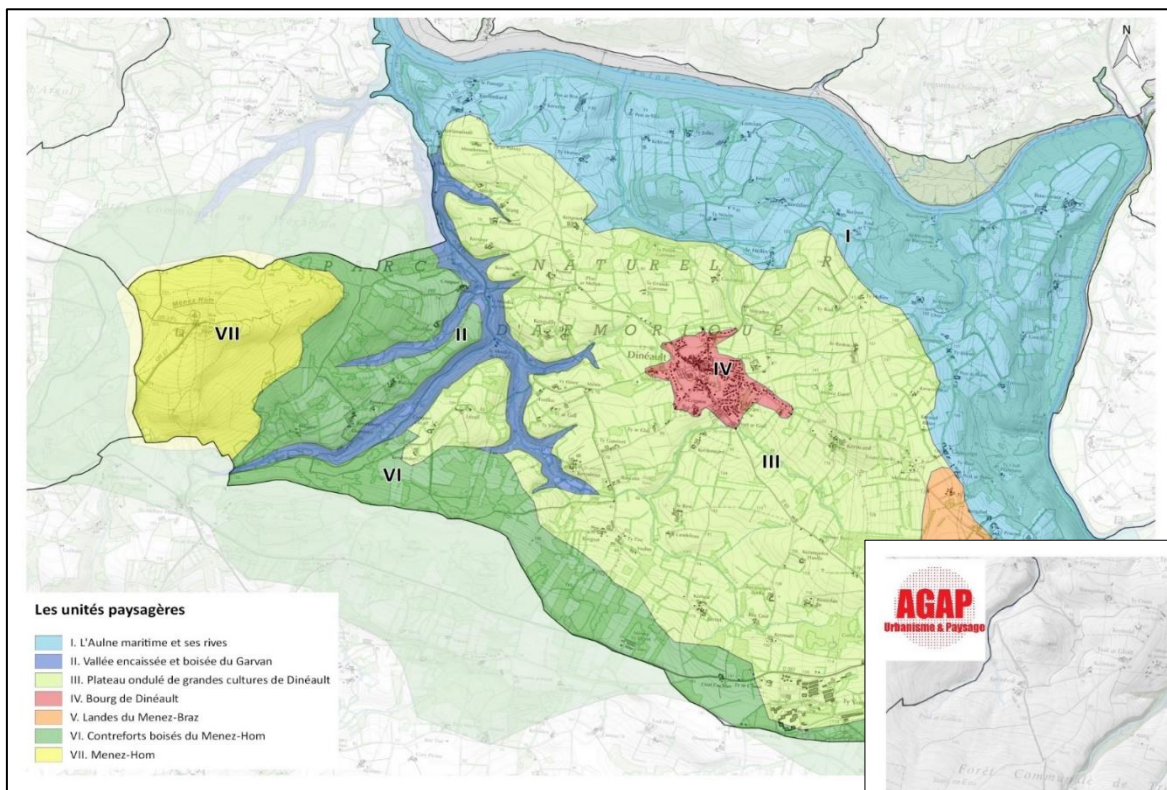
**Les landes du Menez Hom (VII) et du Menez Braz (V) :** L'unité représente deux reliefs arrondis distincts l'un de l'autre, mais dont les caractéristiques paysagères et écologiques sont semblables

- Au sud-ouest du territoire communal, le Menez-Hom, relief finistérien de renom, culmine à 330m
- Au sud-est, le Menez-Braz, moins élevé culmine à 234m

Les deux sommets sont soumis à des vents violents favorisant le maintien d'une strate végétale basse de landes à bruyère, de graminées et genêts.

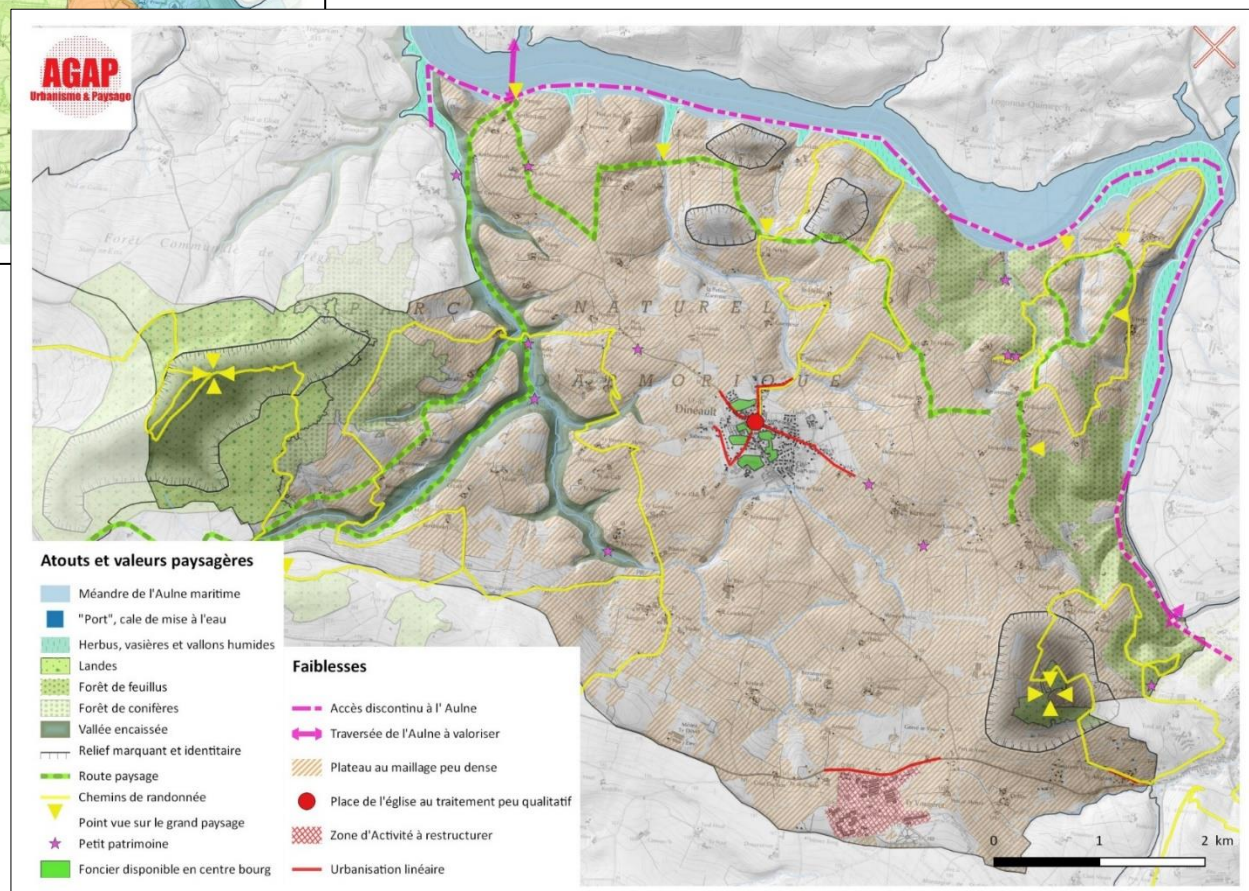
**Le centre-bourg de Dinéault et ses abords (IV)**





**Les unités paysagères de Dinéault**

**Atouts et faiblesses du paysage de Dinéault**





## Synthèse des caractéristiques et enjeux paysagers

Un des enjeux définis dans l'étude paysagère réalisée dans le cadre du PLU est d'aménager et entretenir des points de vue majeurs sur le grand paysage, tant depuis le plateau agricole, l'estuaire du Loc'h, le bourg et les autres zones urbanisées de la commune.





### 9.2.2 – Territoire et population

Dinéault compte 2168 habitants (source INSEE : population légale millésimée 2017 en vigueur au 1er janvier 2020). Les perspectives démographiques sont difficiles à estimer sur Dinéault car les effectifs de l'école de gendarmerie sont pris en compte par l'INSEE. Elles ont donc été réalisées en s'affranchissant des données INSEE mais en tenant néanmoins compte de l'évolution de l'école de Ty Vougeret qui devrait accueillir de plus en plus de personnels civils. L'approche prospective à 10 ans donne ainsi une **croissance de la population de 0,45 % par an**.

### 9.3 – LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES DE DINEAULT (PADD)

*Les orientations du PADD sont issues d'un travail de concertation mené lors du diagnostic territorial, des ateliers participatifs (AEU) et des différentes réunions thématiques de la commission communale en charge du dossier. Un inventaire des atouts et faiblesses du territoire communal a permis d'élaborer une liste de « premières orientations ». Ces orientations ont été reprises, complétées, modifiées par les élus puis mise en forme par le bureau d'études pour balayer tous les thèmes du développement durable. Le PADD a été débattu en Conseil communautaire le 9 mai 2019.*

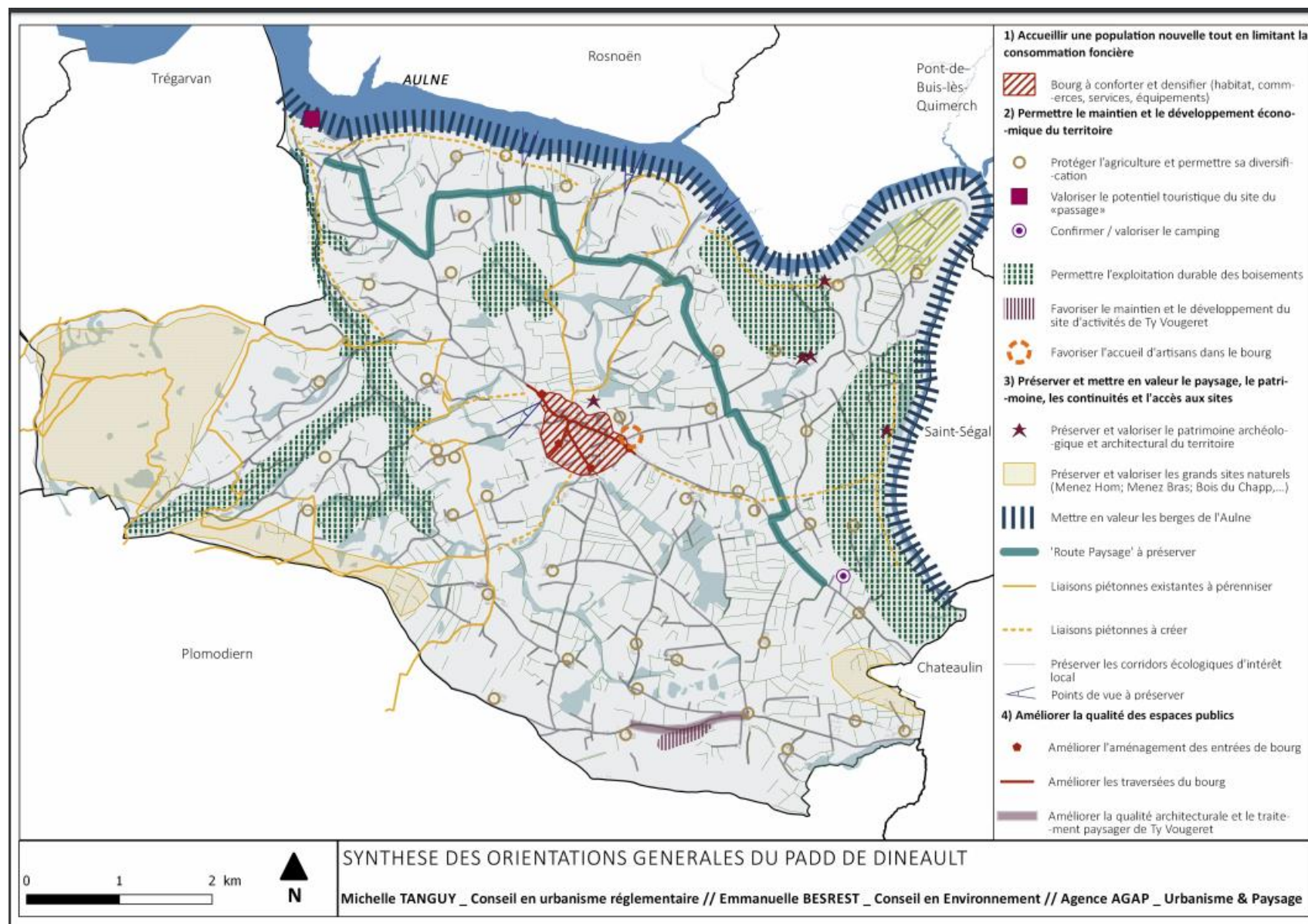
Afin de répondre aux enjeux du territoire, la collectivité souhaite **affirmer l'identité de la commune et soutenir son attractivité en poursuivant 7 axes prioritaires** :

1. Accueillir une population nouvelle tout en limitant la consommation foncière
2. Permettre le maintien et le développement des activités économiques du territoire
3. Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel, les paysages et les continuités écologiques
4. Améliorer la qualité des espaces publics et la sécurité des déplacements
5. Protéger la ressource en eau
6. Réduire l'exposition de la population aux risques
7. Accompagner la transition énergétique

La production de logements induit obligatoirement une **consommation d'espace** qui doit être gérée de façon **économe**. Cette économie d'espace, applicable à toutes les communes, doit se combiner avec la notion d'extension limitée de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage pour les communes littorales. Sur la base d'une croissance de la population de 0,45% par an et en application des densités fixées par le SCoT (15 logements/ha dans l'enveloppe urbaine), les besoins en foncier sont estimés à **4 ha pour un total de 60 logements sur 10 ans**.

Ils correspondent à une diminution de la consommation foncière pour l'habitat de plus d'un tiers par rapport à la période 2005-2017.

## Le PADD simplifié



## 9.4 - LA TRADUCTION REGLEMENTAIRE DU PADD DANS LE PLU

Pour mettre en œuvre son Projet d'Aménagement et de Développement Durables, la commune de Dinéault utilise son PLU comme un outil de gestion du territoire tenant compte de la dimension opérationnelle de l'urbanisme. Les objectifs du PADD sont traduits réglementairement au travers du plan de zonage et du règlement écrit.

Il est important de noter que les dispositions du règlement écrit et graphique sont complétées des dispositions données par les orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

Le PLU est conforme à la loi "littoral". La délimitation des espaces proches du rivage est matérialisée sur le document graphique mais diffère de celle figurant au SCoT. La délimitation proposée se limite à la partie maritime (limite transversale de la mer). Cette délimitation des espaces proches a été faite sur la base du fascicule 2 du « référentiel Loi Littoral » élaboré par la DREAL et les 4 DDTM Bretonnes.

La **zone UH** porte sur la partie agglomérée du bourg de Dinéault.

Les **trois zones 1AUh** portent sur des parcelles non bâties d'une superficie de 0,9 à 1,4 ha situées au centre du bourg et pour lesquelles des OAP sont prévues afin d'optimiser l'occupation des sols en application des dispositions du SCoT en matière de densité (voir ci-après).

Une **zone 1AUi** est créée en extension du bourg pour accueillir des artisans. Cette zone de 0,74 ha est compatible avec le SCoT qui autorise la création de zone d'activité de 1 ha maximum en continuité des agglomérations.

Une **zone UM** est proposée sur l'école de gendarmerie. L'occupation du sol, bien que n'étant pas matérialisée sur le cadastre pour cause d'activités militaires, la population résidente, les activités et services existants, ont amené la commune à qualifier le site de Ty Vougeret d'agglomération au sens de la loi littoral.

A Ty Vougeret, la zone d'activités historique est classée en **zone Ui** ; elle porte sur les bâtiments existants et est légèrement étendue au sud sur des terrains boisés en partie remblayés.

Le camping de Ty Provost est en **zone NL** (sans possibilité d'extension).

Les **zones naturelles** sont classées en zone Na, Ns (espaces remarquables au titre de la loi littoral) ou Nzh (zone humide reprenant l'inventaire communal de l'EPAGA).

Les **espaces boisés classés** à conserver ou à créer (EBC) sont définis en fonction de la qualité écologique et paysagère des boisements, ainsi que des pentes. Sont exclus les bois faisant l'objet d'un Plan Simple de Gestion (bois du Chap,...), le boisement récent de fond de vallée... La surface des espaces boisés

classés (EBC) est de 150 ha hectares (3,3 % de la surface communale). Le classement en EBC concerne les boisements à forte valeur écologique et/ou paysagère.

En application des articles L151-19 et L151-23 du Code de l'urbanisme, la commune a identifié des **éléments du paysage à protéger**, conserver, mettre en valeur. On distingue les éléments bâtis (croix, calvaires, fontaines, lavoirs, anciens moulins) des éléments non bâtis ; ces derniers portent sur les haies recensées dans le cadre du diagnostic agricole réalisé par la Chambre d'agriculture du Finistère. Compte tenu de l'état du bocage sur Dinéault (bocage élargi), l'ensemble des haies et talus inventoriés est protégé à ce titre.

Des bâtiments susceptibles de **changer de destination** sont matérialisés au document graphique (32). Le recensement de ces bâtiments a été fait à partir d'un questionnaire à l'attention des habitants (publication dans un bulletin municipal) et du guide pour le changement de destination des bâtiments agricoles élaboré par le CAUE du Finistère. Les bâtiments situés dans le périmètre sanitaire des 100 m par rapport aux installations agricoles ont été exclus.

En zone A et N, **l'extension limitée des habitations** est autorisée ainsi que la création d'annexes à une distance en dépassant pas 20 m de l'habitation principale.

Quatre **emplacements réservés** grèvent des terrains privés pour l'extension d'accès à la future zone 1AU "Ecole", à la création de liaisons douces et à l'aménagement d'un parc paysager en cœur de bourg. La commune s'assure ainsi que ces terrains ne feront pas l'objet d'aménagements compromettant la réalisation de projets d'intérêt général.

**Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)** portent à la fois sur les principes d'aménagement, les programmes de construction et la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère des secteurs à aménager. Elles se situent dans une perspective pré-opérationnelle. Elles sont opposables, dans leurs principes, aux opérateurs et permettent de traduire concrètement les orientations du PADD, par des choix d'aménagement permettant leur mise en œuvre sur le terrain. Elles s'inscrivent en « zoom » par rapport aux orientations définies dans le PADD et doivent donc en traduire toutes les exigences.

Des **zonages d'assainissement eaux usées et eaux pluviales** sont réalisés conjointement au PLU.



## 9.5 - ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET DE PLANIFICATION

Le PLU est un document d'aménagement qui traduit, par des règles et servitudes d'occupation du sol, le projet de développement futur de la commune. Il permet donc de fonder une politique locale d'aménagement tout en gardant sa vocation de gestionnaire de l'espace. Le PLU de Dinéault participe aux atteintes des objectifs du développement durable. Il est le reflet d'un projet de territoire adapté à la situation actuelle et définit sur mesure. Il se base notamment sur les principes suivants :

- stratégie démographique et mixité sociale : enrayer le déclin démographique et à minima stabiliser la population,
- stratégie économique locale : mise en place de mesure pour préserver l'activité primaire et les conditions de sa pérennité, les activités commerciales et artisanales,
- stratégie environnementale intégrée : utilisation économe du foncier, préservation des milieux naturels, prise en compte de la capacité d'accueil du territoire.

Les choix retenus pour établir le PLU entrent dans le cadre de l'application des articles précités du code de l'urbanisme. Ils se résument de la manière suivante :

- Réduction de la consommation foncière en s'appuyant sur un foncier en densification de l'enveloppe urbanisée et en intensifiant les densités moyennes des logements.
- Encadrement du développement urbain par des orientations d'aménagement sectorielles.
- Préservation des outils de productions des activités primaires par des zonages adaptés.
- Préservation des espaces naturels remarquables, des éléments de la trame verte et bleue et des paysages par des zonages et des prescriptions spécifiques.
- Sauvegarde du patrimoine bâti en préservant les éléments du petit patrimoine (calvaire, croix, fontaines, lavoirs...) au titre de la loi Paysage
- Possibilité de changement de destination d'anciens bâtiments présentant un intérêt patrimonial.

En prenant en compte la préservation de la ressource en eau (capacité de la station d'épuration...), ainsi qu'en protégeant les espaces naturels littoraux remarquables et les éléments de la trame verte et bleue à l'échelle de la commune (les zones humides, les arbres remarquables, le réseau de murets de pierre sèche), le PLU est compatible **avec le SDAGE Loire-Bretagne, le SAGE Aulne**, ainsi qu'avec le **Schéma de Cohérence Ecologique régional (SRCE)**.

L'analyse du PLU point par point montre qu'il est en outre compatible avec :

- le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCOT du Pays de Châteaulin (2016) (postérieurement à la loi ALUR)
- les dispositions de la loi littoral

## 9.6 - INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

### **Méthode**

La démarche d'évaluation environnementale menée dès le début de la procédure d'élaboration du PLU a permis la mise en œuvre de mesures d'évitement dans la majorité des cas et de mesures de réduction des impacts sur les zones à urbaniser ou comportant des activités à maintenir (Ai), lorsqu'aucune alternative n'existe, intégrées aux projets et en cohérence avec un aménagement d'ensemble.

Il n'y a pas eu de nécessité à mettre en œuvre des mesures de compensation. Il a été constaté :

- Une bonne prise en compte des enjeux environnementaux à différentes échelles dès l'amont du projet de PLU ;
- Une démarche itérative considérant et conciliant le projet et les sensibilités environnementales et paysagères au fur et à mesure de son élaboration

Les mesures de réduction, permettant de minimiser les impacts du projet, sont traduites réglementairement et pré-opérationnellement dans les OAP. Ce projet ne présente pas d'incidences notables sur l'environnement outre celles, lorsqu'aucune alternative n'existait, qu'il a pu minimiser et intégrer au projet lui-même, en cohérence avec un aménagement d'ensemble.

### **La cohérence interne du PLU**

Lors de l'élaboration du PLU, il a été vérifié la cohérence entre les différentes pièces qui composent le dossier du PLU : par exemple entre le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qui exprime le projet de territoire, le règlement, le document graphique, les orientations d'aménagement et de programmation...

### **Incidences générales**

La recherche du moindre impact environnemental se traduit notamment par le renforcement de l'urbanisation autour du bourg. Les nombreuses mesures du PLU qui renforcent la protection de l'environnement portent principalement sur deux domaines : la recherche d'une urbanisation plus économe en espace et le renforcement des mesures de protection spécifiques : sur les bois, les haies bocagères, les cours d'eau, les zones humides, les continuités écologiques, le patrimoine culturel...

La recentralisation de l'urbanisation autour du bourg va dans le sens de la préservation des sols à la réduction des émissions de gaz à effet de serre en passant par la gestion des eaux pluviales.

D'une manière générale, les impacts sur la ressource en eau sont positifs : protection par un zonage N des cours d'eau et zones humides, gestion des eaux pluviales, protection des haies à fonction hydraulique.

Dans le projet de PLU de Dinéault, la consommation d'espace est limitée et maîtrisée, la ressource en eau est préservée.

Les principaux impacts négatifs du PLU sur l'environnement sont liés à la nécessité d'aménager certaines zones pour créer des logements (dans les grandes dents creuses dans l'enveloppe du bourg) ou conforter des activités économiques existantes (Ty Vougeret).

Il en résulte une consommation modérée d'espaces naturels et agricoles liées aux extensions de l'urbanisation, l'accroissement des besoins en déplacements liés à l'urbanisation, et des risques d'altération de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques. L'évaluation environnementale examine dans le détail les projets d'extension ou de renforcement de l'urbanisation à usage d'habitat ou d'activités compatibles avec l'habitat.

L'ouverture de nouveaux secteurs à l'urbanisation n'a pas d'impact significatif sur les habitats naturels et espèces d'intérêt patrimonial. Elle concerne principalement des zones agricoles.

La recherche d'une limitation des impacts s'est opérée principalement dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation (maintien de lisières végétales, plantation, aménagement de cheminements...). En ce sens les mesures d'évitement / réduction / compensation des impacts font partie intégrante du projet de PLU.

Toutefois, la nature, l'importance et la localisation des aménagements à venir n'étant pas précisément connus, le PLU ne peut régler en totalité la question des mesures d'évitement / réduction / compensation des impacts et il appartiendra aux aménageurs de réaliser des études plus précises adaptées aux caractéristiques techniques de chaque opération, conformément aux obligations légales.

### ***Localisation des OAP***



### ***Incidences sur le réseau Natura 2000***

L'étude menée a mis en évidence que les sites Natura 2000 concernant le territoire communal (zone spéciale de conservation " Complexe du Menez Hom" et zone de protection spéciale "Rade de Brest, baie de Daoulas, anse du Poulmic" englobant l'estuaire de l'Aulne) ne sont pas impactée directement par le PLU. Le zonage assure la préservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire :

- Le périmètre est intégralement inclus dans les zonages réglementaires affectés à la protection des espaces naturels au PLU (Ns et Nzh). Les zones U et AU et 1AUh du bourg et Ty Vougeret sont situées en dehors des périmètres Natura 2000 et n'impactent aucun habitat d'intérêt communautaire.
- Aucun emplacement réservé n'est situé dans le périmètre Natura 2000.
- En l'état actuel des inventaires, aucune espèce d'intérêt communautaire n'est susceptible d'être concernée par le projet de PLU.
- Afin de ne pas introduire d'espèces invasives ou envahissantes et de limiter l'artificialisation du milieu, le futur PLU propose une palette végétale en accompagnement des constructions à venir (espèces végétales locales favorisant la biodiversité à préconiser et espèces invasives à proscrire).

Les incidences indirectes du PLU sur les sites Natura 2000 ont également été analysées. Aucune incidence ou risque potentiel liée à une dégradation de la qualité de l'eau, du régime hydraulique de L'Aulne et de ses affluents (dont Le Garvan) n'est attendu.

En conséquences, la mise en application du PLU de la commune Dinéault n'aura pas d'incidences dommageables sur la Zone Spéciale de Conservation " Complexe du Menez Hom" et zone de protection spéciale "ZPS Rade de Brest, baie de Daoulas, anse du Poulmic" englobant l'estuaire de l'Aulne.

### Incidences thématiques

THEMES	IMPACTS DU PLU
<p><b>Milieu physique</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La gestion des eaux tient compte de la loi sur l'eau et des préconisations du SAGE Aulne : protection des zones humides, moindre imperméabilisation des sols et infiltration des eaux de ruissellement à favoriser.</li> <li>• Les milieux naturels littoraux (zones Ns) sont protégés.</li> <li>• Les zones dédiées à l'urbanisation (bourg, Ty Vougeret) n'ont pas d'impact sur les secteurs littoraux potentiellement sensibles à l'érosion.</li> </ul>
<p><b>Milieu biologique</b> <b>Patrimoine naturel</b> <b>Equilibre écologique</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La totalité de la vallée de l'Aulne est en zone naturelle protégée (Ns).</li> <li>• Les périmètres Natura 2000 sont intégralement inclus dans les zonages réglementaires affectés à la protection des espaces naturels au PLU (Ns et Nzh). Les zones U et 1AU du bourg et Ty Vougeret sont situées en dehors du périmètre Natura 2000 et n'impactent aucun habitat d'intérêt communautaire.</li> <li>• Les autres éléments de la Trame Verte et Bleue y compris à l'échelle du bourg sont préservés : ensemble des cours d'eau et zones humides et leurs zones fonctionnelles, vallée de l'Aulne, du Garvan et autres vallons, bocage... (protection au titre la loi "Paysage").</li> <li>• Les bois les plus intéressants sur le plan écologique sont en Espaces Boisés Classés</li> <li>• L'urbanisation des secteurs constructibles ne portent pas atteinte aux habitats et espèces protégées ou/et patrimoniales ; l'impact sur la nature "ordinaire" est faible.</li> <li>• Afin de ne pas introduire d'espèce invasives ou envahissantes, de limiter l'artificialisation du milieu, le futur PLU propose une palette végétale en accompagnement des constructions à venir (espèces végétales locales favorisant la biodiversité à préconiser et espèces invasives à proscrire).</li> <li>• Le règlement du PLU permet la restauration écologique de ces milieux</li> </ul>
<p><b>Démographie</b> <b>Activités humaines</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La production de nouveaux logements pour une population permanente au sein de l'enveloppe bâtie se traduit par la réalisation d'orientations d'aménagement et de programmation dans les espaces vierges existants dans l'enveloppe urbaine (1AUh et Uh, 1AUi)</li> <li>• La capacité de logements offerte par le PLU (60 logements sur 10 ans) sur la base de 15 logements/ha est légèrement supérieure aux besoins estimés par le SCoT (40 logements sur 10 ans)</li> </ul>
<p><b>Organisation</b> <b>et</b> <b>composition urbaines</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'urbanisation future est regroupée dans l'enveloppe du bourg</li> <li>• Le mitage n'est pas autorisé par le règlement graphique</li> <li>• Le développement urbain est maîtrisé : absence d'extension des zones d'habitat, toutes regroupées dans l'enveloppe urbaine ; extension au sud du bourg pour une zone d'activité (1AUi)</li> </ul>



<p><b>Cadre de vie - déplacements</b></p> <p><b>Paysage</b></p> <p><b>Patrimoine</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les espaces naturels remarquables sont largement protégés (zones Ns).</li> <li>• L'urbanisation est regroupée dans l'enveloppe du bourg, limitant le mitage et favorisant sa compacité</li> <li>• Des coupures d'urbanisation sont maintenues notamment dans et autour du bourg (présence d'un emplacement réservé pour un parc paysager).</li> <li>• Les règles architecturales instaurées en zone UH assurent l'intégration harmonieuse des constructions nouvelles ; les clôtures ne sont pas obligatoires et leur aspect est encadré par le règlement du PLU. "</li> <li>• Des liaisons douces sont prévues au sein des futures zones urbanisées via 4 emplacements réservés et dans les OAP</li> <li>• Les éléments du paysage tels que bocage, le patrimoine archéologique visible (menhirs, dolmens...), le petit patrimoine bâti (fontaines, croix, lavoirs...),...sont protégés au titre des articles L151-19 et 23 du code de l'urbanisme.</li> <li>• Tous travaux susceptibles de porter atteinte au patrimoine archéologique devront faire l'objet d'une déclaration préalable auprès des services de la DRAC qui pourra procéder à la mise en œuvre de fouilles archéologiques préventives.</li> </ul>
<p><b>Ressources naturelles</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le rythme d'urbanisation est prévu à un niveau acceptable pour la gestion des chantiers et leur impact sur l'environnement (prévision d'environ 60 logements neufs maximum pour les 10 ans à venir).</li> <li>• L'augmentation de la population permise par les dispositions du PLU est compatible avec les capacités de production d'eau potable et avec l'assainissement collectif. Les dispositifs de récupération des eaux pluviales sont en outre favorisés par le PLU</li> <li>• Les règles d'urbanisme favorisent une conception plus «durable» des constructions, autorisant notamment les ouvrages de production d'énergie renouvelable.</li> </ul>
<p><b>Nuisances - risques</b></p>	<p>Le PLU n'aura pas d'incidence sur l'exposition de la commune aux risques naturels et technologiques ; les principaux risques pour la population liés au changement climatique sur la commune ont été pris en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucune zone urbanisée ne figure en zone de submersion marine.</li> <li>• Le projet participe à la lutte contre les risques incendies avec l'arrêt de l'urbanisation en forme de mitage.</li> </ul>

Les communes doivent procéder à une évaluation de leur Plan Local d'Urbanisme, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans, à compter de la délibération portant approbation du PLU. Le PLU a ainsi défini des indicateurs qui permettront de procéder à son évaluation au regard des objectifs formulés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable et des objectifs de limitation de la consommation d'espace et de respect de l'environnement.